

Le défi de Mgr Tutu

Une fois encore, Mgr Desmond Tutu lance un défi au pouvoir sud-africain. Lors de son sermon dimanche 4 septembre, l'archevêque du Cap a renouvelé son appel au boycott des élections municipales prévues pour le 28 octobre. Cet appel, adressé aussi bien aux Noirs qu'aux Blancs, est une véritable provocation, passible de la prison en vertu des règles de l'état d'urgence. Le prélat anglican a tout à fait conscience des risques qu'il court mais il estime que « le gouvernement est coupable d'intimidation en forçant la population à voter ».

Les autorités n'ont pas encore réagi à la dernière bravade du Prix Nobel de la paix 1984 et se contentent pour l'instant d'étudier le texte du sermon. Mais il est clair que le pouvoir ne peut laisser passer cet acte de désobéissance civile, plus de ne au régime et à l'état d'urgence. D'autant que cet appel intervient deux jours seulement après l'avertissement lancé par le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok, aux membres du clergé tenants de la « théologie de la libération » et de la « démocratie populaire ».

Le responsable de la police avait menacé de « leur couper les ailes », comme cela a été fait en février à l'encontre de dix-neuf organisations anti-apartheid, interdites de toute activité. M. Vlok a dénoncé « les loups déguisés en moutons », estimant que le temps était venu de « arracher les masques ».

La participation aux élections du 28 octobre est considérée par le régime du président Botha comme un test important de sa politique de réformes. Ce scrutin, où chaque communauté désignera ses représentants locaux, doit permettre au pouvoir de démontrer, tant à la droite menaçante qu'aux contestataires noirs, qu'un consensus existe à travers le pays en faveur des institutions en place.

Il est vrai, comme l'a fait remarquer Mgr Tutu, que le régime mène une campagne acharnée sur le thème de la participation et que les opposants n'ont pas la possibilité de faire valoir leur point de vue sous peine d'emprisonnement. L'archevêque anglican a donc voulu se faire l'interprète d'un courant de pensée, tout en sachant que les autorités hésiteront avant de s'en prendre à lui - l'une des plus prestigieuses figures de la contestation anti-apartheid - sous peine d'en faire un nouveau martyr.

La tournée que doit effectuer le pape en Afrique australe à partir de la fin de la semaine prochaine peut-être d'éviter - provisoirement au moins - une partie de bras de fer entre le clergé et les dirigeants du pays. Le voyage de Jean-Paul II dans la région, n'incluant pas l'Afrique du Sud, risque d'irriter un peu plus les autorités de Pretoria, qui n'ont jamais compris pourquoi le souverain pontife classait, comme l'opinion internationale, l'Afrique du Sud au rang des pays maudits.

Les plus graves depuis 1955

Des inondations ont fait six cents morts au Bangladesh

L'un des pays les plus pauvres de la planète, le Bangladesh, subit de nouveau cette année la terrible épreuve d'inondations - les plus graves depuis 1955 - qui ont fait, selon des premiers bilans, six cents morts. Dhaka, la capitale, est également noyée sous les flots, et, faute d'un sérieux effort de solidarité internationale, le nombre des victimes risque d'être beaucoup plus important.

NEW-DELHI. de notre correspondant en Asie du Sud

Cinquante des soixante-quatre districts du pays submergés par les flots, près de huit millions d'habitants détrempés, un bilan provisoire d'environ six cents morts, treize mille têtes de bétail détrempées, 2,9 millions d'hectares de récolte de riz déjà perdus, sans doute vingt millions de personnes directement affectées par les inondations et confrontées à un problème urgent : se procurer de la nourriture et de l'eau potable. Les graves inondations qui dévastent le « Pays delta » et qui, selon les autorités de Dhaka, sont d'une ampleur sans précédent depuis 1955 placent une fois de plus la

communauté internationale devant une échéance immédiate : faute d'une aide massive, des milliers de personnes vont mourir.

Le président du Bangladesh, le général Hussain Mohammad Ershad, a évalué l'aide alimentaire nécessaire à 2 millions de tonnes de céréales, et son ministre des affaires étrangères, M. Rasheed Chowdhury, a parlé de 3 millions de tonnes, ajoutant que des hélicoptères sont également indispensables pour acheminer cette aide d'urgence dans les zones dévastées. A vrai dire, et ces estimations le montrent bien, les autorités ne savent pas précisément quelle est l'ampleur de la catastrophe.

LAURENT ZECCHINI.
(Lire la suite page 5.)

Condamnations unanimes et tactique électorale

La nouvelle « affaire Le Pen » peut hâter la réorganisation de la droite

La nouvelle « affaire Le Pen » et les réactions d'indignation unanime qu'elle a provoquées dans la classe politique peuvent hâter la réorganisation de la droite après un week-end de rentrée fertile en débats sur l'ouverture, le référendum sur la Nouvelle-Calédonie, etc. Elles ont éclipse les tentatives d'offensive de l'opposition contre le pouvoir.

(Lire nos informations pages 6 et 7.)

Rentrée scolaire pour plus de douze millions d'élèves

Les retrouvailles de la jeunesse

Près de 12 400 000 élèves rentrent en classe, dans l'enseignement préélémentaire, primaire et secondaire (public et privé), mardi 6 septembre.

Lundi, les 600 000 enseignants et le personnel administratif (près de 1 million de personnes au total) ont participé à la « prérentrée » pour préparer l'accueil des élèves.

La rentrée est un peu la fête des enfants. C'est le jour où la société - médias en tête - s'intéresse à eux. Où ils sont choyés, accompagnés, écoutés. Habits et cahiers neufs marquent le retour symbolique au sérieux de la vraie vie, après la parenthèse solaire des vacances. Toute société a besoin ainsi de dates témoins. De célébrations latentes.

La rentrée, c'est aussi l'occasion de voir le monde - et en particulier l'école - avec les yeux des enfants. Alors que tant de personnages importants - du président de la République aux patrons et aux pères de famille - s'interrogent sur le cas de l'école. Il n'est pas inutile de se demander comment le perçoivent les intéressés eux-mêmes. Une petite brochure du ministère de l'éducation nationale, intitulée *Regards des jeunes sur le système éducatif*, qui reprend les enquêtes récentes réalisées sur le sujet, fournit d'intéressants éléments de réflexion.

Premier constat - pas si évident : les jeunes aiment l'école. Les discours à répétition sur la crise de l'éducation - violence, drogue, ennui, déclin... - traduisent des soucis d'adultes. Les jeunes, dans l'ensemble, sont contents d'aller en classe.

Les images négatives de l'école-caserne, lieu d'enfermement et de contrainte, qui avaient mobilisé les lycéens de 1968 ont pratiquement disparu de leur univers. La plasticité dont a su faire preuve cette institution, souvent décrite comme sclérosée et bureaucratique, mérite d'être soulignée.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.
(Lire la suite page 8 et page 2 l'article de M. Jacques Hui, président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public : « La révolution à l'école ».)

Programmation « neuro-linguistique » et stages « hors-limite »

Des cadres dernier cri

Les contraintes de l'environnement économique changent, la modernisation, les restructurations impliquent de nouvelles organisations du travail.

Les salariés n'échappent pas à cette évolution, particulièrement les cadres, auxquels on demande, outre leurs compétences traditionnelles, de plus en plus de « qualités humaines ».

C'est un véritable marché pour les organismes de formation continue.

Ici, on recrute un ingénieur chimiste « créatif » qui s'impose grâce à ses « qualités humaines », là des techniciens doivent avoir des « qualités relationnelles » pour rejoindre des « équipes dynamiques, motivées et performantes ». Les jeunes managers doivent avoir du « punch », le « sens du contact », être « persuasifs », avoir l'« esprit d'innovation » mais aussi être de bons « gestionnaires » et, bien sûr, « sortir d'une grande école ». Un simple regard sur les offres d'emploi des cadres suffit : « Les entreprises

françaises cherchent le mouton à cinq pattes, remaque M. François Sulger, psychologue consultant. Il leur faut non seulement recruter des jeunes qui ont fait les meilleures études, mais encore elles attendent d'eux de véritables compétences humaines. Or si la formation initiale produit des salariés dotés de grandes capacités techniques, les jeunes qui sortent des écoles n'ont reçu aucune initiation aux relations humaines ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.
(Lire la suite page 21.)

Le calendrier de la saison musicale

Place aux modernes

Festival d'automne, festival Musica à Strasbourg, anniversaires divers, électroacoustique ou concret : après les avalanches d'opéra et de musique de chambre des festivals d'été, voici qu'à la rentrée les modernes reviennent en force.

Mais l'art lyrique, pour autant, ne perd pas ses droits puisque tout commencera avec la création française d'un épisode de *Licht*, opéra planétaire en sept journées de Karlheinz Stockhausen, visionnaire allemand

auquel le Festival d'automne rend hommage cette année, et l'un des derniers compositeurs de la génération sérielle à savoir encore concevoir de grands projets.

Il y aura aussi un grain de folie dans l'autoportrait en quinze concerts que Pierre Henry, pionnier de la musique par haut-parleurs, dessinera à un rythme quotidien au Musée d'art moderne.

(Lire nos informations page 11.)

Le Monde
ÉCONOMIE

- La Corée du Sud, un pays pressé : mieux qu'un second Japon ; le malaise paysan ; le groupe Daewoo.
- Les votes d'eau : le choc de 1992.
- La chronique de Paul Fabra.

Pages 17 à 20

HERVÉ BAZIN

Le démon de minuit

ROMAN

HERVÉ BAZIN

LE DEMON DE MINUIT

GRASSET

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 155 pes. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 1,700 L. ; Italie, 0,400 Lit. ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

مكذبا من الأصل

Débats

RENTREE

La révolution à l'école

par JACQUES HUI (*)

La révolution est dans l'air. Depuis quelques semaines déjà, gouvernement, partis politiques, associations diverses, médias, rivalisent d'imagination pour faire revivre ces heures de 1789 qui ont marqué symboliquement l'histoire de notre pays et, à travers elle, l'histoire de toute l'humanité. Ces initiatives iront en s'amplifiant au cours des prochains mois. Elles ne manquent pas de mobiliser l'attention d'un grand nombre, car le bicentenaire d'un événement de cette importance constitue aussi un événement qu'il est normal de célébrer avec éclat.

Il ne faudrait pas pour autant que le souvenir de 1789 fasse oublier aux Français d'aujourd'hui toutes les révolutions qui restent à accomplir. Parmi celles-ci, celle relative à notre système éducatif, à notre école, n'est certes pas la moindre; elle sera en effet déterminante pour l'avenir de notre pays, pour l'avenir de l'Europe et, aspect plus concret pour chacune et chacun d'entre nous, pour l'avenir de nos enfants, de toute cette jeunesse qui, demain, constituera la force essentielle de notre société.

Ne s'agit-il pas en effet d'une véritable révolution lorsque la nation se fixe pour objectif d'apporter au niveau du baccalauréat et d'un baccalauréat différent mais non déprimé - 80 % d'une classe d'âge, alors qu'aujourd'hui moins de 60 % atteignent ce niveau et seulement un tiers franchissent avec succès l'examen final?

Ne s'agit-il pas d'une révolution lorsque le ministère de l'éducation nationale inscrit dans ses priorités qu'aucun jeune ne sorte plus de l'école vers la vie professionnelle sans qualification ni diplôme, alors qu'aujourd'hui plus de cent mille jeunes quittent chaque année, et pour la plupart définitivement, les bancs de leur collège ou de leur lycée sans aucun diplôme et, ce qui est plus grave, frustrés de n'avoir pas reçu la formation qu'ils espéraient et révoltés contre un système scolaire qui les a rejetés et contre la société qui cautionne ce système.

Peu importe les raisons très nombreuses qui sont à l'origine de ces échecs et dont beaucoup sont extérieures à l'école. C'est l'école qui est sur la sellette; toutes les analyses, tous les rapports, tous les livres, tous les projets d'orientation publiés au cours des dernières années par des personnalités et organismes d'horizons très divers au sujet de l'école et de ses déficiences ont attiré les regards de tous dans cette direction. Le président de la République, le précédent premier ministre comme l'actuel, ont sanctionné cet intérêt en déclarant l'éducation et la formation comme des priorités nationales.

Révolution, objectera-t-on, le terme n'est peut-être pas approprié. Ne faut-il pas plutôt parler d'adaptation du système scolaire aux besoins de la nation et de ses jeunes? Notre réponse est claire: non. L'école, malgré les progrès immenses accomplis au cours des trente dernières années, semble buter aujourd'hui sur deux difficultés majeures: la prise en compte réelle de la diversité des jeunes qui la fréquentent maintenant jusqu'à seize, voire dix-huit ans, et l'adaptation des formations aux besoins professionnels et sociaux du monde qui l'environne.

Les « bons lecteurs » et les autres

La première révolution indispensable se situe au niveau de l'apprentissage de la lecture, car celui-ci conditionne tous les autres. Ce n'est pas un hasard si la cohorte des cent mille que nous évoquons ci-dessus correspond à peu de chose près aux 25 % à 30 % de jeunes qui entrent au collège ou ne sachant pas lire et se sont trouvés mis en situation d'échec dès l'école primaire, voire dès le cours préparatoire. Baisse de niveau de l'école primaire, diront certains, et ils l'attribueront bien vite à l'expérimentation de méthodes hasardeuses, aux méfaits supposés de ce que l'on a

appelé la pédagogie d'éveil et à la qualité des enseignants. Même si ces affirmations contiennent chacune un petit bout de vérité, toutes les études et rapports sur ce sujet montrent que le niveau des jeunes de ce pays à leur sortie de l'école n'a pas baissé au cours des dernières décennies et que, bien au contraire, il a eu tendance à s'améliorer. Cette image plus optimiste ne saurait toutefois pas suffire à nous réjouir car, dans le même temps, le besoin de formation s'est accru.

Si dans la première moitié de ce siècle beaucoup pouvaient encore se contenter de quelques rudiments de lecture - je devrais dire de déchiffrement - et d'écriture nécessaires à la vie courante et trouver parfaitement leur place dans une société encore très rurale et artisanale, il ne saurait en être de même aujourd'hui. Les messages écrits constituent une part importante de notre environnement quotidien, de nos moyens de communication, et il faut être un « bon lecteur » pour comprendre nombre d'entre eux et en tirer usage.

Je citerai pour exemple les formulaires officiels qui jalonnent nos relations avec les administrations ou tout organisme institutionnel, les notices d'utilisation de nos appareils électroménagers ou de notre automobile, les messages fugaces recueillis sur nos minitel, les journaux et magazines, dont nous faisons grande consommation et sans parler des livres qui devraient être des compagnons plus largement répandus qu'ils ne le sont réellement. Il faut aussi de bons lecteurs pour comprendre et suivre avec profit l'enseignement du collège ou celui du lycée et, grâce à eux, acquérir autonomie et sens des responsabilités, et devenir capable de construire son propre projet de vie.

Nous voici donc revenus à l'école et au grand défi qui lui est jeté. Pour le relever, il faut créer

(*) Président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP).

autour de l'apprentissage de la lecture une mobilisation générale afin que, tous ensemble, parents, enseignants, chercheurs, psychologues, conjuguent leurs efforts pour analyser les obstacles et définir les méthodes et les moyens qui permettront d'en venir à bout. Tel devrait être l'objectif d'un « plan lecture » au niveau national, sorte d'« ardent obligation » imposant à l'école et à tous ses partenaires pour que, sur ce premier point, elle devienne déjà celle de la réussite pour tous les enfants.

La révolution de l'école ne se produira pas si, auparavant, tous les jeunes qui la fréquentent ne parviennent pas à apprendre à lire et à bien lire. Révolution pacifique et sans affrontements corporels, mais bien exigeante pour les mentalités et les comportements. Les bastilles qu'il faut prendre et détruire en 1989 sont toutes celles qui enferment l'intelligence des jeunes enfants dans des méthodes pédagogiques inappropriées, dans des programmes et structures trop rigides, dans des disciplines trop abstraites et seulement accessibles à une minorité, dans des règles de fonctionnement sans nuances, dans des préoccupations corporatistes dépressives.

Utopie, pensent certains; mais n'auraient-ils pas dit la même chose en 1789, quand on parlait dans ce pays de suffrage universel, de droits de l'homme et de démocratie? Les conditions semblent aujourd'hui rassemblées pour mettre en marche cette révolution, car nombreux sont les parents et les enseignants animés de ces convictions et de la volonté de faire changer l'école. Cette espérance commune transgresse les clivages politiques ou syndicaux traditionnels; elle est celle d'hommes et de femmes ayant réalisé que, sans une formation solide, l'avenir des enfants qu'ils ont mis au monde ou qui leur sont confiés sera compromis.

Il reste aux pouvoirs publics et à tous les hommes politiques à démontrer que leur adhésion à ce mouvement ne correspondait pas à un opportunisme électoral, mais à leur volonté profonde de réussir la révolution de l'école.

BONHEURS

Le magasin du rire

par ALBERT MEMMI

Je fréquente volontiers les diseurs d'histoires drôles: ces gens précieux qui, à propos de tout et même de rien, en racontent pour leur plaisir et le nôtre.

Erasmus moquait ces convives à la mine allongée, dont le silence même suffit à gêner une soirée. Un ami, médecin dévoué s'il en fut, se refuse à fréquenter les gens déprimés; il en voit assez dans son cabinet. Au lieu de subir des voisinages défilés, mieux vaut choisir des milieux où s'épanouit le bon microbe de la joie.

Toute agapes comprend deux parties: ce qu'il faut faire et ce qu'il faut éviter. La peur ou la colère, on le sait, endoignent l'organisme une dépense coûteuse, finissent par l'ulcérer et le détruire. Curieusement, on insiste moins sur les émotions positives qui le flattent et l'entraînent. Comme s'il suffisait d'écartier le mauvais pour obtenir le bon.

Dans un livre réjouissant, la Volonté de guérir, un auteur américain, Norman Cousins, plaide pour le rire. C'est une émotion forte, qui donne le hoquet, fait pleurer, penche la tête, mais de joie; un traitement étonnant, peu coûteux et agréable, une gymnastique du corps et de l'esprit, dont on sort optimiste et regaillardi.

de la mélancolie; les plus grands d'entre eux mériteraient le Nobel du bonheur.

Vous pouvez aussi vous aider vous-même. Il n'est pas nécessaire de comprendre de quoi l'on rit, il suffit de lancer le mécanisme. Les accessoires, pour s'entraîner à rire, existent sur le marché. Henri Salvador, si je ne me trompe, a consacré un disque à faire entendre une succession de rires; c'est irrésistible.

J'aurais suggéré d'ouvrir des boutiques spécialisées, si elles n'existaient déjà; l'une d'elles, au cœur de l'île de la Réunion, porte le nom ensoleillé de Magasin du rire! Quel chef d'Etat voudrait ajouter à sa renommée la fondation d'un Musée du rire et des jubilations, où viendraient se réfugier les populations épuisées?

A cause de sa commodité simplifiée, les gens avides de comédies risquent de dénigrer le rire. Il est rare, affirme La Bruyère, que celui qui fait rire se fasse estimer. C'est une injustice; il n'est ni vulgaire ni scandaleux de rire.

On se souvient d'Einstein tirant la langue à son photographe; au comble de la gloire, il n'avait nul besoin de paraître. Même les deux sœurs, y compris le plus austère d'entre eux, celui de la Bible, Les Asiatiques se sont offert un dieu souriant, le Bouddha.

L'homme qui rit est convulsé et, finalement, indulgent. Mon ami médecin n'est si dévoué dans la journée que parce qu'il s'amusait le soir. « Allons rire », me propose un ami péruvien, comme on dit: « Allons boxer un coup », ce qui obéit au même dessin, être bien ensemble.

Les gens heureux sont une leçon vivante; ils nous rappellent qu'il est possible de l'être. Heureusement pour nous, la joie, autant que la tristesse, est contagieuse.

PAUVRETÉ

Le revenu minimum est-il vraiment nécessaire ?

par MARCEL ROYEZ (*)

Le gouvernement vient d'adopter le dispositif général encadrant le futur revenu minimum d'insertion.

Il s'agit là du début de réalisation de l'engagement du candidat François Mitterrand pour son second septennat... une idée d'ailleurs développée sous d'autres vocables et d'autres formes par d'autres candidats à l'élection présidentielle. Une idée aussi qui n'est pas nouvelle puisque François I^{er}, déjà, instituait une taxe « droit des pauvres ». Une idée ensuite qui fait presque l'unanimité dans l'opinion publique si l'on en croit les sondages.

Dans ce contexte, poser la question de l'utilité et de l'efficacité d'un revenu minimum d'insertion peut paraître quelque peu provocateur!

Certes, le revenu minimum est la manifestation naturelle d'un devoir de solidarité (celle des plus riches vers les plus pauvres puisque financé par l'impôt sur les grandes fortunes). Cette solidarité, elle est nécessaire et elle existe déjà - partiellement, imparfaitement sans doute - au travers de notre système de protection sociale au sens global du terme (Sécurité sociale, aide sociale, chômage, régimes complémentaires), en

particulier dans ses dispositifs non contributifs qui font intervenir le budget de l'Etat ou celui des collectivités locales.

La pauvreté (la nouvelle comme l'ancienne) n'est pas, c'est vrai, un « risque » couvert par la Sécurité sociale; on peut même affirmer que les mailles trop larges du filet de la protection sociale sécrètent des situations de précarité, voire de pauvreté. Dans son rapport présenté au Conseil économique et social en 1987, le Père Włodarczyk évalue à 400 000 les « sans protection sociale ». On ne saura jamais vraiment combien de personnes se trouvent dans des situations de dénuement par le seul fait de la complexité, de la rigidité ou de la rigueur des conditions d'accès ou de maintien dans un régime de protection sociale (assurés ou chômeurs ayant perdu des droits souvent aussi par manque d'information).

de protection sociale pour qu'avant toute chose on appréhende les droits des intéressés et éventuellement qu'on améliore les conditions d'attribution des prestations obligatoires; pour que l'accessoire, le subsidiaire et l'assistance ne deviennent pas le principal au détriment d'une solidarité de droit et de dignité.

Thérapie curative de la pauvreté, le minimum d'insertion ne doit pas masquer la nécessité d'une thérapie préventive, c'est-à-dire de la nécessaire lutte contre les causes de la pauvreté (le chômage en particulier, mais aussi la maladie, l'accident, l'invalidité). Faisons totalement nôtre la déclaration de Gabriel Oheix (auteur d'un rapport « contre la précarité et la pauvreté » en 1981): « La pauvreté ne se gère pas, elle se combat. » C'est ce à quoi tous nos concitoyens doivent s'employer, et c'est aussi le rôle des associations qui conseillent, représentent et défendent ceux qui, demain, pourraient devenir pauvres pour n'avoir pas su ou pas pu faire valoir leurs droits.

(1) Chargées par la loi de 1975 d'apprécier le taux de handicap et de proposer des reclassements et des prestations.

Bon vieux réflexe français

Fallait-il donc (faut-il donc) créer quelque chose de nouveau et de parallèle selon un bon vieux réflexe français? Ne risque-t-on pas, ce faisant, de rendre inaccessible cette nouvelle prestation par le jeu des conditions d'attribution forcément complexes qui seront nécessaires pour appréhender la situation réelle des intéressés et éviter la fraude? Ne va-t-on pas asphyxier ce nouveau système par la bureaucratie qui devra forcément l'encadrer et les interférences nombreuses qui existent avec la protection sociale obligatoire (maladie, invalidité, vieillesse, chômage, prestations familiales)? On garde présent à l'esprit les difficultés des commissions d'orientation et de reclassement professionnel des personnes handicapées (COTOREP) (1), dont beaucoup aujourd'hui estiment que nombre de leurs attributions relèvent des organismes de protection sociale.

L'institution d'un revenu minimum doit se faire au sein du système

(*) Secrétaire fédéral de la Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés.

MOYENNE

L'âge des « sages »

La répartition selon l'âge du comité des « sages » sur l'audiovisuel laisse rêver. Cinquante ans, cinquante-sept, soixante et un, soixante-cinq, soixante-neuf, soixante et onze, soixante-dix-huit... La moyenne: soixante-cinq ans environ!

Pic de la Mirandole est mort à trente et un ans; A. Chénier à trente-deux; Jésus à trente-trois; Vilon, Lantier et Jarry à trente-quatre; Mozart à trente-cinq; Raphaël et Rimbaud à trente-sept; Pascal à trente-neuf; M. Jack Lang, cette idole de la jeunesse, estime-t-il que pour être « sage » en 1988 il suffit d'être né avant Munich, et d'avoir survécu?

D. JON GROSSMANN.
(Soixante-ans aux...)

LE MONDE
diplomatique

Septembre 1988

LA GRANDE MÊLÉE DES JEUX OLYMPIQUES

Si les Jeux ont toujours été politiques, utilisés pour attirer l'attention sur une cause et favorisant une sorte de diplomatie par le sport, ils sont devenus mercantiles, avec la formidable médiatisation qu'ils suscitent et les bouleversements qu'elle entraîne. Dans cette mêlée, le tiers-monde reste une fois de plus sur la touche et fait de la figuration tandis qu'émergent quelques « nouveaux pays sportifs ».

LES GAGNANTS DE LA GUERRE DU GOLFE

La guerre entre l'Irak et l'Irak avait bien d'autres enjeux que le seul conflit territorial. Elle a permis aux Etats-Unis de renforcer leur hégémonie dans le Golfe, avec l'aide de leurs alliés régionaux. Des armes meurtrières se répandent, de nouvelles rivalités s'esquissent; tensions sociales et blocages politiques s'aggravent. Le despotisme en trébuchet ou en turban aura du mal à gérer la paix.

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél.: (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAR 650572 F
Télécopieur: (1) 42-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant: André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société: cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 620 000 F

Principaux associés de la société: Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général: Bernard Wouss.

Rédacteur en chef: Daniel Verdet.

Correspondant en chef: Claude Saut.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN: 0395-2037
Microfilms et index du Monde: Renseignements au (1) 42-47-98-01.

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 280 F	1 380 F	1 880 F	2 536 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse: définitifs ou provisoires: nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie: 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Localité: _____ Code postal: _____

Pays: _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

L'Aéropostale
la création d'un franco-allemand

M. Lothar Rühl sera au conseil de sécurité

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél.: (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAR 650572 F
Télécopieur: (1) 42-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant: André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société: cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 620 000 F

Principaux associés de la société: Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général: Bernard Wouss.

Rédacteur en chef: Daniel Verdet.

Correspondant en chef: Claude Saut.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN: 0395-2037
Microfilms et index du Monde: Renseignements au (1) 42-47-98-01.

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 280 F	1 380 F	1 880 F	2 536 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse: définitifs ou provisoires: nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie: 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Localité: _____ Code postal: _____

Pays: _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Etranger

GRANDE-BRETAGNE : le congrès annuel du TUC

Le syndicat des électriciens est exclu de la Confédération

Le syndicat des électriciens, EETPU, classé à droite du mouvement syndical en Grande-Bretagne, a été exclu le lundi 5 septembre de la Confédération des syndicats britanniques réunis en congrès à Bournemouth.

BOURNEMOUTH
de notre envoyé spécial

Deux questions dominent les travaux du congrès annuel des syndicats britanniques (TUC) qui s'est ouvert le lundi 5 septembre à Bournemouth : l'exclusion, du syndicat des électriciens, coupable d'avoir déobéi à la commission disciplinaire du TUC, et l'attitude face au programme gouvernemental de formation destiné à fournir du travail aux chômeurs de longue durée.

Le syndicat des électriciens (EETPU), fort de ses trois cent trente mille membres, a décidé de passer outre aux injonctions de la commission disciplinaire du TUC, qui lui interdisait, dans deux cas précis, de signer avec le patronat un engagement à ne pas faire grève. La querelle a des aspects byzantins. M. Willis explique qu'un syndicat a parfaitement le droit de passer une convention de ce genre ; le principe lui-même n'est donc pas condamnable. Mais il ne faut pas qu'un tel engagement se fasse au détriment des autres syndicats présents dans la même entreprise et regroupant d'autres corps de métiers. Si ces derniers s'estiment lésés, la commission disciplinaire est saisie et ses arrêts sont définitifs. Pour avoir refusé d'obtempérer, le syndicat des électriciens a donc été exclu du TUC dès l'ouverture du congrès.

Formation obligatoire des chômeurs

L'événement pourrait déclencher une véritable guerre de recrutement entre les syndicats appartenant au TUC et ceux qui ont pris leur liberté. L'enjeu est significatif : l'évolution des mentalités qu'a connue la Grande-Bretagne ces dernières années. L'idée d'une coopération entre syndicats est en produit du Thatcherisme triomphant ; elle est contraire à la tradition séculaire du TUC qui interdit à un syndicat de chasser sur les terres d'un autre.

Le second débat concerne le plan gouvernemental de formation, chaque année, de six cent mille chômeurs de longue durée. Il entre en application le 5 septembre et le

TUC doit décider d'y participer ou non. Les syndicats de gauche, en particulier ceux de la fonction publique, sont hostiles à toute collaboration de peur que la formation prenne bientôt un caractère obligatoire pour les chômeurs.

M. Thatcher n'a pas annoncé clairement ses intentions dans ce domaine, mais elle a déclaré, le 1^{er} septembre : « Nous n'avons pas, pour l'instant, un système obligatoire, mais j'estime qu'on doit être prêt à accepter un emploi si l'on veut bénéficier des allocations de chômage ».

Ce programme va coûter 1,4 milliard de livres (environ 15 milliards de francs). Si le TUC refuse d'y participer, il perdra un peu plus de son poids dans la société britannique. Le vote final du congrès, prévu pour mercredi, risque d'être serré. L'exclusion des électriciens devrait d'ailleurs avoir pour effet de renforcer la gauche au sein de la confédération et d'augmenter le rejet de toute compromission avec le plan gouvernemental.

Lors d'une rencontre avec les journalistes étrangers, M. Willis s'est efforcé récemment de dissiper la mauvaise impression produite par ces querelles. Il avait insisté sur la vigueur persistante du TUC, qui demeure la première confédération syndicale européenne. Avec 9,1 millions d'adhérents, représentant un peu moins de 50 % de la population active, la confédération reste en effet une puissance. Si ces chiffres peuvent faire rêver les syndicats français, il convient néanmoins de rappeler que le TUC a perdu, en dix ans, trois millions de membres. Énergique, M. Willis voudrait procéder à la modernisation d'un mouvement syndical qui, pour avoir été un précurseur au dix-neuvième siècle, tend, parfois, à tourner au mouvement historique. Il souligne le fait que M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, s'adressera aux congressistes, ce qui constitue une première. « La question d'appartenance au TUC n'est pas une question de principe », explique-t-il.

L'idée européenne ne sonne pas les passions des syndicalistes de base. La direction du TUC a voulu rompre à cette indifférence en publiant, à la veille du congrès, un document de trente pages intitulé « L'Europe de 1992 : multiplier les avantages, diminuer les inconvénients ».

La faute hors de la confédération peut-elle être évitée ? Un sondage indiquant à été publié dimanche par le Sunday Times. Il montre que 42 % des syndiqués soutiennent les électriciens dans leur querelle avec le TUC, 32 % seulement approuvent la direction confédérale.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

POLOGNE : reprise du travail

« Pour la première fois, il y a une chance de discuter des vrais problèmes de notre pays »

déclare M. Lech Walesa

GDANSK
de notre envoyé spécial

Miroslaw s'est trompé. Charpentier aux chantiers navals de Remontowa et membre, à vingt-trois ans, du comité qui a déclenché la grève le 22 août dernier, il avait parié samedi soir que Lech Walesa ne se montrerait pas à la messe du lendemain. « Il sait bien que les gens sont furieux contre lui et que certains l'accusent même de trahison. Il ne viendra pas ».

Miroslaw a perdu. Lech Walesa, ce « dictateur » qui n'avait pas le droit d'arrêter le mouvement de son propre chef le 31 août, Lech Walesa, qui « devait se soumettre qu'un mandat confié par les travailleurs peut être repris par les travailleurs », était là, dimanche 4 septembre, sous les voûtes de brique rouge de l'église Sainte-Brigitte, à sa place habituelle, tout près de l'autel.

Costume brun, un drap bas marqué, chemise beige et cravate marron tricolore, le petit électricien avait l'air sombre. Le regard frais et rieur du Walesa du début des années 80 a disparu depuis longtemps.

L'homme est fatigué mais, cambré, bedaine à l'avant-pied et dansant toujours d'un pied sur l'autre, comme un boxer qui cherche ses marques, Lech Walesa a gardé son allure de petit matamore gaulois et sincère.

Tonnerre d'applaudissements

Certains intellectuels à Gdansk prétendent que son déclin a commencé ; mais là, dans l'église, bastion de Solidarité, devant neuf ou dix mille paroissiens fascinés, son pouvoir de séduction sur la foule, son charisme personnel restent évidents. Assurant avec constance le rôle de pompier national que l'histoire paraît lui avoir assigné il y a huit ans, le président de la plus puissante « non-organisation » du monde communiste était encore dans la nuit de vendredi à samedi à Jastrzebie, dans le sud du pays, haranguant les derniers grévistes qui refusaient, malgré ses appels, de reprendre le collier (le Monde daté 4-5 septembre).

Des heures et des heures d'efforts, de discussions parfois violentes avec les mineurs, et il avait encore gagné. Samedi, comme il en avait donné l'ordre le 31 août, et comme il l'avait promis aux autorités en échange de l'ouverture prochaine d'une « table ronde » sur la mise en place d'un vague pluralisme en Pologne, tous les foyers de grève étaient éteints sur l'ensemble du territoire. Revenu

dans sa paroisse de Gdansk au petit matin, « harassé et meurtri », d'après son entourage, des injures et même des injures parfois proférées contre sa personne, il a encore démontré qu'il était le patron authentique du monde du travail en mouvement en Pologne.

Chasuble rituelle de soie bleu roi richement brodée d'or, grand corps peinant à la voix de stentor, le Père Henryk Jankowski, dit « le confesseur du roi Walesa », se fait un devoir, dès le début du sermon, de citer le nom du plus illustre de ses paroissiens. Tonnerre d'applaudissements entre deux cantiques. Le prêtre laisse durer et jette un œil satis-

fait de côté de son protégé, l'air de dire : « Tu vois bien, il l'aime toujours ». Lech Walesa marmonne dans sa moustache quelques « merci » inaudibles. Dans l'église, une forêt de bras s'est levée, des milliers de doigts forment le V de la victoire, symbole de Solidarité.

Tout à l'heure, après la messe, derrière Sainte-Brigitte, le Père Jankowski, débarrassé des ses ors, demandera carrément à la foule « un vote de confiance pour notre leader. Faites-lui confiance ! tonnera-t-il, car il ne vous trahira jamais ! ». « Non, je ne vous ai pas trahis », répondra en écho Lech Walesa lui-même devant la foule. « Je sais, certains de mes adversaires voulaient continuer la grève, frapper plus fort encore. Mais moi, j'ai décidé que la Pologne n'était pas un jouet et qu'il fallait obtenir la victoire au plus bas coût pour son économie (...). Il faut que certains d'entre vous, désormais, mettent un frein à leurs critiques [contre moi] parce qu'il était nécessaire d'agir comme nous l'avons fait (...). Bien qu'on n'ait couvert de crachats, je tends encore la main [au pouvoir] car pour la première fois dans l'histoire de la Pologne il y a une chance véritable de discuter des vrais problèmes de ce pays (...). Je sais qu'on nous a bernés plus d'une fois. Mais c'est le passé (...). Je ne suis

pas naïf. (...) Je ne pouvais pas faire autrement que ce que j'ai fait. Je ne l'ai pas fait pour moi, non, mais pour vous tous ».

Nouveau tonnerre d'applaudissements. Les six mille personnes demeurées sur place pour ce « saint office » plus politique que religieux « sans lequel il ne peut y avoir en Pologne de liberté » et à son chef. A l'extérieur, au pied de la statue de bronze de Jean-Paul II, « pape des droits de l'homme », un militant de l'ex-syndicat manque de se faire piétiner par tous ceux qui lui arrachent des mains le dernier bulletin tout frais de l'organisation défunte la plus vivante de Pologne. Un rayon

de soleil perce la couche de nuages sur la Baltique. Un peu plus loin, à une distance respectable quand même, des centaines de zemos ont été déployés pour le cas où les choses tourneraient mal. Ils rentreront bientôt dans leurs casernes sans avoir à intervenir. La bataille engagée par Lech Walesa ne peut pas avoir lieu pour le moment dans les rues, mais autour d'une table.

Réunion du « Sénat » de Solidarité

Le pari qu'il a pris, seul contre presque tous, sur les bonnes dispositions supposées du pouvoir communiste à l'égard des objectifs pluralistes de Solidarité, ce pari-là, cependant, est loin d'être gagné ou perdu. Toutes les discussions n'ont pas disparu. Mais le mot d'ordre, accepté par tous, est de présenter un front uni au pouvoir. « Ne serait-ce, lâche l'un d'eux, que pour empêcher Jaruzelski de loucher comme il le fait en ce moment ».

Apparemment, le gouvernement continue en effet pour l'instant de jouer sur l'effet d'annonce de la spectaculaire rencontre il y a une semaine entre Lech Walesa et le général Kiszkak, ministre de l'Intérieur... « A lire et à entendre les médias d'Etat, affirme un observa-

teur averti de la scène politique polonaise, on a l'impression que cette rencontre lui suffit et que, pour la table ronde promise par le général, on verra plus tard... ».

Les gens de Solidarité, eux, s'activent comme jamais pour la préparer et présenter un catalogue de revendications précises et argumentées. Dimanche après-midi, après son bref et défensif discours, Lech Walesa s'est retiré avec ses principaux conseillers dans une dépendance de l'église Sainte-Brigitte. Bronislaw Geremek, l'un des intellectuels de la planche Solidarité, serait parti le soir même pour Varsovie avec des propositions précises pour le pouvoir. D'autre part, à la fin de cette semaine, le « sénat » de Solidarité, constitué d'une soixantaine d'intellectuels et de personnalités diverses,

sera réuni autour du président pour faire ses suggestions.

« Nous réclamons le pluralisme dans trois domaines bien précis », disait samedi Lech Walesa à une délégation de parlementaires autrichiens en visite à Gdansk : « Économique, social et politique ». Pourquoi ne pas exiger tout de suite l'abolition du communisme et l'avènement de la démocratie, se sont demandés les Autrichiens ? « Ce sera nécessairement un compromis qui ne devra pas exclure les possibilités de la Pologne d'aujourd'hui », a précisé le dirigeant de Solidarité. Il faut que nous arrivions au pluralisme sans nous arrêter dans l'anarchie. Bref, pour paraphraser Jacek Kuron, l'un des pères du mouvement de contestation de 1980, la table ronde aboutirait à une sorte de « pluralisme autolimité ».

Sera-ce suffisant pour calmer les ardeurs de tous ces jeunes grévistes qui n'ont, il est vrai, rien à perdre et qui veulent tout tout de suite ? « Si au moins nous obtenions la rélegalisation de Solidarité », disait samedi Wojciech Buczynski, dirigeant du comité de grève des chantiers de Remontowa à Gdansk. Mais je crains fort que nous nous fassions encore une fois botter le c... ».

PATRICE CLAUDE.

La visite de M. Chevènement à Bonn

M. Lothar Rühl serait nommé secrétaire général du conseil de sécurité franco-ouest-allemand

BONN
de notre correspondant

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense nationale, devait s'entretenir, le lundi 5 septembre à Bonn, avec son homologue ouest-allemand, M. Rupert Scholz. Les deux hommes s'étaient déjà rencontrés au mois de juin dernier, mais il ne s'agissait là que d'une première prise de contact.

MM. Chevènement et Scholz ont pour mission de mettre en œuvre sur le terrain les décisions prises par le chancelier Helmut Kohl et M. François Mitterrand au mois de janvier dernier : la création d'une brigade commune franco-allemande et la mise sur pied d'un conseil de défense et de sécurité.

Or il semble qu'au niveau des discussions préalables entre les deux ministres des blocages soient apparus et que les militaires demandent aujourd'hui aux politiques d'arrêter leurs différends.

Sur la brigade commune, on indiquait de source ouest-allemande que les militaires français exigeaient un soutien financier plus important que prévu, concernant notamment les infrastructures (casernes, etc.) jugées insuffisantes sur le lieu envisagé pour son implantation, Boblingen, près de Stuttgart. On indiquait par ailleurs que, pour des raisons d'économie, un régiment français déjà stationné en RFA serait mis à la disposition de cette brigade.

Autre point de divergence : le siège du futur secrétariat du conseil de sécurité et de défense. Alors qu'il semblait acquis que ce serait Paris,

l'état-major français aurait proposé un « plan quadruple de localisation » : Bonn ou Paris, Boblingen, Strasbourg, Baden-Baden. L'évoca-

tion de cette dernière localité a provoqué l'indignation du journal conservateur Die Welt qui trouve de mauvais goût que l'on choisisse une ville qui « est le symbole de l'occupation de l'Allemagne par les troupes françaises ».

En revanche, il semble que l'accord soit plus facile sur la personnalité du futur secrétaire général de ce conseil : le nom le plus souvent avancé est celui de M. Lothar Rühl, secrétaire d'Etat au ministère de la défense. Cet ancien journaliste, qui n'est membre d'aucun parti, mais dont les positions conservatrices sont affirmées, parle très bien le français et joue un rôle de « penseur » sur les questions stratégiques auprès du ministre.

Le dossier de la coopération en matière d'armement devrait également être évoqué. Il s'agit de rattraper le retard pris dans la réalisation de l'hélicoptère de combat franco-allemand. Il s'agit aussi d'envisager des options différentes prises dans le domaine de la construction de l'avion de combat des années 90 (la France a choisi le Rafale de Dassault et la RFA un projet européen avec les Espagnols, les Britanniques et les Italiens), ou ne pouvait pas tout de même parvenir à une certaine forme de coopération, de manière à réduire les coûts.

An printemps dernier, un rapport de la Cour des comptes fédérale critiquait vivement le ministère de la défense ouest-allemand pour son engagement dans un projet d'avion de combat dont on ne savait pas combien il allait coûter.

LUC ROSENZWEIG

L'Aérospatiale propose la création d'une société franco-allemande d'hélicoptères

Le président de l'Aérospatiale, M. Henri Martre, a préconisé la création, entre la société française et le groupe ouest-allemand Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB), d'une entreprise commune spécialisée dans la fabrication des hélicoptères civils et militaires.

M. Martre a fait cette proposition à M. Erich Riedl, secrétaire d'Etat au ministère ouest-allemand de l'économie, qu'il a reçu à Paris au début du mois en visite privée. M. Riedl a, de son côté, saisi cette suggestion de la création d'une société commune de la société française d'avoir un « partenariat » plus serré avec MBB.

A l'heure actuelle, les deux constructeurs sont associés dans le programme d'un hélicoptère antichars et antihélicoptères commun aux armées de terre des deux pays. Armé de missiles antichars d'un modèle dit de troisième génération (AC3G), produit en coopération de part et

d'autre du Rhin, ou de missiles air-air Mistral (pour l'armée de terre française) et Stingray (pour la Bundeswehr), cet hélicoptère de combat devrait entrer en service au début de 1996.

M. Martre a souligné, devant M. Riedl, que le futur programme NH-90 d'un hélicoptère de transport militaire propre à l'OTAN devrait précisément être l'occasion de créer une entreprise commune à l'Aérospatiale et à MBB. M. Riedl est convenu, de son côté, que le NH-90 était une contribution importante sur la voie d'une production d'hélicoptères spécifique à l'Europe.

Quatre pays européens : l'Allemagne fédérale, la France, l'Italie et les Pays-Bas, ont décidé de concevoir en coopération un hélicoptère de 8 tonnes destiné à des transports tactiques et à des missions navales. Baptisé NH-90, cet hélicoptère devrait être opérationnel à partir de 1995.

J. L.

TOUR DU MONDE EN CONCORDE

du 5 au 25 Novembre 1988
21 jours - 139000 F

Paris - Rio - Lima - Mexico - Hawaii - Tahiti - Fidji - Kuala Lumpur - Abu Dhabi - Paris

PROGRAMMES 1989
- 04 Février : 19 jours / 08 Octobre : 18 jours

KUONI
AIR FRANCE

CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES ET DANS LES AGENCES KUONI

75000 PARIS 33, bd Malesherbes	Tél. (1) 42.65.21.09
75000 PARIS-OPERA 12, bd des Capucines	Tél. (1) 47.42.52.14
82000 NEUILLY sur Seine, Parfums Yves St Laurent 28-34, bd du Parc	Tél. (1) 47.35.23.32
33000 BORDEAUX 27, allée de Tourny	Tél. 58.44.19.80
38000 GRENOBLE 15, av. Alsace-Lorraine	Tél. 78.87.03.42
69002 LYON 14, rue de la Bera	Tél. 78.42.57.51
69100 MURHOUSE 1, av. de Laître-de-Tessigny	Tél. 80.45.16.16
06000 NICE 3, bd Victor Hugo	Tél. 92.15.02.00
67000 STRASBOURG 30-36, rue du Vieux-Marché aux Vins	Tél. 80.32.56.65
31000 TOULOUSE 18, rue La Fayette, (4 ^e étage)	Tél. 61.21.79.80

مكتبة الأصل

Politique

L'offensive de l'opposition contrée par la nouvelle « affaire Le Pen »

Dimanche, à 7 sur 7 sur TF 1, Raymond Devos a sorti son bandonion de poche et, d'un petit air grave et pénétré, a interprété « Parlez-moi d'amour ». C'était à l'intention de Jean-Marie Le Pen.

Raymond Devos est un poète. Tous ceux que se sont exprimés pendant le week-end — tous sauf lui — à la radio et à la télévision sont des poètes. Pour eux, il n'était pas question de poésie, le plus bel des arts. Chacun son travail. Il fallait défendre ou condamner l'inférentiable Jean-Marie Le Pen, auteur d'un oiseau calebroux (le Durafor) ordinaire et dont il ne veut rien retirer et auquel il ajoute deux injures destinées au ministre de la fonction publique : « imbécile » et « saleud ». Pour le défendre, M. Le Pen n'a trouvé que quelques-uns de ses amis d'extrême droite, à l'exception notable de deux anciens députés du Front national, MM. Bachelot et Arrighi.

Nul ne pouvait défendre l'indéfendable. Il reste à savoir comment ceux qui ont manifesté, dans un sursaut récent et singulièrement lors des élections législatives de juin dernier, quelque complaisance envers le Front national tireront les conclusions pra-

tiques de leurs déclarations horribles. Ce cas de conscience, ce choix politique, s'offre à l'opposition de droite pour les élections cantonales et surtout pour les municipales de mars 1989. Le calcul selon lequel M. Le Pen aurait signé sa mort politique est incertain. L'existence des chambres à gaz, considérée par lui en septembre 1987 comme « un point de détail » dans l'histoire de la seconde guerre mondiale, ne l'ont pas empêché d'obtenir 14,39 % des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle sept mois plus tard.

M^{me} Veil, M. Stasi, M. Noir qui préfèrent perdre les élections plutôt que son âme, sont confirmés dans leurs analyses anciennes. Ils n'ont pas besoin d'insister. M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, affirme que ce nouvel épisode des turpitudes de M. Le Pen confirme ses prises de position antérieures à l'élection présidentielle. Mais ces protestations de bonne foi resteront fragiles tant que pèsera sur le secrétaire général du PR le soupçon de n'avoir pas jeté toutes ses forces dans la bataille contre le Front national aux élections législatives dans son département, le Var, où était

du le seul député d'extrême droite qui siège à l'Assemblée nationale, M^{me} Yann Fiat.

Le nouveau président de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, avait refusé de répondre, après les élections législatives, sur l'attitude qu'il adopterait s'il avait à choisir entre un candidat socialiste et un candidat du Front national. Le week-end dernier, il s'est tu. Son silence, s'il persiste, fera grand bruit. On attend aussi des prises de position claires sur les alliances électorales de la part de tous ceux qui ont défendu, au mois de juin dernier, les accords « locaux » entre la droite et l'extrême droite à Marseille, deuxième ville de France.

Au RPR, malgré ses beaux discours sur le gaullisme de résistance et du pouvoir, M. Charles Pasqua trahira longtemps derrière lui le boulet d'une déclaration à fins électorales selon laquelle il n'y a pas de différences sensibles entre les « valeurs » défendues par le Front national et celles du RPR. M^{me} Simone Veil dénie d'ailleurs — à juste titre — à l'extrême droite la défense de « valeurs » quelles qu'elles soient.

A plus long terme, l'affaire Le Pen pose encore plus crûment que d'ordinaire le problème de la réor-

ganisation d'une opposition capable de réduire l'extrême droite. A la droite distinguée qu'incarne M. Giscard d'Estaing, M. Chirac oppose semble-t-il des accents populistes. Il s'en prend à la « social démocratie » de M. Rocard comme naguère M. Pasqua au « socialisme rampant » de M. Giscard d'Estaing, alors président de la République. Après avoir fait de « l'Europe de 1982 » un slogan de son action politique à Matignon et de sa campagne présidentielle, le président du RPR tente de drainer vers lui la peur qu'il sent naître chez les Français face à cette échéance et que M. Le Pen exploite depuis longtemps. Il « craint le pire » si les Français continuent d'accorder aux socialistes le crédit nécessaire pour préparer l'entrée dans le marché unique.

La recomposition du paysage politique était menacée d'enlisement. M. Le Pen, qui en est le levier parce qu'il pousse la droite à la restructuration et les centristes vers les socialistes, lui aura peut-être donné, en dérapant, un petit coup d'accélérateur. « L'abjection », pour parler comme M^{me} Veil, a des vertus.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Le RPR à la recherche des recettes sociales et nationales du général...

LA BAULE

de notre envoyé spécial

La démonstration a été réussie : l'espace de trois jours, en réunissant les jeunes du RPR à La Baule, M. Alain Juppé a pu faire croire que le rideau était tiré sur les frasques contestataires de certains de ses amis, démontrer que l'encadrement du mouvement était toujours « chiracien » et que l'ancien candidat à la présidence de la République était déjà décidé à reprendre le combat, enfin commencer à infléchir la ligne politique de son parti en tentant un virage « populiste » et en amorçant une critique de la construction européenne.

Les « compagnons » ne peuvent que d'admirer l'effort. Tout avait été mis en œuvre pour le prouver : MM. Philippe Séguin, Alain Carignon, Michel Noir, François Fillon, les principaux contestataires de l'été, avaient tous été conviés et la salle prise de leur faire à tous le même triomphe qu'aux dirigeants officiels. Ils surent répondre à ce que l'on attendait d'eux, en se gardant bien de renouveler la moindre de leur critique antérieure, au point que c'est M^{me} Michèle Barnach qui fit l'analyse la plus forte, même si son expression fut très enveloppée, des erreurs commises dans un passé récent. Seul le maire de Grenoble

justifia publiquement sa propre politique d'ouverture. Le maire d'Espinal, s'il présente une analyse économico-sociale bien divergente de celle que développa M. Edouard Balladur, se contenta d'émettre « le vœu » que M. Juppé connaisse « le succès » à la tête du mouvement. Le secrétaire général prit peut-être ses desirs pour des réalités en affirmant que cela voulait dire que M. Séguin allait l'aider.

Les « contestataires » ont en tout cas été prévenus par toutes les « autorités » du mouvement : la critique sera acceptée, mais pas le « masochisme ». Fort de cette apparente rétrocession dans le rang, les dirigeants du RPR se sont livrés à un concert de louanges autour de leur président, qui s'apparentait fort à une « chiraconomanie ». M. Jacques Toubon obtint ainsi un triomphe en s'exclamant : « Je ressens un formidable sentiment d'injustice, la rage d'avoir perdu sans l'avoir mérité ! Jacques Chirac aurait dû gagner ! »

Le climat ainsi préparé, l'ancien premier ministre put faire sa première apparition politique depuis les législatives. Par les propos tenus, par le formidable triomphe qui lui fut fait à chaque occasion, ses amis montrèrent qu'ils ne sous-estimaient pas qu'il y avait une « retraite » prématurée. Il n'en a pas non plus l'intention. Le teint aussi balié, le rire aussi vaste, les bras aussi tendus, il

semblait ne pas avoir changé depuis sa campagne présidentielle. Sa réaction contre les jeunes de son mouvement, dimanche après-midi, s'est d'ailleurs déroulée selon le même modèle que ses meetings d'alors : questions soigneusement préparées, lui permettant de s'exprimer sur des sujets très politiques, mais aussi sur l'aide aux pays du tiers-monde, sur le SIDA, sur la drogue, sur la solidarité, etc.

Un « libéralisme populaire »

La forme est sans changement, mais des évolutions apparaissent sur le fond. M. Chirac, comme les autres orateurs, ont un grand souci : faire disparaître l'image de technocratie et d'insaisissabilité aux difficultés de la vie quotidienne, dont ils ont tant souffert dans les récentes campagnes. Aussi l'ancien premier ministre comme l'ancien ministre de l'économie expliquent que, s'ils ont mené une politique financière aussi rigoureuse, c'était pour dégager des marges permettant de lutter contre les injustices et les inégalités. M. Balladur déclare qu'il faut étendre « les libertés, non pour quelques-uns, mais pour tous », afin de créer un « libéralisme populaire ». Il assure même que « les gaullistes ne sont pas des conservateurs » et que, maintenant, ils doivent être « les novateurs, les renouveaux de la société française ».

« Le gaullisme n'est ni à droite ni à gauche », assure d'une même voix l'ancien ministre d'Etat et M. Charles Pasqua. Et celui-ci, après avoir donné aux jeunes une belle leçon d'histoire du gaullisme, regrette que son mouvement « ait été trop frileux pour faire la révolution sociale voulue par le général de Gaulle ». Le RPR tenterait-il de virer à gauche ?

Sur l'Europe aussi, les réticences gaullistes semblent revenir d'actualité. Les mêmes hommes qui expliquent que, pour gagner 1992, il fallait gagner 1988, trouvent maintenant normal que les Français aient peur de l'Europe. Même si la recherche de l'union de l'opposition a été prônée à La Baule, le RPR a aussi profité de ces universités d'été de ses jeunes, de sa rentrée pour faire entendre sa différence.

THIERRY BRIÈRE.

Le maire communiste de Nanterre souhaite conduire une « liste d'union » aux municipales. Dans une lettre adressée aux électeurs de Nanterre (Hauts-de-Seine), M^{me} Jacqueline Fraysse-Cazalis, annonce, le lundi 5 septembre, qu'elle conduira une « liste d'union et de rassemblement » aux élections municipales de 1989. Sénateur des Hauts-de-Seine et membre du comité central du PCF, le docteur Fraysse-Cazalis a succédé à son camarade Yves Soudmont, maire depuis 1977, qui a démissionné de son poste « pour raison de santé » en mai dernier.

LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES : « Je pense que George Bush sera probablement élu. (...) Le Parti démocrate est le parti du protectionnisme (...) l'intérêt européen est que l'administration américaine soit aussi peu protectionniste que possible. De ce point de vue, nous avons intérêt à l'élection de M. Bush. » De même, en matière de défense, M. Chirac reproche à M. Dukakis de souhaiter l'affaiblissement de la dissuasion nucléaire.

L'EUROPE : « Un grand nombre de Français sont inquiétés par les conséquences pour la vie quotidienne. Ils ont raison d'être inquiétés (...) Nous sommes d'accord pour construire l'Europe, mais il faut un gouvernement sérieux, donc des élections européennes. Dans le cas contraire, je crains le pire. »

M. Le Pen, menacé de poursuites judiciaires, est critiqué à l'intérieur même du Front national

M. Le Pen, qui participait, samedi soir, à un dîner-débat à Toulouse, a déclaré, après la réaction de M. Durafor (Le Monde daté 4-5 septembre) qu'il maintenait ses propos envers le ministre de la fonction publique et des réformes administratives. Il a indiqué : « M. Durafor a dit : « M. Le Pen regrette le bon temps des nazis. » Je dis que celui qui proclame une telle chose est un salaud quand il s'adresse à un pupille de la nation comme moi. Je le maintiens et je le réitère. J'appelle un chat un chat et celui qui tient un tel langage, un salaud. »

Selon M. Le Pen, il s'agit d'une « tempête dans un verre d'eau avec

regrette qu'un drame comme l'holocauste juif soit encore pris dans une expression, même si c'est pour faire de l'humour. J'exprime toute ma compassion au peuple juif devant ce type de déclaration », a souligné l'ancien député de Seine-Saint-Denis en estimant que les dérapages de M. Le Pen « pouvaient mettre en doute la capacité du Front national à gérer en responsable ». Interrogé sur son éventuelle démission du FN, M. Bachelot avait répondu, sous forme de boutade, qu'il posait sa candidature « à la succession de M. Le Pen » à la tête de son parti.

M. Pascal Arrighi, ancien responsable de la fédération marseillaise, s'était « tout à fait » désolidarisé, au

Dans les autres partis politiques, M. Le Pen fait l'unanimité contre lui. Dénoçant « la débauche, la démagogie et la grossièreté », du président du Front national, Mme Simone Veil affirme que M. Le Pen donne, par sa présence à l'Assemblée de Strasbourg, « une image extrêmement triste de la France ».

A La Baule, les jeunes du RPR ont adopté une motion condamnant « avec indignation la manière dont M. Le Pen attaque ses adversaires politiques » et, soulignant que « le combat politique implique le respect de son adversaire, même et surtout si on ne partage pas ses convictions ».

Selon M. Michel Noir, député RPR du Rhône, M. Le Pen « donne libre cours à sa pensée profonde, celle de l'univers détestable du nazisme et de l'holocauste ». L'ancien ministre du commerce extérieur, rappelant l'appel qu'il avait lancé il y a un an « au refus de toute espèce de dialogue ou d'accord avec le Front national », a formulé l'espoir d'être « aujourd'hui mieux compris et mieux suivi ».

Selon M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, qui a récusé « toute espèce de discussion et encore plus de négociation » avec le FN, « la France mérite mieux », toutefois, « qu'un face-à-face Mitterrand-Le Pen ».

Le porte-parole du gouvernement, M. Claude Evin, a indiqué, de son côté, au micro de RMC : « Jean-Marie Le Pen a exprimé ce qu'il pense profondément. C'est un obsédé absolument morbide du nazisme. Il s'est totalement disqualifié du débat politique. (...) Quelque, aujourd'hui, serait tenté de faire alliance avec lui, s'alignerait, en fait sur les mots qu'il a prononcés ».

Parmi les nombreuses autres protestations figurent notamment celles de la LICRA, du MRAP, de SOS-Racisme et du Congrès juif mondial.

Enfin, sous le titre « Scandalieuses déclarations de Jean-Marie Le Pen », l'Humanité du 3 septembre remarque, à la une, que le chef de file de l'extrême-droite française « récidive dans l'immoralité ». L'organe central du PCF consacre trois pages à la dénonciation du « calembour » du président du Front national et dans son éditorial, Claude Cabanes souligne « que la procédure engagée par le ministre de la justice, après l'ignoble agression contre M. Durafor, aille jusqu'à son terme ».

Traitant cette déclaration de M. Le Pen, sous le titre « Valorisation mutuelles », l'Humanité de samedi avait remarqué que le député européen faisait « une fois de plus dans l'odieux, un style dans lequel il excelle ». Citant une réplique de M. Durafor, le quotidien communiste ajoutait que cette « partie de ping-pong politique » vient de point nommé valoriser un tel ministre et, du même coup, justifier les alliances du PS avec la droite.

La levée de l'immunité parlementaire est du ressort des députés européens

Contrairement aux parlementaires français qui bénéficient de l'immunité parlementaire (article 26 de la Constitution) pour la durée des sessions de printemps et d'automne, les députés européens sont couverts pendant toute la durée de la mandature, soit cinq ans. Le protocole européen indique, en effet, que ces immunités s'appliquent « pendant la durée des sessions » de l'Assemblée européenne. Or, celle-ci est réputée siéger en permanence du début à la fin des cinq ans de mandat. Ce mandat est divisé en cinq sessions annuelles continues. Pour bien marquer cette continuité, entre deux réunions mensuelles, la séance n'est pas interrompue, mais simplement suspendue.

L'article 9 du protocole européen précise : « Les membres du Parlement européen ne peuvent être recherchés, démis ou poursuivis en raison des opinions ou votes émis par eux dans l'exercice de leurs fonctions. » Ces parlementaires jouissent « sur leur territoire national des immunités reconnues aux membres du Parlement de leur pays ».

P. S.

des gens qui confondent leur verre avec l'océan Pacifique. Dans huit jours, il ne sera plus question de cette affaire dérisoire », a-t-il ajouté.

Sur la Cinq, le même soir, le président du Front national a reproché à ceux des dirigeants du Front national qui s'étaient désolidarisés de ses propos d'avoir « manqué de sang-froid ». Cette dernière réaction concernait trois des responsables nationaux du FN et non des députés. Successivement, en effet, MM. François Bachelot, Pascal Arrighi, anciens députés, et M^{me} Yann Fiat, seule élue du Front national au Palais-Bourbon, avaient manifesté leurs réserves à l'égard de leur président.

« Je suis très profondément choqué, avait déclaré M. Bachelot, spécialiste médical du Front national. Peu importe le contexte. Si l'on veut que les Français comprennent notre message, il faut être respectueux, y compris dans notre expression. Je

micro de RMC, des propos de son chef de file. Il avait notamment affirmé : « Avec des mots qui sont encore chargés de sens on ne doit pas faire de calembours. On ne doit pas utiliser des mots qui expriment des sentiments qui sont chargés d'histoire, qui sont, en quelque sorte, des mots saints. »

Quant à Mme Yann Fiat, unique députée du FN, élue du Var, elle a estimé, samedi, à Toulouse, qu'un mot public « devrait savoir ménager ses propos : « Soyons respectueux et nous serons respectés », a-t-elle déclaré à l'AFP en voyant dans le calembour de M. Le Pen une « plaisanterie de d'ortoir » à mettre au compte d'une « ironie maladroite ».

En revanche, M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national, a expliqué que le « jeu de mot » de son président voulait simplement que M. Durafor était « un cadavre politique ».

Le Monde
EN BANQUE
DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUTES RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM
SERVEUR

Tél : 01 45 38 70 72

Antoine de la Garanderie ■ Geneviève Cattani

Tous les enfants peuvent réussir

176 pages, 80 F

Chez votre libraire **Centurion**

Le référendum sur la Nouvelle-Calédonie continue de diviser le RPR

Société

Rentrée scolaire pour plus de douze millions d'élèves

Sylvie monte en chaire

Près d'un million d'enseignants, personnels de surveillance, de service et d'administration, ont effectué leur rentrée, lundi 5 septembre, pour préparer l'accueil des 12,4 millions d'élèves attendus le lendemain dans les établissements d'enseignement (nominations, mutations) resta très lourde, surtout dans l'enseignement secondaire où elle se fait

presque entièrement depuis Paris. Aux pesanteurs administratives s'ajoutent les difficultés de recrutement d'instituteurs et de professeurs dans certaines régions. La rentrée s'avère particulièrement compliquée pour les quelque 20 000 maîtres auxiliaires de l'enseignement public, les 40 000 auxiliaires du secondaire privé, et pour les jeunes instituteurs qui attendent souvent

plusieurs années avant d'être titularisés sur un poste et donc fixés dans un établissement. C'est aussi le cas des enseignants qui débutent dans la profession, juste après leur réussite à un concours de recrutement. La revalorisation de la condition enseignante passe aussi par une plus grande attention de l'administration à l'accueil et aux conditions de vie des individus.

Pas de misérabilisme surtout : Sylvie encaisse et refuse de crier au scandale. « Mais quand je compare les discours des gouvernements sur la revalorisation du métier d'enseignant et la façon dont nous sommes traités, je suis choquée. » L'année prochaine, elle sait qu'elle risque de se trouver parachutée sur Sedan ou Mantes-la-Jolie, en fin de la Loire, et que la barème des mutations, appliqué à sa situation de célibataire sans enfant, ne lui permettra pas d'être nommée plus près de chez elle. « Ma vie ici est provisoire et je ne peux rien prévoir », constate Sylvie, sans cependant se lamenter car elle est « contente d'enseigner ».

Même sa qualité d'agent de l'Etat n'impressionne pas les agences immobilières qui racrochent le téléphone en apprenant qu'elle n'est que de passage pour neuf mois. Sylvie en vient parfois à se demander ce qu'elle est venue faire dans cette rentrée de galère.

PHILIPPE BERNARD.

Les retrouvailles de la jeunesse

(Suite de la première page.)

Sans bruit, sous la pression de la grande libéralisation des mœurs et des comportements des vingt dernières années, l'école s'est réconciliée avec les élèves.

Son attrait auprès des jeunes tient à une raison simple : c'est là qu'ils sont entre eux, qu'ils retrouvent leurs amis. Cette considération d'appartenance frivole, mérite qu'on s'y arrête, tant on a tendance à perdre de vue que la première fonction de l'école est de réunir des jeunes, de les faire vivre

dans la cour de récréation. Elle induit toute une philosophie de la solidarité. Les élèves d'aujourd'hui ne rejettent pas les contraintes de la vie en commun : discipline, règlements, sanctions, notations... Ils sont en revanche allergiques à ce qui peut être source de discrimination : classement, orientation autoritaire, sélection... L'école, disent-ils, est faite pour tous. Elle doit donc traiter tout le monde de la même façon. Cette sensibilité égalitaire explique les violentes réactions collectives qui peuvent

provenir plus encore du sentiment d'insécurité personnelle et de méfiance qu'il habite le plus grand nombre : 58 % des élèves de seconde interrogés en 1986 disaient n'être pas satisfaits des résultats qu'ils avaient obtenus. Et cette impression d'échec, ils ne l'attribuent aucunement à des causes extérieures (mauvaises conditions de travail, problèmes familiaux, professeurs insuffisants ou difficultés des programmes...) mais à leurs propres lacunes : absence de méthode, problèmes de concentration, manque de travail, incompréhension... Cette culpabilisation massive constitue un acte grave d'accusation contre un système scolaire si peu capable de donner aux élèves l'assurance et la confiance en soi sans lesquelles il n'est pas de bonheur ni de réussite.

aux yeux des utilisateurs, est sa vocation : apprendre à travailler et à préparer l'avenir — c'est-à-dire, pour la plupart, l'entrée à l'université.

« L'école doit préparer la sortie comme elle prépare la rentrée. » Cette heureuse formule de M. Jospin traduit bien ce que pensent les élèves. S'ils sont contents d'y entrer pour se retrouver, ils sont encore plus désireux d'en sortir. Tous ensemble et en bon état.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.



Dessin paru dans l'International Herald Tribune du 19 août 1988

ensemble. L'école est un formidable instrument de socialisation. Lorsqu'on demande à des élèves de seconde d'associer à « lycée » une liste de mots, aussitôt après « apprendre » ou « travailler », viennent « copain » ou « amitié ».

Une philosophie de la solidarité

L'école, lieu de l'amitié... Dans une société travaillée par les démons du racisme et de l'exclusion, cette dimension affective de l'univers scolaire ouvre des perspectives insuffisamment explorées. Le premier apprentissage qui se fait à l'école n'est pas l'œuvre des maîtres ni de l'administration, c'est celui, que se donnent les enfants eux-mêmes, de la vie en commun, de la découverte d'autrui, du plaisir de se parler et de faire des choses ensemble.

Cette convivialité qui s'établit au sein d'une génération ne se limite pas au bonheur privé de vivre en bande ou d'échanger des secrets

s'exprimer dès qu'apparaît une menace contre le sort commun : modification inattendue des règles du jeu, instauration de barrières supplémentaires ou de filières dépréciées, incertitudes nouvelles quant à l'avenir.

L'intensité de ce sentiment d'appartenance collective est la réponse à l'inquiétude qui tenaille les jeunes sur leurs capacités et leur avenir. La vie à l'école est difficile. Elle est surtout fatigante. Cette impression de fatigue — physique, intellectuelle et nerveuse — qui revient si souvent lorsqu'on les interroge renvoie évidemment à l'incohérence des rythmes scolaires. Serpent de mer des débats sur l'école, ce problème apparemment insoluble correspond à une réalité intensément vécue par les élèves. Le ministre qui le résoudre s'attirera sûrement leur reconnaissance.

Mais la difficulté du métier d'enseignant ne tient pas seulement à la mauvaise organisation de l'emploi du temps et à la surcharge congénitale des programmes. Elle

Préparer l'avenir

Ces réponses mettent l'accent sur ce qui constitue la plus grande revendication à l'égard des professeurs : avant de transmettre des connaissances, qu'ils apprennent aux élèves à travailler, à organiser leur emploi du temps et leurs activités personnelles. A quoi sert de faire des cours brillants si les élèves ne savent pas prendre des notes, s'exprimer correctement, analyser un document, tirer la synthèse de leurs lectures ?

Cette revendication méthodologique traduit bien l'embarras majeur ressenti par les élèves devant l'enseignement qui leur est délivré. Embarras renforcé par des conditions de travail souvent difficiles : classes surchargées, absence de locaux pour travailler seul, manque de places dans le centre de documentation et d'information.

Cette inadéquation de l'enseignement à son public est ressentie d'autant plus vivement que l'idée est désormais bien ancrée que les études et le diplôme sont la meilleure arme contre l'angoisse majeure : le chômage. D'où le sentiment que l'école ne remplit pas son contrat en ne fournissant pas au client les services qu'il est en droit d'en attendre. Cette relation « consumériste » avec l'institution situe les limites nouvelles dans lesquelles s'inscrivent les rapports entre l'école et les élèves. Ni baine ni passion. Des relations froides, professionnelles. Les élèves n'attendent pas du lycée et des professeurs qu'ils prennent en charge leurs loisirs ou leurs désirs. S'ils ont envie de faire du sport ou de la musique, ce sera plus volontiers hors du lycée, par souci d'équilibre et d'ouverture. Ils ne recherchent pas des « profs copains » à qui confier leurs secrets mais des conseillers efficaces pour leurs études et leur avenir.

Cette vue plus pragmatique et lucide des choses invite l'institution scolaire à se recentrer sur ce qui,

La SNCF en banlieue

Le dernier train des punks

Ils sont cuisiniers, employés des PTT, serveuses de café, policiers, infirmières ou militaires en permission. Leur point commun, c'est de voyager ensemble chaque soir sur les lignes de banlieue de la SNCF à l'heure où beaucoup ont déjà éteint leur poste de télévision. Le vendredi et le samedi, ils sont accompagnés par ceux qui ont l'absence d'une voiture n'empêche pas de se rendre à Paris pour dîner au restaurant ou pour aller au cinéma, mais sans céder à la tentation — sous peine de rater le dernier train — de prendre un dernier verre. On le nommait autrefois « le train de théâtre », celui qui ramenait une foule endormie encore ravie du spectacle de la dernière représentation. Depuis, l'horaire n'a pas changé : entre 0 h 30 et 1 heure, selon les gares, le dernier train s'élève. Le suivant ne partira qu'au matin, vers 5 heures.

Signal d'alarme

Les couche-tard ne connaissent que les omnibus qui semblent d'une lenteur désespérante aux travailleurs fatigués par une journée déjà trop longue. Dans les voitures, les voyageurs, jeunes pour la plupart, parlent peu ou tout bas, comme pour ne pas réveiller ceux qui sont déjà assoupis. Au moins arrêt entre gares qui se prolonge, certains grognent contre l'incident technique qui n'est pas rare. A cette heure de la nuit, le moindre retard prend une importance particulière : c'est du sommeil en moins pour ceux qui exercent souvent une profession où il faut se lever tôt. Si tous les banlieusards réduisent les grèves de transport, les habitudes des derniers trains les créent plus encore. Pour eux, c'est le trafic perturbé et le service réduit, en temps de grève, signifie qu'à partir de 22 heures il n'y a plus aucun train pour certaines destinations.

Vulnérable, le voyageur de la nuit est à la merci d'autres agresseurs. C'est l'heure de la libération des comportements. Ici un ivrogne vocifère, là un déséquilibré solilo-

que. Plus loin, un tonitruant arpenté fébrilement le wagon et, de temps en temps, un groupe de jeunes gens envahit un compartiment en poussant des cris. Tous sont généralement inoffensifs, même si leur silence est parfois inquiétant. « Ils ne sont pas méchants, ajoute un contrôleur, mais il faut savoir leur parler. Faut pas les brusquer. » Un autre va plus loin : « Entre eux et nous, il y a comme un accord tacite : si on ne les embête pas, ils restent tranquilles. On ne fait pas de contrôles dans ces trains-là. » Bizarrement, le train s'arrête : « Ça, je l'estime », murmure le contrôleur et, s'emparant d'un manivelle, il descend tranquillement réarmer le signal d'alarme. « Ça les amuse », constate le cheminot, blasé.

Une ambiance de guerre

Tout ne se passe pas toujours aussi bien. Et les agresseurs, même si elles sont moins fréquentes qu'il y a quelques années, surviennent sporadiquement, surtout en fin de semaine. Le 27 août, gare du Nord, un groupe de jeunes gens âgés de dix-huit à vingt-deux ans, la crâne, partiellement rasé, est monté dans le train de 0 h 17 à destination de Pantin. Aussitôt après le départ, ils n'ont pas hésité à s'attaquer à trois permissionnaires : « C'étaient des punks, ils sont entrés et se sont mis à frapper », raconte Sylvain P. qui se trouvait dans le même compartiment. Le plus violent était armé d'un couteau et d'une lourde ceinture chromée, mais c'est à coups de pied et de poing qu'ils ont attaché leurs victimes, placées dans l'incapacité de se défendre bien qu'elles effectuaient tous trois leur service militaire dans la gendarmerie. Sylvain a été menacé tout comme Eric F. qui tentait courageusement d'intervenir avec d'autres voyageurs. « Après, ils sont allés taper sur un vieux, un Arabe. Il n'a rien dit », ajoute Sylvain.

Une main a tiré le signal d'alarme et le train s'est arrêté

peu avant la gare de Saint-Denis. Effrayés, les voyageurs sont descendus sur le ballast et, dans le silence, quelqu'un a dit : « On ne va pas se laisser faire... On a des pierres... » Mais le groupe d'agresseurs a échappé à la lapidation car, très vite, d'importantes effectifs de police sont arrivés, prévenus par le chef de train qui avait utilisé un téléphone placé sur un signal.

« Ils ont fait coucher sur les voies », raconte Patrick A. en ajoutant, visiblement traumatisé : « C'était une ambiance de guerre. » Cinq agresseurs, dont deux arrêtés au cours de l'enquête ont été écroués par un juge d'instruction de Bobigny, sous les inculpations de vols avec violence. Quant au vieux Arabe, il n'a pas déposé de plainte.

« C'est la troisième fois que cela arrive », observe Sylvain, ancien cuisinier, qui ne renonce pas à emprunter les trains de nuit tout en précisant : « Je prendrai une bombe lacrymogène, c'est tout. » La solution n'est pas satisfaisante et les quelques « opérations dernier train » menées ostensiblement par la police ne semblent pas donner d'autre résultat que de rassurer pour un soir.

« Cela fait dix ans que je fais la ligne et je n'ai jamais eu de problèmes », constate un chef de train. C'est sans doute le cas de la plupart des voyageurs qui, dans leur ensemble, n'ont jamais eu à subir d'agressions. Mais beaucoup parlent au ne cachent pas leur inquiétude. Les gens sont souvent désemparés et à parfois un employé est présent à l'abri d'une cabine de verre intitulée « aide aux voyageurs », il est remplacé dans la soirée par un interphone portant la mention « Alerte ». Aussi, sur les quais, les clients deviennent « usagers » se plaignent que leur transporteur, la SNCF, donne l'impression de les avoir abandonnés en les isolant du personnel cheminot pour les laisser seuls face à des distributeurs automatiques.

MAURICE PEYROT.

RELIGIONS

Dans le diocèse de Lyon

Le cardinal Decourtray fixe des conditions pour accueillir des prêtres intégristes

La réintégration dans l'Eglise catholique des intégristes repentis fait des vagues, notamment dans une partie du clergé et de l'épiscopat français. Archevêque de Lyon et président de la conférence épiscopale, le cardinal Albert Decourtray vient de se rendre lui-même à Rome pour expliquer sa préoccupation au sujet du compromis — selon certains hâti et peu contraignant — trouvé par la communauté intégriste du Barroux (Vaucluse) avec les cardinaux Ratzinger et Mayer, chargés au Vatican de ce dossier (le Monde du 30 août). Le prieur de cette communauté, aujourd'hui revenue dans l'ordre bénédictin, affirme lui-même qu'« aucune contrepartie doctrinale et liturgique » n'a été demandée par le Vatican et que ses soixante moines restent « unis en pensée » à Mgr Lefebvre.

Pris par l'urgence, Mgr Decourtray avait cédé un lieu de culte lyonnais, la chapelle Saint-François, à un prêtre, l'abbé Christian Laffargue, chef de file du clergé intégriste lyonnais, aujourd'hui transfuge de la Fraternité saint Pie X de Mgr Lefebvre. Le dimanche 4 septembre, celui-ci a célébré, devant quatre cents fidèles traditionalistes, sa première messe en latin selon le rite de saint Pie V autorisé par Mgr Decourtray.

Dans une déclaration rendue publique le même jour, l'archevêque de Lyon couronne que « certains ont été surpris par l'apparente facilité avec laquelle j'ai accepté la réintégration de ce prêtre et donné un lieu de culte pour la célébration tridentine de la messe ». Et il annonce les conditions d'une réinsertion des prêtres traditionalistes en rupture avec Mgr Lefebvre. Valable pour le diocèse de Lyon, cette charte a toutes les chances, compte tenu des fonctions nationales de Mgr Decourtray, d'être adoptée par d'autres diocèses.

Le prêtre repent doit « promouvoir la fidélité à l'Eglise catholique et au pape ». Il devra déclarer explicitement « son adhésion aux enseignements du magistère du pape et des évêques, conformément à la doctrine des conciles Vatican I et Vatican II ». Il s'engage à avoir une « attitude positive d'étude » de tous les textes du dernier concile et du nouveau code de droit canon. Il devra enfin promouvoir « l'observation de la discipline commune » et « reconnaître la validité du sacrifice de la messe et des sacrements selon les rites et les traditions promulgués ou approuvés par les papes Paul VI et Jean-Paul II ».

REPÈRES

Espace

Echec du lanceur d'un satellite espion

Le satellite espion que les Américains avaient lancé, le vendredi 2 septembre, grâce à une fusée porteuse Titan 34-D n'a pas réussi à rejoindre en orbite sa position définitive. Cet échec serait dû au mauvais fonctionnement d'un moteur du lanceur, qui a donc placé le satellite sur une orbite trop basse. Selon les responsables du vol, il n'y aurait que peu d'espoir de sauver ce satellite sur lequel le Pentagone comptait beaucoup pour intercepter les communications militaires et diplomatiques soviétiques.

Ce complot est d'autant plus fâcheux que l'armée américaine, du fait de l'arrêt des vols de navettes spatiales en janvier 1986, a dû faire face à une pénurie de moyens de transport pour ses satellites militaires. Pénurie d'autant plus grave que les puissants lanceurs de substitution dont elle dispose actuelle-

Pollution :

Vingt mille personnes évacuées à Los Angeles

Désagréable réveil, samedi matin 3 septembre, pour vingt mille habitants des quartiers de Los Angeles, aux Etats-Unis. La police frappait aux portes et emmenait tout le monde dans les écoles du secteur soigneusement calfeutrées. Motif : une usine du groupe Dow, fabriquant des plaquettes de chlore pour les piscines, venait de lâcher un nuage jaune et suffoquant qui restait comme suspendu juste au-dessus des toits. Grâce à cette intervention énergique, une dizaine de personnes seulement ont été brûlées par le chlore et hospitalisées.

POUR L'EUROPE DE 1992

LES ÉCOLES DE COMMERCE

LE GROUPE I DOUBLANT

LES CHANCES DE RÉUSSITE

ISIC

20 ans d'enseignement

DES PROUVES AUX EXAMENS

20 ans d'expérience

DES DIRIGEANTS H E C

095.10.11 et 45

Société

MÉDECINE

Une mise en garde américaine

Le SIDA avec des gants

Les gants de latex utilisés par le personnel soignant protègent-ils efficacement contre tout risque de transmission du virus du SIDA (HIV) et du virus de l'hépatite B (HBV) ?

Dans le dernier numéro de l'hebdomadaire scientifique britannique *Nature* (daté du 1^{er} septembre), des chercheurs du National Institute of Health et du Georgetown University Hospital de Washington estiment qu'il serait « plus prudent », en particulier pour les personnes ayant à manipuler du sang ou du matériel infecté par ces virus, de porter non pas une mais deux paires de gants, en double épaisseur, si possible enduits d'un produit virucide. En effet, l'examen en microscopie électronique de gants de quatre marques différentes met en évidence l'existence de trous de 3 à 15 micromètres de large traversant de part en part l'épaisseur des gants. En cas de blessures sous-jacentes, ces canaux microscopiques pourraient servir de voie de contamination pour le HIV et le HBV.

Bien que les chercheurs américains ne disposent d'aucune preuve pour affirmer que les gants sont poreux au point d'avoir pu laisser passer des particules virales, ces constatations rappellent opportunément les règles d'hygiène auxquelles doivent se conformer les personnels soignants et de laboratoire : désinfection des matériels ayant été en contact avec des produits susceptibles de contenir le virus ; port de gants indispensables pour toucher ou manipuler les surfaces ou matériels souillés ou pour les contacts avec les lésions cutanées ou les muqueuses des patients (cette mesure n'est pas nécessaire pour les contacts avec la peau saine) ; lavage des mains ; port de surblouses (en particulier lors des interventions chirurgicales), etc.

Une vaste enquête réalisée aux États-Unis a montré que, sur plus de 2 200 personnes qui se sont blessées en travaillant sur du sang ou du matériel infectés, 16 sont devenues par la suite séropositives pour le virus du SIDA. Soit un risque de transmission de moins de 1 % pour le VIH (mais d'environ 1 % pour le virus de l'hépatite B).

Le problème se pose différemment pour les préservatifs fabriqués dans des matériaux différents, et qui ont pour but de protéger des muqueuses que peut pénétrer le virus du SIDA. Alors que ce dernier ne constitue un danger pour le revêtement cutané que s'il présente des blessures ou des érosions.

JUSTICE

Dans la Sarthe

Un agriculteur meurt durant une garde à vue

Une autopsie devait être pratiquée lundi 5 septembre sur le corps d'un agriculteur, Daniel Plessis, afin de déterminer les causes de la mort de cet homme de trente-huit ans, décédé dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre alors qu'il était gardé à vue à la compagnie de gendarmerie de Mammers dans la Sarthe.

Daniel Plessis avait été convoqué le 1^{er} septembre à la gendarmerie vers 18 heures après une plainte pour vol de bois déposée quelques heures plus tôt par une entreprise de construction de la ville.

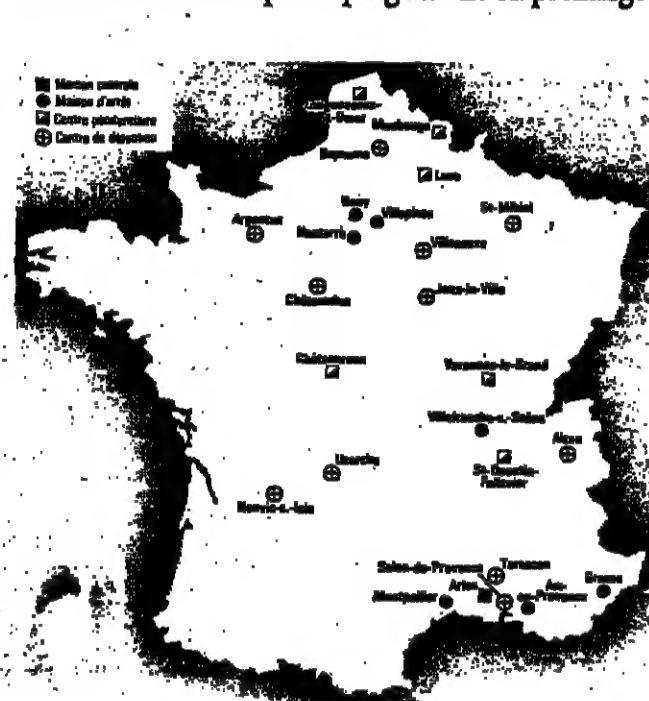
Daniel Plessis avait été rapidement tenu pour un témoin important en raison de déclarations faites par trois employés de la société qui disaient l'avoir vu charger des matériaux dans sa voiture puis fuir à travers les champs. C'est pourquoi les gendarmes de Mammers chargés de l'enquête interrogèrent l'agriculteur jusqu'à 21 heures. Celui-ci devait nier les faits et une perquisition devait avoir lieu à son domicile le lendemain. Mais le 2 septembre vers 7 h 15, les gendarmes découvrirent Daniel Plessis mort dans la chambre de sûreté où il avait passé la nuit, recroquevillé sur sa couchette, le front posé sur un genou.

Selon le parquet, un premier examen médical a montré que le corps ne présentait aucune trace de coups. En revanche, un hématome a été constaté à l'arrière du crâne.

L'information ouverte pour déterminer des causes de la mort a été confiée à la brigade de recherche de la gendarmerie du Mans.

La construction de nouvelles prisons

Les 25 sites retenus par le programme Arpaillage



Après quatre mois d'enquête à Toulouse

Démantèlement d'un gang soupçonné de plusieurs attaques à main armée

Après quatre mois d'enquête et de filatures, les principaux auteurs présumés d'une attaque à main armée avec prise d'otages, le 27 avril dernier à Toulouse, contre un dépôt de la Brink's, société de transport de fonds, ont été inculpés et écroués samedi 3 septembre à Toulouse.

Ils avaient été arrêtés le jeudi précédent au terme d'une importante opération de police menée par le SRPJ de Toulouse en étroite collaboration avec le SRPJ de Bordeaux, l'Office central de répression du banditisme et la police espagnole.

Selon M. Bernard Comoux, directeur du SRPJ de Toulouse, l'un des principaux auteurs présumés de l'attaque à main armée, dont le butin est de 12 millions de francs, serait José Martin Gomez, dit « Inaki », trente-six ans, de nationalité espagnole. Il a été arrêté près de Toulouse après avoir forcé un barrage et légèrement blessé un policier par balle au cours d'un échange de coups de feu.

Les autres personnes arrêtées et écrouées en France sont au nombre de six : il s'agit de Nicole Blanc, vingt-sept ans, née à Toulouse ; Muriel Guinet, vingt-six ans, née à Darnay (Vosges) ; Philippe Saum-Ducous, vingt-sept ans, né à Auch (Gers) ; Nathalie Du, vingt-sept ans, née à Toulouse, et Didier Fabre, vingt-deux ans, né à Toulouse. D'autre part, Danièle Bachère, trente-quatre ans, épouse de Martin Gomez, a été inculpée et écrouée à Bordeaux, où elle avait été arrêtée jeudi.

Le frère de Danièle Bachère, Didier, vingt-huit ans, né à Bordeaux, a été appréhendé en Espagne, près de Barcelone. Il est l'objet d'un mandat d'arrêt international. Un autre membre du gang, Gilles Bertin, vingt-sept ans, né à Paris, est toujours en fuite.

Selon M. Comoux, les principaux auteurs présumés de l'attaque à main armée avaient été identifiés quelques heures après les faits, notamment Gomez, considéré par la police comme un ancien militant des Commandos autonomes antikapitalistes (CAA), créés par des dissidents de l'organisation séparatiste basque ETA militaire. Le gang, a souligné le directeur du SRPJ de Toulouse, « était extrêmement bien organisé », reprenant selon lui « les méthodes des politiques, de l'ETA et des CAA », aussi bien pour la séquestration des otages que pour fuir ensuite les filatures. Toutefois, a-t-il noté, « rien ne permet d'établir que le butin aurait servi à l'ETA ».

Selon la police, le gang démantelé est « sans doute » impliqué dans l'attaque à main armée contre le dépôt de Limoges de la Société de protection et de surveillance (SPS) le 26 octobre 1987 (1,2 million de francs de butin), et dans des attaques à main armée dans l'ouest de la France, notamment contre une bijouterie de Nantes.

A Limoges

Un mineur inculpé du meurtre d'une camarade

LIMOGES de notre correspondant

Une tragédie a coûté la vie à Limoges à une jeune fille de quinze ans. Quatre adolescents du même âge étaient réunis jeudi 1^{er} septembre, l'après-midi, dans l'appartement de l'un d'eux, dans le quartier populaire du faubourg d'Angoulême, comme ils en avaient l'habitude tous les jours. Vers 15 h 30, un coup de feu alerta le voisinage : la jeune fille venait d'être tuée sur le coup par une cartouche de fort calibre tirée à bout portant. Ce coup de feu parut d'abord accidentellement tiré par le garçon dont les trois autres adolescents étaient les invités et dont le fusil de chasse utilisé appartenait à son père.

Le corps de la jeune fille fut néanmoins transporté au CHU de Limoges pour autopsie, laquelle, pratiquée vendredi après-midi, parvint à remettre en cause les explications « confuses » selon les enquêteurs, de l'auteur du coup de feu et de ses camarades, seuls témoins du drame. En fin de semaine, le garçon a été inculpé d'homicide volontaire et écroué à la maison d'arrêt de Limoges, avant d'être dirigé sur un centre spécialisé pour mineurs.

GEORGES CHATAIN.



Madame, Monsieur,

Paribas est fidèle au rendez-vous fixé il y a 18 mois.

La loi de privatisation prévoyait que tout souscripteur de 10 actions Paribas recevrait de l'Etat une action gratuite. L'importance de la demande n'a pas permis d'attribuer plus de 4 actions par personne, mais cet avantage est maintenu. Vous allez en bénéficier à partir du 5 septembre 1988.

Madame, Monsieur,

Vous aviez demandé au moins 10 titres et vous avez conservé pendant 18 mois les 4 actions attribuées : les actions n'étant pas divisibles, un montant en espèces égal à 4/10^e de la valeur d'une action Paribas vous sera versé.*

Si vos actions sont regroupées sur un « compte joint » ou un « compte familial », vous recevrez pour chaque action conservée un montant en espèces égal à 1/10^e d'action ou, pour 10 actions, une action gratuite.

Madame, Monsieur,

Ces opérations seront réalisées directement par votre intermédiaire financier qui créditera votre « compte titres » ou « compte espèces ».

* La valeur de l'action est calculée sur la base de la moyenne du premier cours coté des 20 bourses précédant le jour de l'attribution. Les versements ne sont pas soumis à l'impôt.

PARIBAS

Paribas Actionnariat
3, rue d'Antin, 75002 PARIS.
Tél. : (1) 42.98.17.88.

POUR L'EUROPE DE 1992

LES ÉCOLES DE COMMERCE DU GROUPE DOUBLENT VOS CHANCES DE RÉUSSITE

isic icad
20 ans d'enseignement : succès prouvés aux examens d'état + 20 ans d'entreprise : des dirigeants H.E.C.

1^{er} CYCLE : Bac ou niveau bac :
• Action commerciale
• Force de vente
• Commerce international
• Communication et publicité
• Comptabilité-gestion

2^e CYCLE : Niveau bac + 2 : IDEUC, DEUST, DUT, BTS : ADMISSION DIRECTE
• Spécialisation en 1 ou 2 ans
• Management international
• Création-gestion d'entreprise (PME)
• Marketing-vente

FINANCEMENT DES ÉTUDES POSSIBLE A 100 %
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS
(1) 40.95.10.11 et (1) 45.51.23.90

isic icad Ecoles de commerce et de gestion du Groupe
Ecoles privées d'enseignement supérieur
DEMANDE DE DOCUMENTATION - ADRESSE POSTALE : GROUPE I - 95, rue La Boétie, 75008 PARIS

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____ Ville _____
Code postal _____ Niveau d'études : _____
Tél. _____ Date : _____
Intérêt pour : _____

Explosion dans un café de Paris. — Un café-restaurant, le Brabant, situé au 32, boulevard Poissonnière (9^e arrondissement), a été fortement endommagé, dimanche 4 septembre, en milieu de soirée, par l'explosion d'une bombe. Cette explosion, sans doute d'origine criminelle, selon les enquêteurs, n'a pas fait de victimes mais des objets ont été éjectés rapidement par le personnel du restaurant, a indiqué le porte-parole des pompiers.

Excès de zèle à la frontière franco-belge

Près de neuf cents ouvrages belges, portant sur le terrorisme ou la politique et jugés dangereux par des douaniers français ont été interposés et retenus toute la journée, jeudi 1^{er} septembre, au poste-frontière de Neuville-en-Ferrain, près de Lille, avant de pouvoir pénétrer en territoire français.

Ces douaniers avaient été interposés par le chargement d'un camion : huit cent quatre-vingt-seize livres, édités par la société belge EPO, portant sur des dossiers « chauds » de l'actualité tels que les CCC (Cellules communistes combattantes, groupuscules terroristes belges), la CIA, l'Opus Dei ou les « tégus du Brabant ». Jugés dangereux par ces fonctionnaires, quelques-uns de ces documents ont été envoyés au ministère de l'Intérieur, et ce n'est qu'en fin de journée, l'administration rassurée que le camion a pu reprendre sa route. « Ce n'est qu'une initiative un peu zélée de la part des douaniers, explique-t-on au ministère de l'Intérieur. Mais faut-il leur reprocher ? » Les ouvrages saisis en douane, des enquêtes écrites par des journalistes, sont en vente libre en Belgique. Le camion acheminait les livres pour le compte d'un distributeur parisien.

مكتبة الأصل

Sports

VOILE : la Coupe de l'America

Bataille de coques

Après plusieurs mois de batailles juridiques et trois jugements de la Cour suprême de l'Etat de New-York, la vingt-septième édition de la Coupe de l'America devrait débuter le mercredi 7 septembre au large de San-Diego (Californie). Pour défendre le plus vieux trophée sportif du monde qu'il avait perdu en 1983 à Newport (Rhode

Island), puis reconquis en 1987 à Fremantle (Australie), l'Américain Dennis Conner utilisera pour la première fois dans l'histoire de la Coupe un catamaran, *Stars-and-Stripes*, pour relever le défi du monocoque géant *New-Zealand*.

Grands favoris de ces régates, les Américains ne sont pas pour autant assurés

de conserver leur trophée. Pour protester contre leur choix d'un multicoque, qu'il juge incompatible avec les recommandations du Deed of gift (acte de donation de la Coupe rédigé en 1887), Michael Fay, le directeur du défi néo-zélandais, a menacé en cas de défaite de faire de nouveau appel à la Cour suprême.

dictions de vitesse établies sur ordinateur en fonction du petit temps (de 8 à 13 nœuds de vent) qui prévaut à San-Diego d'août à octobre, le choix des architectes américains s'est fixé sur un catamaran de 60 pieds aux coques aussi effilées que celle d'un Tornado.

Stars-and-Stripes n'est pourtant pas un catamaran classique. Après avoir essayé différents types de gréements, Dennis Conner a opté pour une aile rigide articulée en fibre de carbone recouverte de mylar, de 30 mètres de haut et de 280 mètres carrés de surface, comparable à une aile de Boeing-747. Son concepteur, Burt Rutan, est d'ailleurs le père de *Voyager*, l'avion ultraléger qui a bouclé le premier tour du monde aérien non stop.

L'énorme sophistication de cette aile, divisée en trois sections verticales, dont une transparente, et sept horizontales, contraste avec le dévouement du plan de pont, où l'équipage dispose seulement d'une barre et de trois écoutes pour orienter l'aile d'où s'échappent une dizaine de bouts pour des réglages plus fins.

Régissant comme un turbo au moindre souffle d'air, cette aile permet à *Stars-and-Stripes* de naviguer sur une coque avec 5 nœuds de vent, et d'atteindre des vitesses deux fois supérieures à celles du vent. Seul inconvénient : Dennis Conner ne pourra pas réduire sa voilure en cours de régate.

Sauf casse matérielle ou chavirage, *Stars-and-Stripes*, dont les performances devraient être d'au moins 25 % supérieures à celles de *New-Zealand*, ne peut être battu en baie de San-Diego mais l'ultime bataille aura probablement lieu devant la Cour suprême de l'Etat de New-York.

Sollicité par Michael Fay sur la possibilité pour les Américains de répondre à son défi en utilisant un catamaran, le juge Carmen Ciparick s'est de nouveau référé au Deed of gift. Si ce dernier oblige le challenger à indiquer les principales caractéristiques de son bateau lors du départ du défi, il laisse le droit au défendeur de dévoiler le sien au moment de la première régate.

Dans son dernier jugement du 25 juillet, la Cour suprême a donc ordonné aux deux parties de « discuter leurs courses en septembre » avec des bateaux conçus et construits « à leurs propres risques ». Elle précise toutefois que « rien dans cette décision ne doit être interprété comme une permission ou une interdiction des multicoques ». Le sort de la vingt-septième édition de la Coupe de l'America risque donc de se régler à New-York plutôt qu'à San-Diego.

GÉRARD ALBOUY.

FOOTBALL : président du Stade Rennais

Hervé Bourges en ballon et chapeau ronds

Grâce à sa victoire sur Toulon (3-0), samedi 3 septembre pour la dixième journée du championnat de France de football de première division, Auxerre a pris la tête du classement. Les joueurs de Guy Roux ont profité des défaites de Paris-SG à Lille (1-2) et de Bordeaux à Nice (0-1). A quelques jours du premier tour de Coupe d'Europe contre Benfica, Montpellier s'est rassuré en écrasant Laval (6-2). Batna une nouvelle fois à domicile (0-1) face à Metz, les Stéphanois s'enfoncent à la dernière place. En deuxième division, la montée devrait se jouer entre Lyon et Nîmes, tous deux victorieux à l'extérieur, dans le groupe A. Dans le groupe B, le combat risque d'être bretteux entre Brest et Rennes. En écrasant Le Mans par 6-0, le Stade Rennais a confirmé ses ambitions retrouvées depuis l'arrivée surprise à sa tête d'Hervé Bourges, l'ex-président de TF 1.

De Jean-Baptiste Doumeng, le « milliardaire rouge » qui présida le Toulouse Football Club de 1961 à 1967, à Bernard Tapie, l'actuel président de l'Olympique de Marseille, nombreux furent les brasseurs d'affaires qui se sont laissés tenter par l'univers du football ; mais jamais une éléction ne surprit autant que celle d'Hervé Bourges, l'ex-PDG de TF 1, il y a huit mois à la présidence du conseil de surveillance du Stade Rennais.

En fait, deux événements ont préparé l'entrée d'Hervé Bourges dans le monde du football professionnel.

Le premier a eu lieu en septembre 1987 à l'abbaye de Loué au cœur de la Sarthe. Il s'y tint ce qu'on appela « le congrès Bourges » : cent soixante quinze personnes de tous âges s'y étaient réunies afin de retracer les branches de l'arbre généalogique de cette famille dont les premières traces remontent à la Monarchie de juillet. « A la fin de cette journée je me suis senti très Bourges et très breton ».

Au mois de décembre suivant, une réunion dans un grand hôtel parisien allait se révéler tout aussi déterminante. Le sénateur et maire de Rennes, M. Edmond Hervé, et le président du Stade Rennais, M. Jean-Raphaël Soucarré, proposèrent autour d'un petit déjeuner la charge la plus surprenante qu'on ait jamais offerte à Hervé Bourges : la présidence du conseil de surveillance du club de football de la capitale de la Bretagne.

« Pourquoi moi ? », s'étonna Hervé Bourges. « Votre nom a fait l'unanimité », lui répondit le maire de Rennes. L'ex-PDG de TF 1 commença par refuser. Depuis son départ de la télévision en avril 1987, il avait repoussé toutes les propositions. Celle du comité des onze du *Matin* comme celles de Robert Maxwell ou de Silvio Berlusconi : « J'avais décidé de garder ma liberté en créant ma propre société de production audiovisuelle ».

Rappelés quelques jours plus tard, Hervé Bourges changea soudain d'attitude. Ses questions se firent plus précises concernant son rôle exact : « Je ne voulais pas être un président potiche ! ». La situation économique du club (« Je me suis fait communiquer l'audit financier. J'ai eu accès à tous les dossiers ») ainsi que ses ambitions (« M. Hervé m'a promis un budget de 18 millions afin de viser la remontée en première division »).

Rassuré, il finit par accepter : « Ce fut un « oui » sentimental. J'ai répondu au congrès Bourges. Moi qui étais né à Rennes cinquante-cinq ans plus tôt, j'ai eu envie de ce retour au pays... »

En janvier 1988, Hervé Bourges était élu, à l'unanimité moins une voix « la mienne ! », président ; à titre bénévole, du conseil de surveillance de la SEM (Société d'économie mixte) qui régit le Stade Rennais, alors que M. Soucarré, nommé président du directeur, restait chargé de la gestion quotidienne du club.

C'est seulement trois mois plus tard, en avril, que le tout nouveau dirigeant assista officiellement à son premier match au stade de la route de Lorient pour une reprise de contact avec le football breton : « Mon amour pour le foot datait

de très longtemps. A Saint-Joseph, le collège jésuite de Reims, je jouais avant-centre ».

Au cours d'une enfance soumise aux mutations d'un père ingénieur au Gaz de France, tout n'aura en fait dépendu que d'une simple décision administrative. En 1946, M. Bourges père est en poste à Biarritz. Hervé, qui a treize ans, dépense ses premiers francs dans des aller et retour en train pour Lourdes « afin d'aller admirer la grande équipe de Jean Prat ». Jusqu'à ce que GDF envoie M. Bourges en Champagne au début des années 50 : Hervé passera les dimanches de ses dix-huit ans derrière les grilles du stade Delaune à admirer le Stade rémois de Jonquet et Kopa. Le foot avait fini par l'emporter sur le rugby. Sur le tard, mais il l'avait emporté.

Trente ans après

Hervé Bourges doit ensuite attendre trente ans et sa nomination à la tête de TF 1 pour retrouver le monde du football. Entre-temps, le petit gosse de l'omnibus Biarritz-Lourdes avait mené une carrière de journaliste-enseignant-diplômé qui l'avait vu notamment conseiller Bas Bello et diriger Radio-France internationale avant que la Haute-Autorité ne lui demande en juillet 1983 de prendre en main la première chaîne : « En tant que PDG de TF 1, j'ai été le premier à négocier des semaines dures avec les dirigeants du foot français. Le fonctionnement des clubs n'a plus de secret pour moi ». Hervé Bourges se flatte même des liens qu'il entretient avec certaines grandes figures du milieu : « Je connais très bien Claude Ber, Bernard Tapie, Francis Borrelli... », confie-t-il en cherchant du regard un télégramme de félicitations du président du Paris-SG.

Trois mois après le premier conseil de surveillance du 26 mai dernier, l'excellent départ de l'équipe rennaise — qui reste sur quatre victoires consécutives — et l'assainissement des finances du club (« La mairie a pris en charge nos 40 millions de passif, et j'ai obtenu un budget 88/89 de 21 millions ») ont eu raison de ses dernières réserves. On a retrouvé dès lors le Bourges fougueux que ses ennemis jugent « content de lui-même » et « mégalomane » : « On a dit que j'étais mégalomane quand j'ai annoncé que je redresserais TF 1. Vous avez vu la suite... Vraiment ça me vexait quand j'entends cela ».

Grâce au football, Hervé Bourges est aujourd'hui de retour sous les projecteurs et, visiblement, il aime ça : « TF 1 était une entreprise de spectacle. Le Stade Rennais aussi. J'ai affaire au même type de gens, passionnés et fragiles. Ensemble, nous repartons de zéro pour réussir de grandes choses ».

Après huit mois de « pouvoir », il semble parfaitement acclimaté à son nouveau milieu, même s'il se dépêche de fixer les limites de sa dévotion à la cause du football breton : « Je n'ai pas demandé à venir. On est venu me chercher, et j'ai accepté pour rendre service. Si l'équipe stagne, si je n'apporte rien de plus, je ne m'accrocherai pas ».

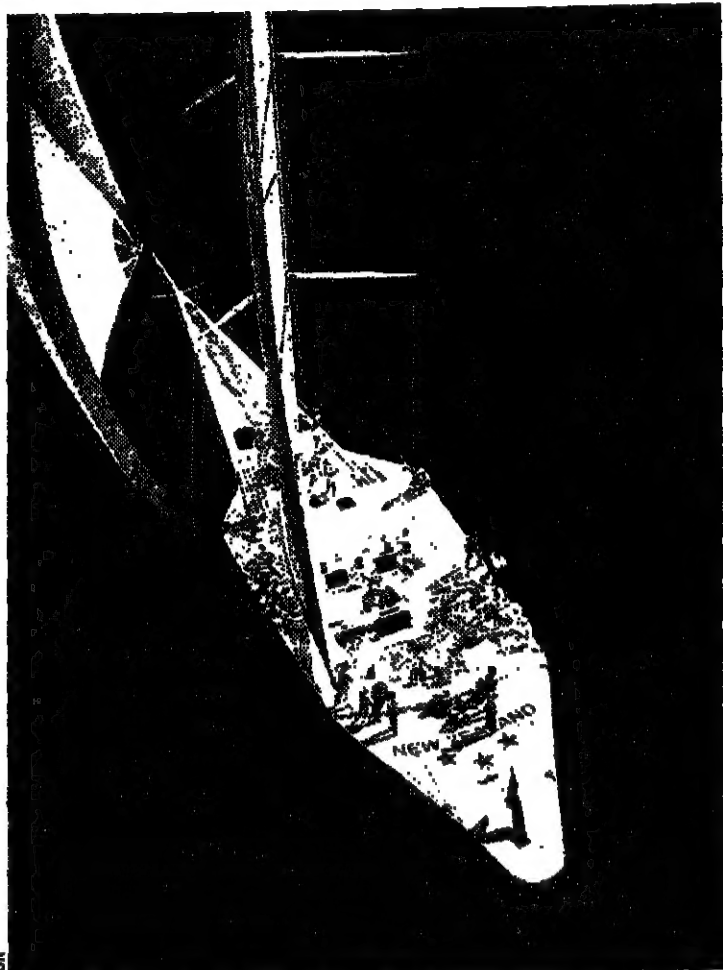
ÉRIC MAITROT.

Bernard Tapie taxe l'incorrection

Quelques jours avant la réunion du conseil de discipline de la Fédération française de football qui doit statuer sur l'affaire Cantona, Bernard Tapie, président de l'Olympique de Marseille et employeur d'Éric Cantona, a fait savoir, samedi 3 septembre, que les joueurs marseillais seraient à l'avenir sanctionnés pour « tout propos, toute attitude qui seraient de nature à porter préjudice ou à nuire aux instances officielles du football français et à leurs représentants ». Un nouvel article du règlement du club prévoit que « chaque infraction constatée (...) entraînera au moins un mois de suspension et sera assortie d'une amende égale à un mois de salaire ».

Reprochant par ailleurs la manière dont le quotidien *l'Equipe* et l'hebdomadaire *France Football* ont rendu compte de l'affaire Cantona et du départ de Gérard Banide, l'entraîneur limogé de l'OM, Bernard Tapie a demandé à ses joueurs de ne plus donner d'interviews à ces deux organes de presse.

Cette mesure ne fait pas l'objet d'un texte réglementaire, mais la sanction est prévue : un mois de salaire. C'est à ce prix unique que le président de l'OM espère susciter la censure pour Cantona et calmer les remous médiatiques autour de son équipe.



New Zealand risque de devenir une pièce de musée après deux régates.

Le premier, déjà expérimenté en Australie sur les 12 mètres J1, concerne les différents paramètres d'aide à la navigation. Le deuxième permet, grâce à soixante-quatre capteurs installés sur la coque et le gréement, de faire apparaître en rouge sur un écran de contrôle les zones où s'exercent des contraintes risquant de provoquer des dommages. Grâce à deux caméras installées au sommet du mât, le troisième permet de vérifier, à raison de trois images par seconde, le travail et les déformations des voiles à la hauteur souhaitée.

Pour maîtriser ce monstre, les Néozélandais n'ont d'ailleurs pas désigné de skipper, mais formé trois équipes : une de « vitesse », chargée de la navigation, de la tactique et des réglages ; une

de « confiance » pour assurer les manœuvres (le grand voile en kevlar et mylar pèse une demi-tonne) ; et une troisième de « poids » qui inclut Michael Fay et se déplace d'une aile à l'autre pour jouer les ballasts.

Une aile d'aviation

Hélas ! cette merveille des océans risque d'être condamnée au musée dès la fin des régates, faute de pouvoir remonter dans le monde un autre vaisseau du même type. Pris de court par le premier jugement de la Cour suprême de l'Etat de New-York, qui leur ordonnait de relever le défi australien (le *Mondo* du 8 novembre 1987), les Américains ont opté pour un multicoque. Après consultation d'un programme de pré-

Triathlon de Paris Barel devance Cordier

Le Néerlandais Rob Barel a franchi en vainqueur la ligne d'arrivée du troisième triathlon international de Paris qui a eu lieu le dimanche 4 septembre. Le sociétaire du CA Mantes-la-Ville a mis 1 h 57 min 14 s pour couvrir au total 1 500 mètres en nageant, 40 kilomètres en pédalant et 10 kilomètres en courant. Il a finalement devancé de trente-huit secondes le Français Yves Cordier, qui était sorti de la Seine en première position. L'écart entre les deux hommes allait diminuer tout au long de l'épreuve cycliste disputée entre le pont d'Iéna et Sèvres, pour se réduire à quelques secondes. Rob Barel prenait finalement l'ascendant sur le professionnel français lors de la course à pied. En terminant premier des trois cent soixante concurrents inscrits, il succède ainsi au palmarès au Français Serge Lacrique et au Belge Karel Blondeel.

ÉCOLE DE GESTION DE PARIS

PROGRAMME DE PRÉPARATION AU
MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION
M.B.A.
DE L'EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

Double formation en France et aux États-Unis

E.G.P. : les moyens de réussir et la compétence internationale pour une économie compétitive de progrès

Admissions 1988-1989 : Sélection exclusivement par concours à Paris Bac plus deux années d'enseignement supérieur

Renseignements, inscriptions et concours : ÉCOLE DE GESTION DE PARIS - 17, rue de Choiseul, 75116 PARIS - Tél. 01 40 70 11 51

Concours par l'Université de l'Amérique, San Francisco, Californie

E.G.P. : LA FORMATION DES MANAGERS INTERNATIONAUX

Les résultats

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Deuxième division (Dixième journée)

*Marseille b. Monaco	3-0
*Toulouse b. Caen	0-0
*Nantes b. Lens	5-2
*Metz b. Saint-Etienne	1-0
*Lille b. Paris-SG	2-1
*Strasbourg b. Caennais	0-0
*Nîmes b. Sochaux	1-0
*Nice b. Bordeaux	1-0

Classement, 20 pts :

2. Paris-SG et Marseille, 19 ; 4. Bordeaux et Nantes, 18 ; 6. Monaco et Nice, 17 ; 8. Montpellier, 16 ; 9. Sochaux, Toulon et Toulouse, 15.

Troisième division (Dixième journée)

GROUPE A

*Brest b. Mulhouse	3-2
*Rennes b. Le Mans	6-0
*Angers b. Quimper	2-1
*Bastia b. Reims	0-0
*Nancy b. Albi	4-2
*Grenoble b. Dunkerque	2-1
*Le Havre b. Rouen	1-0
*Clermont b. Guingamp	2-1
*Valenciennes b. La Rochelle	1-0

Classement, 1. Brest, 24 pts ; 2. Rennes, 21 ; 3. Mulhouse, 19.

GROUPE B

*Lyon b. Niort	1-0
*Nîmes b. Montpellier	2-1
*Dijon b. Bastia	2-1
*Amiens b. Marignac	1-0
*Aix b. Cusset	2-0
*Le Havre b. Grenoble	2-0
*Istres b. Sète	1-1
*Rodez b. Le Puy	0-0
*Clermont-Ft Orléans	2-2

Classement, 1. Lyon, 24 pts ; 2. Nîmes, 22 ; 3. Bastia et Amiens, 17.

Val-d'Agen b. Villeneuve/Lot, 17-10. (Ex. : Laventure.)

Poule F. - « Blagnac b. Brive, 23-12 ; Auch b. Oloron, 17-10. (Ex. : Orthez.) »

Poule G. - « Bègles-Bordeaux b. Vichy, 35-20 ; Colomiers b. Marmande, 18-15. (Ex. : Mazamet.) »

Poule H. - « St-Toussaint b. Villeneuve/Lot, 31-6 ; St-Jean-de-Luz b. Ixelles, 25-19. (Ex. : Saint-Claude.) »

Poule I. - « Dax b. Montpellier, 9-6 ; Nîmes b. Vico-Bigorre, 20-12. (Ex. : Condom.) »

Poule J. - « Graillet b. Valençay, 23-6 ; Castelnau-M. b. Vieux, 17-15. (Ex. : Le Crès.) »

Poule K. - « Mont-de-Marsan b. Lourdes, 14-9 ; Rodez b. Périgueux, 15-12. (Ex. : Cognac.) »

Poule L. - « Ussel, 12-9. (Ex. : Cognac.) »

Poule M. - « Béziers b. Montpellier, 15-12 ; Albi/Adour b. Limoges, 20-15. (Ex. : Montauban.) »

Poule N. - « Bayonne b. Lannéme, 22-19 ; Bagnères b. Oyonnax, 13-6. (Ex. : Saint-Gaudens.) »

Poule O. - « Perpignan b. Aurillac, 34-18 ; Castres b. La Rochelle, 32-9. (Ex. : Chalon-sur-Saône.) »

Poule P. - « Tournay b. Bourgoin, 18-9 ; Haguenau b. La Voulte, 14-9. (Ex. : Rodez.) »

Temis

INTERNATIONAUX DES ÉTATS-UNIS

SIMPLE MESSIEURS (seizièmes de finale)

Wilander (Sué.) b. Perfurors (Sué.), 6-4, 6-0, 7-5 ; Woodford (Austral.) b. Nargiso (Bol.), 6-1, 6-3, 6-0 ; Frawley (Austral.) b. Leconte (Fr.), 6-3, 6-4, 6-3 ; Sanchez (Esp.) b. Meier (Tch.), 6-3, 6-4, 7-6 (7-3) ; Edberg (Sué.) b. Carlson (Sué.), 6-3, 7-5 ; C. Burt (É.U.) b. M. Torres (É.U.), 6-3, 6-3 ; J. Wimmer (Austral.) b. L. McNeil (É.U.), 7-6 (7-3), 3-6, 6-4 ; B. Rutter (É.U.) b. Nagelsen (É.U.), 7-5, 6-3 ; M. Malenka (Bol.) b. I. Cacho (RFA), 6-1, 1-6, 6-3.

SIMPLE DAMES (seizièmes de finale)

S. Graf (RFA) b. H. Harter (Fr.), 6-0, 6-1 ; P. Fendler (É.U.) b. S. Harni (RFA), 6-7 (4-7), 6-3, 7-5 ; K. Malenka (Bol.) b. S. Wasserman (Bol.), 5-7, 6-2, 6-1 ; H. Sakuma (Tch.) b. A. Frazier (É.U.), 6-3, 7-5 ; C. Burt (É.U.) b. M. Torres (É.U.), 6-3, 6-3 ; J. Wimmer (Austral.) b. L. McNeil (É.U.), 7-6 (7-3), 3-6, 6-4 ; B. Rutter (É.U.) b. Nagelsen (É.U.), 7-5, 6-3 ; M. Malenka (Bol.) b. I. Cacho (RFA), 6-1, 1-6, 6-3.
--

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Deuxième journée

Poule A. - Agen b. Tulle, 17-6 ; Montauban b. Béziers, 15-12. (Ex. : Castelnau.)

Poule B. - « Tarbes b. Bourg-en-Bresse, 42-24 ; Paris UC b. Hyères, 25-6. (Ex. : Brive.) »

Poule C. - Toulon b. Pau, 33-9 ; Arras b. Thuir, 19-13. (Ex. : Nîmes.)

Poule D. - Narbonne b. Cognac-Navy, 40-12 ; Montauban b. Salles, 16-3. (Ex. : Romy.)

Poule E. - RCF b. Romans, 24-15 ;

Culture

MUSIQUES

Concert marathon pour les droits de l'homme

Rock et Amnesty à Bercy

Quand Bruce Springsteen, Sting, Peter Gabriel, Tracy Chapman, Youssou N'Dour et Michel Jonasz font retentir le « carillon de la liberté ».

Amnesty International a donc en l'idée de célébrer le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme en utilisant les armes du show-biz. (Le Monde daté 4 et 5 septembre) : monter un « coup » qui frappe l'imagination et rassemble le maximum de gens. The concert for human rights now qui tourne jusqu'au 15 octobre à Londres, Paris, Turin, Los Angeles, Montréal, Philadelphie, Abidjan, Sao-Paulo, Buenos-Aires, Mendoza et même une ville d'un pays de l'Est.

Budapest, est organisé sous la direction du manager américain Bill Graham comme une tournée de promotion de l'industrie musicale. Mais chaque concert-événement de cette tournée planétaire est d'un genre un peu particulier. L'objectif n'est pas de faire vendre un album ni de réunir des fonds comme à l'occasion des manifestations de charité du Live Aid : il s'agit simplement de rappeler le texte des droits de l'homme énoncés par l'Organisation des Nations unies le 10 décembre 1948.

A Paris, dimanche 4 septembre, les rock stars, venues pour une fois avec une formidable disponibilité et qu'avait rejointes Michel Jonasz, l'« artiste local invité », ont offert un concert de huit heures au climat fraternel et chaleureux : ils ont réaffirmé d'une manière éclatante que le rock c'est encore — parfois — l'envie, le désir, la force de vie. Toutes les voix se sont d'abord fondues indistinctement pour ouvrir le spectacle avec Get up for your rights, de Bob Marley. Ensuite, Youssou N'Dour et Michel Jonasz ont chanté chacun cinquante minutes, avec une plénitude qui ressemblait à du bonheur.

Puis Jonasz a présenté Tracy Chapman, une jeune femme de vingt-deux ans venue de New York et qui est apparue comme un flash. Sans machine à écrire, dans la lignée que Richie Havens et de Joan Baez autrefois. S'accompagnant elle-même à la guitare, elle a chanté des chansons — mélodiquement superbement — dans la tradition folk de la chronique sociale.

Annoucé par Youssou N'Dour, Peter Gabriel, le magicien, a évoqué dans ses chansons l'apartheid, le « nationalisme qui, comme le racisme, dénie le respect de l'autre » et aussi l'espoir. Avant de chanter et de danser avec Youssou N'Dour et d'offrir ainsi un des moments les plus chauds de la soirée. Le même chanteur sénégalais, décidément très présent, a demandé alors aux spectateurs de se lever et de faire à l'entrée du Palais de Bercy sous forme d'un petit fascicule de vingt pages.

Sting est arrivé ensuite avec une chanson sur les enfants d'Afrique du Sud en prison, réaffirmant en lui l'individu, représentant avec force le meurtre de Jacques Brel. Bruce Springsteen, entouré de ses équipiers habituels, a terminé en apothéose, chargeant bruyamment la salle d'électricité avec Born in the U.S.A., repris par un public debout, poussant la machine-spectacle à plein régime, gesticulant, hurlant ses paroles, décidément en français au micro : « Rêve d'amour, rêve de folie, rêve de sexe mais surtout rêve de liberté. Et c'est pour ce rêve que nous sommes là ce soir... »

Puis de nouveau Springsteen, Sting, Peter Gabriel, Tracy Chapman et Youssou N'Dour ont réuni leurs voix pour entonner la célèbre chanson de Bob Dylan : Chimes of Freedom (le Carillon de la liberté).

Un deuxième concert devrait être donné ce lundi 5 septembre, toujours à Bercy, à partir de 16 heures.

Le message de M. François Mitterrand

« Rien n'est jamais acquis... »

Le président de la République a adressé un message aux organisateurs du concert de Bercy, auquel ont en particulier assisté M^{me} Danielle Mitterrand, M^{me} Jack Lang, ministre de la culture et de la communication et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire. « Je salue ceux qui ont, ici, répondu non, breux », a dit M. Mitterrand, à l'appel d'Amnesty International et des artistes de tous pays mobilisés pour la cause des droits de l'homme.

« Quarante ans après l'adoption par les Nations unies de la Déclaration universelle des droits de l'homme, comment ne pas être frappé par le spectacle d'un monde où la liberté des uns s'accommodent trop souvent de l'asservissement des autres ? »

« Vous êtes là parce qu'il reste encore à faire pour que vive le droit des hommes à disposer d'eux-mêmes. Rien n'est jamais acquis dans le combat pour la liberté, l'égalité et la fraternité. Mais rien n'est jamais perdu du patient travail de la solidarité. »

« La musique ne se laisse pas enfermer. Elle porte, tout au long de cette tournée mondiale, le message universel des droits de l'homme. »

JAZZ

Jimmy Owens en club

Un trompettiste de l'ombre

Elève de Donald Byrd, musicien d'orchestre recherché (de Lionel Hampton au Thad Jones — Mel Lewis Band en passant par Mingus), le New-Yorkais Jimmy Owens est aussi un érudit et un pédagogue des musiques noires. Il est de passage à Paris : en club.

gha et tous ceux qui faisaient appel à lui.

Jimmy Owens a une carrière de jazz même farine. Il est né à New-York, une génération plus tard, le 9 décembre 1943. Brillant instrumentiste, il est vite recherché par les orchestres de poids : Hampton, Herbie Mann, Archie Shepp ou Mingus pour son concert de Monterey en 1965. Au bugle — ce parent de la trompette plus facile à jouer mais aussi tellement plus difficile à dominer, — il donne le son le plus délicat, le plus ferme et suave qu'on n'ait connu depuis Art Farmer, son maître.

Moins batailleur que d'autres, Jimmy Owens ne s'est avancé que discrètement dans les débordements du free-jazz. En revanche, il emploie une énergie vive à l'étude, à la connaissance et à la diffusion des musiques noires. Militant de la pédagogie, il est un des fondateurs du Collective Black Artists.

Blue Mitchell et Jimmy Owens ne sont pas des stars. Ni Miles Davis ni Wynton Marsalis. Et ce n'est même pas une question de musique : le solo de Jimmy Owens pour Blue Mitchell chez, cette longue plainte grave, une peine teintée de musique, reste, après tout, ce qu'on pouvait entendre de plus bouleversant dans la musique des hommes. Il aura, Dieu merci, échappé à l'enregistrement. Jimmy Owens est un musicien à écouter de près, dans une espèce d'intimité. On peut le suivre dans sa science, comme on peut l'apprécier, — concert gigogne du concert, — dans ses échanges avec les autres musiciens (au piano : Michel Sarkis, dady, Andrius plus connu à New-York qu'aux Halles).

Et tout de même : avoir été trompettiste chez Mingus à vingt-deux ans, ça doit laisser des marques.

FRANCIS MARMADE.

Jimmy Owens et Michel Sarkis au Magnolia Terrace, du 6 au 10. Tél. 42-36-25-44.

Les amis de la liberté

Les seize mille pièces de Bercy avaient été enlevées. Certaines se sont arrachées dimanche à 350 F au marché noir, soit le double de la mise initiale. Que le public fût là pour la musique ou pour Amnesty importait peu. « Le public des concerts de rock, c'est celui d'Amnesty. Et inversement », assure un organisateur.

France Soluto, présidente d'Amnesty, s'était taillé un franc succès en lisant un message de sympathie de François Mitterrand. Mais ce n'était qu'un hors-d'œuvre pour des artistes qui, dans le hurlement des décibels, ont chanté la liberté et les combats de Steve Biko et de Nelson Mandela. Sing et a fait applaudir les « folles de mai », ces mêmes des « dispensés » de la loquace nuit argentine. « Tous les peuples peuvent être libres », s'est écrié Peter Gabriel ajoutant, dans les rires et dans les cris : « y compris en Nouvelle-Calédonie ».

Animation vidéo, vente de tee-shirts et de badges, appels répétés à signer le « passeport pour les Droits de l'homme » reproduisant la Déclaration universelle de 1948 : il n'y avait guère d'évasion possible pour ces amis du rock et de la liberté. Mais rares étaient ceux qui s'en plaignaient. « Je suis une fanatique de Peter Gabriel, mais je commence à en avoir marre de toutes ces récupérations politiques », dit pourtant une étudiante, refusant devant les grandes armes placées dans les trébuchets de Bercy de signer la Déclaration.

Fausse note, mais isolée. « Que la musique soit associée à la politique ne m'a jamais gênée », dit une fonctionnaire des Impôts. C'est la première fois qu'elle assistait à un concert de rock. Encore toute chavirée entre deux bours et un touriste venu de Californie, elle a vite glissé son nom dans l'urne d'Amnesty.

HENRI TINGO.

La rentrée date par date

Classiques et contemporains

8 septembre : Mehta et le New York Philharmonic. — Un chef d'orchestre né à Bombay et la prestigieuse formation américaine dont il a la responsabilité depuis neuf ans dans Symphonie, œuvre inconnue d'un élève d'Elliott Carter, Ellen Taaffe Zwilich. Mais aussi dans la Deuxième Symphonie de Schubert et dans le Sacre de Stravinski, terrain d'élection traditionnelle de Mehta.

* Festival. Tél. : 43-96-48-48.

10 septembre : Mozart et les femmes à Royanmont. — Début d'un cycle annuel, consacré aux voix de femmes chez Mozart. Par Françoise Pollet, puis Elzbieta Smytka (le 17), Jeanne Pilet (le 24), Catherine Dubosc (le 30 octobre).

* Fondation. Tél. : 30-35-30-16.

13 septembre : tous à La Villette. — Exposition et démonstration d'instruments, concerts, films musicaux, garderie en musique : 20 000 mètres carrés dédiés à l'art des sons déployés dans la grande Halle de La Villette, et ouverts au public après les professionnels du 13 au 18.

* Grande Halle. Tél. : 45-33-74-50.

16 septembre : Pierre Henry puissance 15. — Quarante ans que Pierre Henry compose ! Le Musée d'art moderne accueille une rétrospective de l'ensemble de son œuvre électroacoustique et concrète, soit quinze concerts quasi quotidiens, précédés d'un prologue en forme d'autoportrait, ce dernier présenté le 14 au Salon de la musique (lire plus haut).

* Festival estival. Tél. : 48-04-89-01.

16-17 septembre : Bizet inédit à Soissons. — Avec Clovis et Clotilde, Bizet décrocha à dix-neuf ans le grand prix de Rome. Jean-Claude Casadesu et son Orchestre national de Lille créent à Soissons cette cantate inédite. Montserrat Caballé chante, Erato enregistre, le Monde de la musique patronne.

* Cathédrale. Tél. : 16-23-24-60-09.

17 septembre-2 octobre : « Musica » à Strasbourg. — Feu d'artifice pour l'ouverture du Festival d'art contemporain alsacien : les Soldats, l'impossible opéra instantané de Zimmermann, mis en scène par Harry Kupfer ; Cecil Taylor, son piano jazz et sa légende, de passage à Strasbourg avant le Festival d'automne (le 17). Puis un hommage à Scelsi, Enumérations d'Aperghis, David Linton et ses percussions folles, Dillon créé par le London Sinfonietta, Ornette Coleman, des nouvelles œuvres de Manoury, Levinas, Cohen, Mache, des performances... L'observatoire astronomique est confié chaque soir à l'équipe d'Espèces Nouveaux (Dandrel-Delage-Fortier) et à ses architectes sonores. Kugel tisse en clôture des lieder à sa manière (Aus Deutschland, en première audition française, 2 octobre).

* Tél. : 16-88-35-32-34.

18-24 septembre : courses de quatuors. — Les Arditi côtoient les Franciscan (quatre femmes) et autres Ludwig. Les Brandi répondent à Brainin, Lovette et le trio restant des Amadeus. Autant dire que des petits jeunes, triés sur le volet par Georges Zeisel, croisent en toute liberté l'archet avec les vétérans. Cela s'appelle Forum international. De Haydn à Hersant (une création mondiale par les Enesco) s'y trouve déclinée toute

la tradition du quatuor à cordes avec, outre les concerts, des cours d'interprétation, des colloques, des projections...

* Opéra-Comique. Tél. : 48-04-34-13.

22 septembre : Stockhausen ouvre l'automne. — Lumière est son nom. Eve, son héroïne, chaque acte est un enfantement, chanté d'ailleurs par des enfants. C'est Montag aux Licht, l'opéra façon Stockhausen. Première journée d'une heptalogie en création française aux Champs-Élysées. Tous les jours de Karlheinz S., suivra un grand cycle de musique de chambre en quinze créations mondiales ou françaises et dix concerts (Opéra-Comique, du 25 septembre au 10 octobre), un cours d'interprétation et d'analyse (CNSM, 7 et 8 octobre). Autres horizons : le mystérieux Opus Clavicembalistum de l'énigmatique Sorabji par Geoffrey Madge, pianiste de tous les défis (voir aussi plus bas en rubrique « jazz »).

* Festival d'automne. Tél. : 42-96-12-27.

1^{er}-2 octobre : week-end versailles. — Promu désormais centre de musique baroque, animé par Philippe Beaussant, Versailles ouvre son château, son parc et sa salle à des plaisirs tout entiers orchestrés pendant deux journées par Marco-Antoine Charpentier. Trente-deux manifestations, messes, faux d'artifice, concerts ou grandes aïeux : Versailles retrouve sa musique. D'autres festivités, d'autres musiciens, suivront tout au long de l'année.

* Tél. : 42-96-48-48.

5-16 octobre : audaces angevines. — Le Festival d'Angers parie une fois encore sur notre siècle et sur sa diversité. De Stravinsky de Stockhausen à une création pour trois harmonies de

Girault, en passant par la musique d'Art Zoyd sur le Nonfretu de Willemus.

* Tél. : (16) 41-89-24-58.

12 octobre : la fête du GRM. — Pour le Groupe de recherches, l'année 1988 sera exceptionnelle. Mais son directeur, François Bayle, ouvre le feu avec un concert-spectacle sur Byrd, avec laser, mis en lumière par Jacques Rouveyrolle.

* Chaillot. Tél. : 42-30-27-96/23-11.

12 octobre : Lutoslawski par Lutoslawski. — Le compositeur polonais a confié la création de son concerto pour piano à son jeune compatriote Krystian Zimerman. L'auteur dirige également son concerto pour violoncelle (soliste : Etienne Pécard).

* Festival. Tél. : 45-61-06-30.

15 octobre-9 décembre : les sons dansent à Lille. — Un nouveau directeur (Allain Surenas) et une nouvelle direction pour que flamboie à nouveau le festival lillois ? Un thème, en tout cas (la danse), à écouter sous forme de ballets, comédies musicales, valses ou menuettes. Avec notamment (30 novembre) le Grand Orchestre de Cab Calloway.

* Tél. : (16) 20-06-88-04.

17 octobre : cérémonie bouddhique. — Au Festival d'art sacré de Paris, la création mondiale de Prajna-Paramita de Ton Thiet Tiet, Vietnamien fixé à Paris, précède (4 novembre) celle de l'Œde funéraire de Nikiprowetzky.

* Eglise Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 42-77-18-83.

25 octobre : Leonhardt dirige le NCP. — Insérée dans le cycle « musiques sacrées » de Radio-France, la venue de Gustav Leon-

hardt à la tête de La Chapelle royale et d'un ensemble de solistes pour deux cantates de Bach et la Missa sacra aretina de Vivaldi. La meilleure façon de quitter son siècle après une cure automnale de musique contemporaine.

* Eglise Notre-Dame-du-Travail. Tél. : 42-30-15-16.

l'athétique pianiste australien et le plus singulier des pianistes de... de quelle espèce, au juste ? De free-jazz ? D'improvisation pure ? Qui le sait ? M. Cecil Taylor en personne.

F. M.

Jazz

Septembre sera celui pour les musiques improvisées. A noter tout de même la tournée de la chanteuse Betty Carter (au New Morning, à Paris, le 10), la présence du bassiste Ray Brown (au Magnolia Terrace à partir du 4 octobre) et Lew Tabackin, flûtiste et saxophoniste au Petit Opportun (du 28 septembre au 25 octobre). Anniversaire : la trio de fond de la capitale, rythmique régulière des musiciens de passage, accompagnateurs tous terrains et solides improvisateurs, Arvanitas-Samsou-Saudrais, fête sa vingt-cinquième année d'existence (à La Villette, du 22 au 24).

C'est dans le Tarn que reprendra la valse des festivals, avec celui d'Albi (étendu du 20 septembre au 1^{er} décembre ; Betty Carter, Mal Waldron et Marion Brown, etc.), suivi du plantureux déploiement du Nancy Jazz Pulsations, tandis que Mame-la-Valle monte sa cinquième manifestation autour d'un grand programme européen (du 30 septembre au 9 octobre). Rendez-vous de Toussaint : le 9^e Festival de Paris (du 31 octobre au 7 novembre) : Max Roach et Abbey Lincoln, Carla Bley, Corea et Hancock et Simon Nabatov pour l'ouverture.

Surprise au Festival d'automne : hors concours, hors catégorie, une rencontre : Roger Woodward,

Variétés

7 septembre : chorale « gay » au Delazet. — Première tournée européenne du New York City Gay Men's Chorus. Composé de cent quarante chanteurs, la chorale new-yorkaise « gay » s'est produite dans les plus grandes salles américaines, y compris Carnegie Hall. Son répertoire se compose de standards du dix-neuvième siècle, d'œuvres de Bernstein, Berlin, Kern, Ellington...

Octobre : Brel dix ans après. — Nombreuses manifestations en octobre autour du dixième anniversaire de la disparition de Jacques Brel. Polygram publie l'intégrale des chansons en compact. D'autre part, la firme éditera sous la forme d'un double album, d'une cassette double et d'un compact les « vingt plus belles chansons » du chanteur (Ne me quitte pas, Jef, Amsterdam, les Vieux, Quand on n'a que l'amour) ainsi que la vidéo des « Adieux de Brel à l'Olympia », adieux qui eurent lieu en octobre 1966...

La FNAC prévoit dans un autre style une exposition de photographies inédites sur l'auteur-compositeur ainsi que des bandes dessinées réalisées par plus de quarante artistes. Jacques Vassal publiera quant à lui un livre chez Seghers, et des spectacles sur le chanteur tourneront en Belgique et en France. Des hommages sont également prévus à la télévision.

C. F.

مكتبة من الأصل

Culture

MUSIQUES

Celibidache dirige l'orchestre des jeunes du Schleswig Holstein

Docteur Faustus et ses ouailles

Cent vingt-sept jeunes musiciens, ayant comme les cigales joué tout l'été, ont quitté pour une tournée septentrionale. Avec leur maître Celibidache, une réussite inespérée.

Dans la bande de terre qui va de Hambourg au sud de la frontière danoise au nord, un festival, depuis deux ans, s'est installé. Son nom est clair, Festival du Schleswig Holstein, pour une manifestation saisonnière (26 juin-28 août) essaimée dans une vingtaine de localités sur l'ensemble du territoire du Land. Tout le reste, ou presque, est un mystère.

Et, pour commencer, l'origine des capitaux nécessaires à l'opération, menée sans que l'affaire ait encore fait le bruit mérité par Jussus Franz (ex-partenaire de Christoph Eschenbach), pianiste que l'on dit proche des grandes banques de RFA — les sponsors officiels sont au demeurant Suchard, Bertelsmann, Audi, Windsor et Luftansa.

L'importance des capitaux, elle, se mesure à la somptuosité des programmes (alors que tous les concerts proposent des places à 30 francs), programmes d'un luxe extravagant en ces lieux déshérités et excentrés (le Monde sans visa a consacré à cette région son numéro du 28 mai). Vivent là, en effet, cette année, le grand Richter, Memuhin père et fils, Dietrich Fischer-Dieskau, Kystian Zimmerman, Gavrilov, Ranki, Mehta avec le Philharmonique de New-York (avant Paris). Bernstein s'y fit amener de Tanglewood pour célébrer entre Baltique et mer du Nord ses soixante-dix ans de star. Dans les églises de rien du tout, entre moutons et polders, se sont encore croisés Lucia Popp, Gidon Kremer, Peter Schreier.

On a immédiatement oublié cette fois qu'il s'agissait de petits jeunes, d'une académie d'été en tournée. On a regardé, comme toujours, Celibidache faire son affaire : l'instrument,

initié : à deux pas de Hambourg, siège de la marque centenaire, on n'est pas vraiment surpris de croiser Shlomo Mizel, Szopoli, ou Hermann Frey. Mais rien pour autant n'est expliqué. Sinon que, dans un pays qui n'a pas, c'est le moins que l'on puisse dire, la fibre festivalière, celui du Schleswig Holstein est né coiffé : « gigantesque manifestation musicale populaire » (c'est là sa définition officielle), d'un « élitisme » inespéré.



Sergiu Celibidache

Que manquait-il à cet empyrée ? D'être un foyer. Il l'est. Mille jeunes musiciens, péruviens, baltiques, suédois ou américains, ont postulé cette année pour recueillir des mains de Sergiu Celibidache la flamme d'un enseignement mi-musical, mi-philosophique dont le chef roumain a le secret. Les cent vingt-sept sélectionnés, on les a entendus samedi à Paris grâce au Festival estival : c'est la saison où les orchestres de jeunes, chauffés à blanc pendant l'été, donnent des concerts à faire pâlir les vieux professionnels.

On a immédiatement oublié cette fois qu'il s'agissait de petits jeunes, d'une académie d'été en tournée. On a regardé, comme toujours, Celibidache faire son affaire : l'instrument,

on pouvait l'oublier à ce niveau de qualité.

On sait ce que Celibidache avait obtenu autrefois de l'orchestre des étudiants du Conservatoire de Paris : un enregistrement d'un concerto de Mozart avec Pierre-Laurent Aimard, souvent rediffusé, en rappelle la précision folle, la virtuosité ivre, émanée. Il n'est pas sûr que l'Orchestre national, dont le même Celibidache allait ensuite resserrer les boulons pour le remettre entièrement sur pied, ait jamais atteint une si communicative allégresse. Peut-être parce que le docteur Faustus, de la direction d'orchestre, perfectionniste froid, grand manieur de concepts, exige, dit-on, d'un orchestre qu'il soit « sa chose ». Et que, seuls des élèves musiciens peuvent, sans résistance cachée, l'accepter et comme chef et comme maître.

Celibidache, de plus, a comme on sait son public. La demi-salle Pleyel qui, samedi, était venue pour lui a donc accepté sans barguigner d'entendre la *Rhapsodie espagnole* de Ravel, l'ouverture de *Euryanthe* de Weber et la deuxième suite de *Roméo et Juliette* de Prokofiev au lieu de la 39^e Symphonie de Mozart et de la 4^e de Bruckner annoncées ! Mais l'oreille de Celibidache dans Ravel reste insurpassable : il obtient d'un ensemble de pupitres des timbres d'un tel réalisme (longs soupis de la terre surchauffée dans le *Prélude à la nuit de la Rhapsodie*) et, à la fois, d'une telle rareté qu'on se demande quel instrument a bien pu les émettre (ainsi la trompette de Miles Davis quand elle rêve de l'Espagne). Et le rythme ! Comment peut-il être à ce point lancinant et fondu dans la matière ? Et toutes les nuances, comme étalonnées à partir du silence, ainsi plus colorées que les plus riches forte ?

ANNE REY.

★ Prochains programmes du Festival estival : Quatuor Rosamonde et Laurent Cabasso à l'Auditorium des Halles (le 6, 19 heures). « La Transfiguration » de Messiaen à l'église Saint-Eustache (le 7, 20 h 30). Tél. : 42-27-12-68.

CINÉMA

Schlesinger et Zeffirelli à la Mostra de Venise

Torrents de larmes

Shirley Mac Laine enseigne difficilement le piano ; Elizabeth Taylor, se déguise en Aïda, et séduit le jeune Toscanini. La musique continue à n'être pas un bon thème au cinéma.

Il y avait longtemps qu'on n'avait pas eu droit à un de ces mélodrames sur la musique, comme il y en a eu tant et plus depuis *Tu seras un homme mon fils*, avec enfants prodiges, vieilles dames et gâteaux secs, larmes à tromper des dizaines de mouches, images de claviers et de visages dédoublés en surimpression, flots de Rachmaninov, leçon de courage et queue de pie. On s'en passait bien du reste. Jusqu'à ce lundi noir, on croyait le genre abandonné.

Eh bien ! non. John Schlesinger, cinéaste à dons multiples, à qui l'on doit tout de même *Midnight Cowboy*, *Sunday*, *Bloody Sunday*, *Marathon Man*, ce qui n'est pas trois fois rien, est tombé, avec *Madame Sousatzka*, dans le piège jusqu'au cou. A Londres, de nos jours, dans une bicoque de briques rouges, humide, vit une communauté de solitaires : au sous-sol, la propriétaire fauchée, « Lady Emily » (Peggy Ashcroft), au rez-de-chaussée un ostéopathe, au deuxième une jeune chanteuse (Twiggy), candidate au tube en 45 tours, qui voit plus souvent les dessous de son manager que la couleur de son argent. Au milieu, M^{me} Sousatzka (Shirley Mac Laine), une professeur de piano pour élèves surdoués, une vieille Russe excentrique, avec samovar, photos dans petits cadres, icônes et terrible caractère (capital, le mauvais caractère si l'on veut tirer quoi que ce soit d'un piano de cinéma).

M^{me} Sousatzka a eu une terrible maman comme professeur elle-même, et un terrible pépère à son premier concert, ce qui l'a fait renoncer à sa propre carrière et devenir professeur. Elle n'arrive pas à quitter ses élèves et trouve toujours qu'ils ne sont pas assez prêts. Ainsi le jeune Manek (Nevin Chowdhry), qui fait avec elle d'énormes progrès (pas seulement au piano) — elle entend former son goût, ses manières, choisir ses vêtements, lui interdit le patin à roulettes, — doit en passer par ses

nombreux caprices, ce qui agace sa jeune mère Sushila (Shabana), qui gagne sa vie en vendant des petits plats indiens à un grand magasin et essaie de ne pas trop décrocher.

Rien ne manque, les échecs et les pleurs, les applaudissements et l'ambre stagner de la vie, qui finit par empoisonner ce jeune virtuose pris entre sa maman et son professeur. Deux heures de piano agrémentent un peu le gros pâte du scénario qui aurait gagné à être allégé, raccourci. Shirley Mac Laine en fait beaucoup en vieille toquée, maugré au petit bonheur, carillonnante de colliers, breloques, une invraisemblable quincaillerie sur ses vêtements noirs, avec son merveilleux regard embué. Elle a un jeu si appuyé que les sourds et les malentendants peuvent se passer des sous-titres. C'est peut-être même un rôle en braille.

Le grand Franco Zeffirelli, sobrement présenté par son dossier de presse comme « incontestablement le plus illustre italien sur la scène internationale du show-business », a été fraîchement accueilli par des affluents à la première projection de son *Young Toscanini*, sans doute à cause de ses déclarations intempestives sur les milieux juifs de Los Angeles qui seraient censés soutenir diaboliquement le film de Martin Scorsese (1).

Cet ancien assistant de Lucchino Visconti, catholique respectueux, n'en est pourtant pas à ses débuts dans le domaine musical — il a mis en scène pour le théâtre, le cinéma et la télévision quinze opéras, dont *Otello* — et il avait choisi un excellent sujet : la jeunesse de Toscanini, dont nous avons tous l'image d'un superbe vieillard mais dont l'apprentissage nous est mal connu.

A dix-huit ans, Toscanini, déjà génial et de fort méchant humeur, fait un scandale en déclarant aux autorités de la Scala de Milan, trop muflées à son goût, d'aller se faire voir ailleurs. Violoncelliste, il part tourner en Amérique du Sud dans un orchestre itinérant, débarque à Rio de Janeiro. Déjà, sur le bateau, il remarque une jeune veuve de charité qui s'occupe des pauvres et des malades. A Rio, il découvre que l'esclavage existe encore sous la houlette de l'empereur Pierre II (Philippe Noiret marcéssé de médailles, forte-

ment barbu) et fait la connaissance de Nadina (Elizabeth Taylor), cantatrice sur le retour, maîtresse de l'empereur et chargée du rôle d'Aïda. Nadina est une grande personnalité, orgueilleuse et colérique, qui le rejette avant de comprendre ce qui fait la séduction du bel Italien, un talent inouï, une autorité foudroyante, un sens de la justice irréfutable. La diva transforme la première représentation d'Aïda en manifestation anti-esclavagiste (l'esclavage sera aboli en 1888, deux ans plus tard) et le jeune maître commence alors son long règne.

Thomas Howell, qui fit ses débuts dans *ET*, de Spielberg, est un ravissant Toscanini, pas trop improbable, un peu joli, assez idole des jeunes Américains. On ne le voit pas vraiment s'imposer comme son tempérament modeste. Elizabeth Taylor, il faut l'avouer, est à mourir de rire. Peinte en noir pour jouer Aïda, majestueuse comme une des épouses du roi Farouk, elle ne sort de son rôle éveillé sur la condition humaine que pour jurer comme une mégère yankee : « Nom de Dieu, le piano n'est pas accordé ! ». Personnage caricatural, si peu vraisemblable qu'on ne saurait le trouver antipathique. Plus de mal tombée, la nouvelle œuvre de Zeffirelli est trop convenue pour elle, trop sage, bien-pensante comme une légende illustrée destinée aux classes de rattrapage et aux divertissements dominicaux des patronages. La grande Taylor est ailleurs. Toscanini aussi. Et nous avec lui.

MICHEL BRAUDEAU.

(1) Le substitut du procureur de la République de Venise a demandé samedi que soit classé le dossier de *Dernière Tentation du Christ*. Le juge d'instruction doit encore décider le non-lieu ou la poursuite de l'enquête. Le film de Scorsese devrait être complètement absous des accusations d'outrage à la religion et d'obscénité — par ce magistrat qui l'a visionné mercredi dernier en compagnie de tous ses pairs vénitiens. Les adversaires du film ne désarment cependant pas : l'auteur de la plainte a annoncé qu'il en déposerait une nouvelle à chaque fois qu'une projection du film serait annoncée en Italie. De leur côté, les chrétiens intégristes maintiennent leur menace de marche sur le Lido, où des mesures de sécurité spectaculaires sont prévues le mercredi 7 septembre, jour de présentation du film à la presse.

théâtre

cinéma



du câble citoyens!...

Les 4, 5 et 6 octobre, 1200 participants sont attendus à la Vidéothèque de Paris, en plein cœur du Nouveau Forum des Halles.

Ministres, élus, praticiens communaux, opérateurs, industriels, investisseurs, responsables de chaînes, publicitaires... tous ces décideurs vont se rencontrer pour développer le marché du câble.

MédiaVille 88 c'est : le Grand Prix des meilleurs réseaux câblés de France à l'Hôtel de Ville de Paris — des ateliers, des forums, des séances plénières — trois jours d'exposition pour se rencontrer et discuter.

Avec l'Association des Maires de Grandes Villes de France, MédiaVille 88 fait avancer le câble.

POUR RECEVOIR UN DOSSIER D'INSCRIPTION

ASSOCIATION DES MAIRES DE GRANDES VILLES DE FRANCE
Tél. (1) 45 48 14 16
OU RENVoyer CE BON
ASSOCIATION DES MAIRES DE GRANDES VILLES DE FRANCE
42, RUE NOTRE-DAME-DES-CHAMPS - 75006 PARIS



Mme, Mlle, M.
PRÉNOM
FONCTION/TITRE
ORGANISME
ADRESSE
TÉLÉPHONE



LA CORÉE DU SUD, UN PAYS PRESSÉ

D'avantage qu'un second Japon

Plus dépendantes de l'étranger, moins sûres de leur cohésion sociale, les grandes entreprises, moteurs de la croissance, doivent prendre des risques.

EN 1964, Tokyo rénovee accueille les Jeux olympiques, et le Japon fait son entrée économique internationale en devenant membre de l'OCDE. Septembre 1988, les JO se déroulent dans une Séoul aménagée et transformée. A Paris comme à Tokyo, on évoque la possibilité d'accueillir la Corée du Sud dans l'organisation des pays industrialisés.

Le parallèle s'arrête là. Les Sud-Coréens ne montrent guère d'emprisonnement pour rejoindre un groupe qui rassemble « un trop grand nombre de pays en déclin ».

La Corée du Sud va vite, très vite. Elle refuse toute contrainte qui risque de retarder son développement. Elle manifeste une confiance en soi qui trouve son origine dans le formidable essor de son économie. Avec une progression annuelle de son PNB de plus de 12 % en 1986 et en 1987, le pays a connu un des rythmes de croissance les plus rapides du monde depuis 1968. Durant les cinq premiers mois de 1988, le taux de croissance a même atteint 15 %, avec une augmentation de la production industrielle de 19 %.

Le moteur de cette croissance, c'est la pénétration des marchés étrangers avec une progression des exportations de 23 % en volume en 1988. C'est aussi une nouvelle menace pour les vieux pays industriels. Les Etats-Unis, qui avaient observé sans réagir, dans les années 60 et 70, la détérioration de leurs échanges avec le Japon, n'ont plus la même attitude passive quand il s'agit de la Corée du Sud.

Une longueurs d'avance

Il est vrai que celle-ci a affiché un solide commercial positif à l'égard des Etats-Unis de 10 milliards de dollars en 1987. Même si cet excédent doit diminuer en 1988, Washington veut limiter les ambitions d'un « second Japon ». Mais la Corée du Sud ne s'est pas contentée d'imiter le modèle japonais. Si l'est évident qu'elle s'est inspirée de la politique économique japonaise, elle a créé un autre type d'entreprise que les firmes japonaises, pour pouvoir assurer un développement plus rapide. L'Occident va devoir compter non pas avec deux Japans mais avec un Japon et une Corée, tous les deux aussi performants.

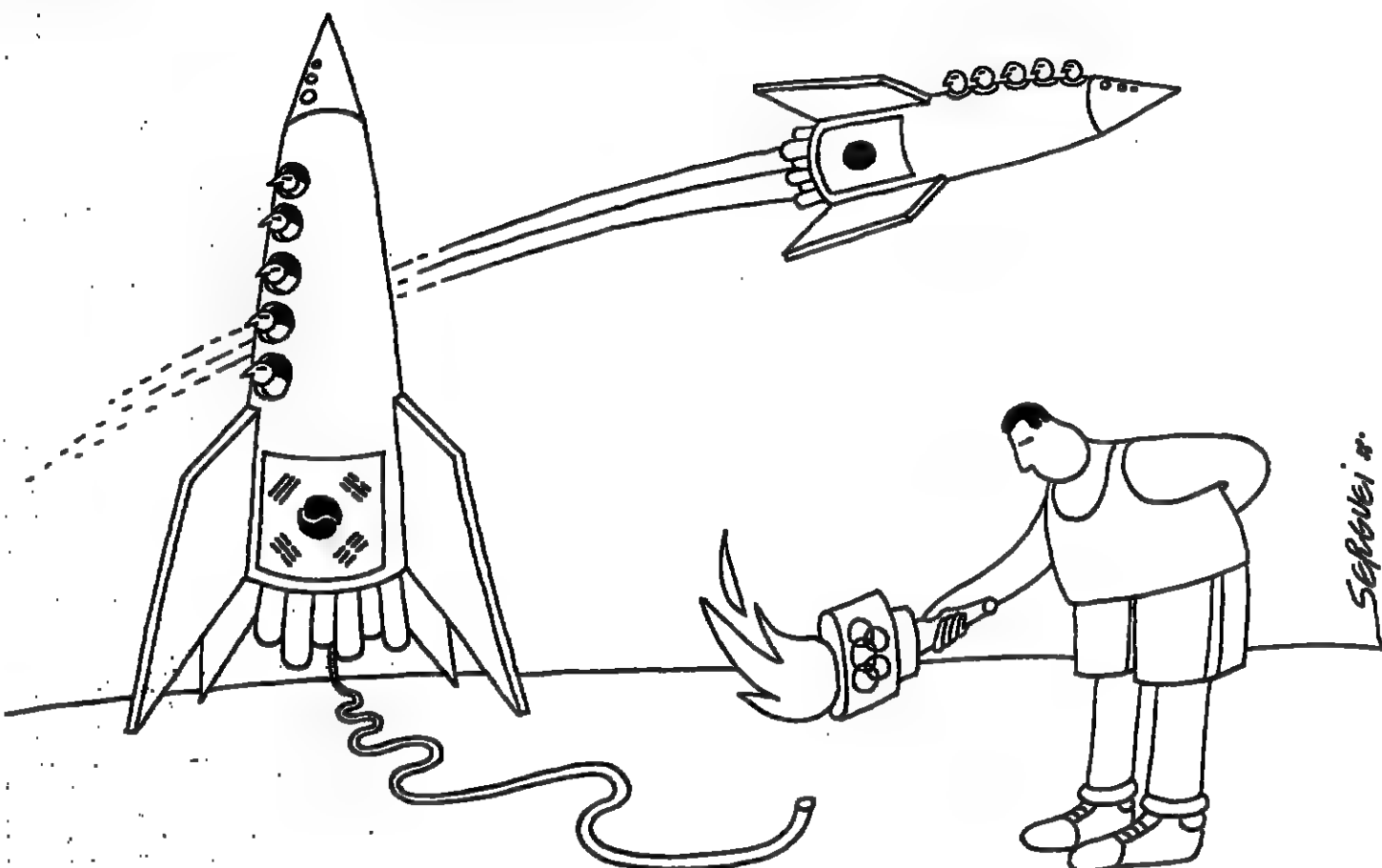
Le Japon a une longue tradition capitaliste et industrielle, alors que la Corée du Sud était, il y a trente ans encore, un pays rural.

Aujourd'hui, le poids du secteur industriel est comparable dans les deux pays : 34,1 % de l'ensemble des activités au Japon, 30 % en Corée du Sud, l'agriculture se situant à 9,3 % dans l'archipel contre 20 % dans la péninsule. Le secteur des services, peu productif mais traditionnellement important en Asie puisqu'il assure une certaine qualité de la vie et permet de maintenir des effectifs sous-employés, représente 56,5 % de la population active au Japon et 50 % en Corée du Sud.

Dans les deux cas, c'est l'industrie qui a permis la croissance. Celle-ci a obtenu des résultats sur les marchés étrangers grâce à l'emploi d'une main-d'œuvre bon marché travaillant et épargnant beaucoup. Aujourd'hui, en Corée du Sud, la durée hebdomadaire du travail est de cinquante-quatre heures sans compter les heures supplémentaires, et l'excédent de l'épargne sur l'investissement est de 5 points (36 % du PNB contre 31 %).

Les étapes du processus industriel ont été les mêmes. Le Japon dans les années 50, la Corée du Sud à la fin des années 60, ont d'abord produit des textiles, bon marché qu'ils ont écoulés sur le marché mondial, puis ils ont développé des industries lourdes comme la sidérurgie et les chantiers navals, avant de devenir successivement les principaux fournisseurs mondiaux de produits de grande consommation : habits, semi-conducteurs, produits ménagers, produits électroniques.

Le Japon garde une longueur d'avance sur la péninsule. Il a sauté l'étape des technologies de pointe, que la Corée du Sud n'a toujours pas franchie, comme le montre le déficit commercial nippo-coréen au détriment de Séoul (4 milliards de dollars). La Corée du Sud continue ainsi à importer massivement des techniques japonaises, même si, pour obtempérer aux pressions américaines, elle commence à s'équiper aux Etats-Unis. Aujourd'hui, on estime que la part étrangère est de l'ordre de 15 % dans un composant électronique sud-coréen, de 5 % dans un automobile exportable, de 5 % dans un véhicule destiné au marché intérieur et de 20 % dans une centrale nucléaire.



Ces pourcentages, la Corée du Sud s'efforce de les réduire. Pour atteindre cet objectif, elle consacre 3 % de son PNB à la recherche et au développement. Il reste à savoir si la hâte coréenne est compatible avec un effort de recherche, qui se déroule nécessairement sur une longue période. On peut fabriquer rapidement des produits de consommation, il faut beaucoup de temps pour mettre au point des produits à haute valeur ajoutée comme le font maintenant les entreprises japonaises.

Dans des conditions difficiles

La Corée du Sud a suivi le Japon non seulement en matière de développement industriel, mais aussi dans le domaine financier. La démarche a été la même, prudente. On a ouvert le marché des capitaux à des entreprises à l'égard des banques, mais lentement, à petits pas. On a émis des obligations pour forcer les sociétés à faire appel au public. On a ouvert le pays aux investisseurs étrangers, tout en les contrôlant et en les orientant vers des secteurs prioritaires.

La Corée du Sud s'est inspirée du modèle japonais. Mais elle l'a fait dans des conditions difficiles.

La croissance nipponne s'est effectuée sur une période de cent ans. Dans les années 60, le Japon a disposé d'atouts non négligeables : le pétrole importé à bon marché, un dollar élevé, et ni aux Etats-Unis ni en Europe ne se posait le problème de la fermeture des frontières aux produits asiatiques.

Le développement de la Corée du Sud a été beaucoup plus risqué. Il s'est fait dans un environnement hostile : augmentation du prix du pétrole, apparition du protectionnisme. La Corée du Sud consacre en outre 6 % de son PNB à sa défense nationale, alors que les dépenses militaires japonaises ne dépassent pas 1 % du PNB.

Tandis que les entreprises japonaises avaient commencé par écouler leurs produits sur le marché intérieur, les entreprises sud-coréennes ont dû se battre tout de suite sur les marchés extérieurs afin de se procurer des devises pour pouvoir s'équiper rapidement. Dans ces conditions, la dépendance de la Corée du Sud à l'égard de l'étranger est considérable. Son commerce extérieur avoisine les 80 % du PNB, alors qu'au Japon il ne dépasse pas 30 %. Le Japon n'a jamais eu besoin de se porter massivement sur les marchés internationaux, alors que la dette coréenne

s'élève encore à 35 milliards de dollars.

Cet environnement difficile a révélé une Corée remarquablement habile et aguerrie. Sa politique économique est menée par une équipe de hauts fonctionnaires, titulaires le plus souvent d'un doctorat d'une bonne université américaine. Ils se répartissent entre la Maison Bleue, qui abrite la présidence, le ministère des finances et le conseil de planification économique. Ce sont eux qui depuis le début des années 60 définissent les grandes orientations et imposent les moyens pour les mener à bien. Ce sont eux qui décident les affectations de crédits à tel secteur ou à tel type d'entreprise grande ou petite. En Corée du Sud, en situation d'urgence économique, l'Etat reste directif. Au Japon, où l'on a le temps, le MITI s'efforce de convaincre, et d'obtenir un consensus, avant de prendre une décision.

Contre le temps

Dans sa course contre le temps, l'administration de Séoul a quelques atouts que n'ont pas ou que n'ont plus les Japonais. L'économie sud-coréenne est dominée par une quinzaine de groupes aidés par l'Etat. Ceux-ci ont pris leur essor au début des années 80 et ne res-

semblent pas aux grands groupes japonais actuels qui se sont progressivement spécialisés dans une branche. Les sociétés coréennes ressemblent aux groupes japonais d'avant-guerre, les *zaibatsu* brisés par le général MacArthur.

Mais si les *chaebol*, les groupes sud-coréens, sont avant tout des conglomérats, présents dans de nombreux secteurs, la multiplicité de leurs activités est aussi une faiblesse potentielle. Leur organisation leur interdit, pour le moment, d'obtenir une première place dans la compétition mondiale.

Leur seconde faiblesse a trait à la gestion. Les *chaebol* Daewoo, Samsung, Hyundai, Sangyong ont été édifiés par des entrepreneurs tout-puissants qui, seuls, décidaient. Les choix n'ont pas toujours été effectués pour des raisons professionnelles. Hyundai et Samsung sont entrés en compétition pour construire le plus haut immeuble de bureaux de Séoul. Tel groupe s'est lancé dans telle activité uniquement pour imiter un concurrent. Hyundai a décidé de vendre des automobiles aux Etats-Unis sans procéder à une quelconque étude de marché.

De Séoul,
JEAN-MARIE DOUBLET.
(Lire la suite page 16.)

LA VOIE D'EAU A L'ÉTIAGE

L'onde de choc de 1993

Il faut transformer le réseau, diversifier les débouchés et rompre avec les pratiques malthusiennes.

Par ÉMILE QUINET (*)

qui porte le moins atteinte à l'environnement.

En fait, les atouts de la voie d'eau sont aussi ses faiblesses. Si ce mode de transport est peu coûteux et économe en énergie, c'est parce qu'il est lent. La vitesse se paie. Mais elle paie et les chargeurs sont prêts à déboursier pour elle, surtout avec la structure de la production moderne, de plus en plus composée de biens légers dont la valeur à la tonne est élevée, qu'on transporte en relativement faible quantité.

Ces évolutions ne sont pas favorables à la voie d'eau, adaptée aux transports massifs réguliers de matières premières ou de produits agricoles. Mais maintenant la croissance est fondée sur les ordinateurs, et plus sur la sidérurgie

comme c'était le cas au dix-neuvième siècle. Aussi, la part du trafic fluvial dans le trafic total est-elle revenue de 10 % en 1970 à 5 % en 1987. Mais les moyennes nationales recouvrent de fortes disparités régionales. La part, nulle là où il n'y a pas de voie navigable, peut atteindre 30 % dans les régions dotées de bonnes infrastructures.

Trop long et trop court

Le réseau des voies navigables est à la fois trop long et trop court. Moins étendu que celui du chemin de fer et des routes, il ne dessert qu'une faible part du territoire, un

(*) Professeur à l'Ecole nationale des ponts et chaussées.

handicap quand les destinations se diversifient, sauf à recourir à des transports terminaux accompagnés de ruptures de charges lentes et coûteuses. Il est aussi trop étendu : produit d'une longue histoire, il comporte des sections datant du dix-septième siècle, merveilles d'ingéniosité et de beauté, qui font honneur aux ingénieurs de l'époque, mais qui sont totalement dépassées.

Le réseau Freycinet de la fin du dix-neuvième siècle ne permet de faire passer que des péniches de 300 tonnes, d'exploitation coûteuse et de construction ancienne, alors que les voies à grand gabarit autorisent des convois poussés de 3 000 tonnes, plus récents et plus efficaces. Mais en France ces voies modernes sont courtes, ce qui en réduit l'efficacité : le Rhône, le Rhin, la Moselle, la Seine depuis Paris, les canaux du Nord de Dunkerque à Valenciennes. Rien de comparable avec le puissant réseau qui irrigue la Belgique, les Pays-Bas, la RFA, et qui permet à la voie d'eau d'assurer de 20 % à 30 % du trafic total dans ces pays.

(Lire la suite page 18.)

3^e CYCLE ISG

4 programmes en 1988 - 1989

pour ingénieurs, maîtrises, DEA, DESS, IEP, médecins, pharmaciens, architectes et cadres d'entreprise

- Programme multinational à Paris, New-York et Tokyo
- Marketing et communication pharmaceutique
- Ingenieur d'affaires internationales
- Création, reprise et redressement d'entreprise.

sessions de recrutement du 30/09 au 03/10 : inscriptions avant le 17 septembre.

Institut Supérieur de Gestion
établissement libre
d'enseignement supérieur
8 rue de Lota 75118 Paris
(1) 4553 60 00

ISG

مكتبة من الأصل

Industrie : Daewoo au 35^e rang international

Un groupe qui joue l'ouverture sur l'extérieur pour gagner son indépendance technologique.

DAEWOO, l'un des quatre grands groupes industriels sud-coréens avec Hyundai, Lucky Goldstar et Samsung, se classe, selon le palmarès 1988 de la revue américaine *Fortune*, au trente-cinquième rang international (hors États-Unis). Il va ouvrir sa première usine en France en septembre, à Longwy, pour produire des fours à micro-ondes.

Diversifié, il est présent à la fois dans le textile, la sidérurgie et les chantiers navals, l'électronique et la chimie, l'automobile et les travaux publics, l'armement et la finance. Mais une de ses particularités est de produire pour des firmes mondialement connues qui commercialisent sous leur propre marque, comme General Motors, IBM, Caterpillar ou Toshiba.

En 1967, l'année de sa création, Daewoo Corporation, c'était seulement trente personnes fabriquant des aiguilles de machine à coudre et vendant à l'étranger des textiles pour quelque 600 000 dollars. Vingt ans plus tard, le groupe compte 120 000 salariés et a exporté pour 3,38 milliards de dollars — 10 % du total des exportations sud-coréennes — soit cinq mille cinq cents fois plus...

Ce succès est avant tout celui de son fondateur et président, M. Kim Woo Choong (le Monde du 10 juillet 1984). Ce fils d'industriel, âgé de cinquante-deux ans, sorti des meilleures écoles, a créé de toutes pièces avec trois associés la première société commerciale coréenne sur le modèle des *zaibatsu* japonais (en coréen *chaebol*). Daewoo — « Grand univers » — est très vite devenu un véritable empire industriel de trente et une sociétés regroupées en neuf branches, et de six filiales en Corée et d'une quinzaine à l'étranger, où le groupe a ouvert une soixantaine de bureaux.

Sacrifier sa famille

Tiré à quatre épingles, s'exprimant dans un excellent anglais, M. Kim reçoit quand il est à Séoul — il voyage deux cents jours par an, dit-il, et affirme n'avoir pris dans sa vie qu'une demi-journée de vacances, pour le mariage de sa fille — dans son grand bureau, au vingt-cinquième étage de l'immeuble Daewoo, situé entre l'hôtel Hilton, qu'il possède, et la gare centrale.

C'est souvent sous ses fenêtres que manifestent étudiants en

colère ou syndicalistes revendicatifs. Pour lui, il n'y a pas de mystère au « miracle » coréen ou à celui de Daewoo : il y a la devise maison, « Défi, sacrifice et créativité » et le leadership.

« Je pense qu'un dirigeant doit toujours se sacrifier. C'est facile : si on prend soin de sa famille, de ses amis, de ses hobbies, si on profite de la vie, alors on ne pourra atteindre qu'un niveau moyen. Mais si on est capable de sacrifier sa famille et ses amis, et de se concentrer, alors c'est différent, on progressera mieux et plus vite. Il n'y a aucune différence entre la Corée du Sud et les pays occidentaux pour ceux qui travaillent dur (...). Il ne faut jamais relâcher son effort. »

Il faut aussi « œuvrer pour les générations suivantes », pas

fondée sur l'idéologie confucéenne.

Prêt à se sacrifier, M. Kim en attend de même de ses employés. Dans ses rapports avec un personnel qui, à 90 %, sort du lycée, il préconise le « consensus ». Peut-être sa conception du consensus n'est-elle pas toujours comprise quand il exige une mobilisation totale, une discipline de fer ; ce qui expliquerait les grèves très dures que Daewoo a subies il y a quelques mois.

Un des amis de M. Kim, membre du gouvernement, nous a dit son admiration pour son « courage quand il a fait front lui-même aux grèves ». Plus réaliste, il reconnaît que les temps ont changé depuis l'époque où *chaebol* et gouvernement mar-

quelques-uns ; maintenant il faut qu'ils aillent à un plus grand nombre. Certains sont très inquiets à propos des syndicats et des étudiants. Pas moi. Je suis optimiste ! Nous n'avons pas le choix. Certes, il y a des mauvais dirigeants qui les manipulent, mais cela passera avec le temps. »

La force de Daewoo a toujours été son extraordinaire capacité d'adaptation à la situation, et le flair du président : le premier, il avait senti l'extraordinaire potentiel du marché textile américain ; très vite, il a compris qu'il valait mieux jouer le jeu de la « coopération internationale », s'associer avec de grandes sociétés internationales — et pas seulement japonaises — acheter leurs brevets ou former des joint-ventures, sources de transferts de technologie, clés pour de nouveaux marchés.

Daewoo est le *chaebol* le plus ouvert, celui qui fait le plus de chiffre d'affaires à l'étranger. D'abord dirigée vers les États-Unis et le Japon, sa stratégie commerciale s'est orientée vers l'Europe occidentale. Les équipes d'analyses-maison y ont vu un marché potentiel ; prenant au sérieux l'échéance 1993, ils préparent le grand marché unique européen par un programme d'implantations.

« Coopérer avec les Français »

Dans cette perspective, précise M. Kim, « notre usine de Longwy représentera un grand avantage pour nos ventes dans la CEE. Si cette expérience réussit, nous nous diversifierons vers l'électronique. Nous sommes prêts à coopérer avec les Français ; ils ont une bonne technologie de base, mais ne sont pas très développés dans le domaine de la commercialisation. Nous avons créé une joint-venture avec Thomson (1) et nous sommes prêts à discuter avec eux dans le domaine de la défense ». Mais les Français seront-ils réceptifs aux méthodes de gestion de Daewoo ?

Aujourd'hui, M. Kim Woo Choong s'intéresse aux pays communistes, sa « nouvelle frontière ». « Le bloc de l'Est, c'est un marché ouvert. Jusqu'à présent, nous ne faisons des affaires qu'avec le monde libre, c'est-à-dire avec seulement la moitié de la planète. Maintenant nous avons un bureau en République démocratique allemande et nous espérons en ouvrir dans les autres pays d'Europe orientale. »

Sans oublier cette Chine à la fois si proche et si lointaine, cet immense marché potentiel auquel tous les présidents sud-coréens rêvent... et où Daewoo a investi dans une « Zone économique spéciale ». En attendant, Daewoo ne néglige pas non plus le marché local, gonflé par la forte hausse des salaires qui a suivi le retour à un régime démocratique depuis 1987.

En même temps, M. Kim, qui se veut un « créateur », a senti que son groupe, à l'instar de la Corée du Sud, avait dépassé le stade de fournisseur à bon marché de produits de bas de gamme. C'est pourquoi il investit, dans les

hommes comme dans la recherche et le développement. La formation de base de son personnel, au niveau du bac, le rend plus adaptable aux techniques et aux méthodes nouvelles. Son encadrement sort des meilleures universités coréennes ou étrangères et il a pour objectif le chiffre de mille titulaires d'un doctorat en 1990.

8 % pour la recherche

Cependant, 8 % du chiffre d'affaires sont consacrés à la recherche « pour développer le savoir et la technologie que nous ne possédons pas. Pour le moment, nous avons le hardware, mais nous sommes très pauvres en technologies de base, trop dépendants des États-Unis et de l'Occident. Notre recherche n'est pas assez développée, nous manquons de savoir et nous devons acheter notre technologie, nos licences, créer des joint-ventures. »

Pour le moment, nous pouvons seulement copier, modifier, améliorer. Nous étudions la question depuis 1980. Mais l'investissement dans ce domaine coûte cher et prendra longtemps. Il nous faudra du temps pour acquérir notre propre technologie. Plus prudent que certains qui voient la Corée du Sud entrer dans le groupe des pays développés dès la prochaine décennie, le président de Daewoo se contente de penser : « En l'an 2000, nous pourrions introduire notre propre technologie. »

Créateur, M. Kim est aussi un dirigeant qui « prend beaucoup de risques ». Il le reconnaît : son groupe est très endetté, avec un faible ratio de solvabilité, mais aussi un taux de croissance à faire rêver un industriel français : augmentation des ventes de 77 % par an dans les années 70, de 27 % entre 1980 et 1986, de 16 % en 1987 (en dollars), en dépit d'une médiocre conjoncture internationale. Les exportations de voitures ont grimpé de 205 % en 1987 et devraient augmenter de 100 % cette année.

Toutefois, cette croissance est fragile, surtout dans un groupe dominé par une aussi forte personnalité. M. Kim en est tellement conscient qu'il a écarté sa famille — chose rare en Corée — de la gestion de Daewoo et qu'il donne, graduellement, plus d'autonomie à ses différentes branches, avec pour objectif final qu'elles acquièrent leur « indépendance », sous la direction de gestionnaires qui auront fait leurs preuves. Une fois sans doute qu'il aura pris sa retraite.

Il faut savoir s'en aller. Bien sûr, c'est très difficile, mais il faudra que je le fasse, plus tôt qu'on ne l'attend. Peut-être dans dix ans ? Mais un bon dirigeant doit être un modèle. Car en Corée, comme pour M. Kim Woo Choong, nourri aux mamelles du confucianisme, toute histoire doit avoir une morale.

De Séoul
PATRICE DE BEER.



pour soi, pour sa société et ses actionnaires, mais pour le pays. C'est notre devoir. C'est ainsi que les Coréens, estime M. Kim, « ont montré aux autres qu'ils étaient capables de se mesurer à eux ». Car chaque Coréen est profondément nationaliste, convaincu au fond de lui-même de la supériorité d'une société homogène

chaînant la main dans la main, tirant profit d'une main-d'œuvre docile et peu payée.

« Nous nous trouvons dans une période de transition vers la démocratie, dit-il. Nous en avons besoin, mais nous devons essayer qu'elle ne soit pas trop longue. Avant, les profits étaient pour

Davantage qu'un second Japon

(Suite de la page 15.)

Ce fut un succès, mais il n'en va pas toujours ainsi. Le plus grand fabricant de chausures au monde, le groupe Kijae, s'est effondré il y a pas si longtemps. Peu importe. L'État est là pour renflouer.

Le 6 juillet dernier, le ministre des finances a reconnu que le gouvernement avait annulé pour 1,3 milliard de dollars de dettes des entreprises, soit 7 % du PNB. Un observateur japonais faisait valoir qu'une telle décision aurait été impossible au Japon. En 1965, la Banque du Japon avait porté secours à la compagnie boursière Yamaichi, mais depuis il n'y a eu aucune intervention de ce type.

Les *chaebol* prennent des risques en voulant tout faire. A la différence des groupes japonais, ils sous-traitent peu. Les PMI ne sont donc pas assez nombreuses. Le gouvernement a pris les choses en main et poursuit un effort important, notamment en matière de crédit, en faveur des petites entreprises. Mais il y a un long chemin à faire avant de créer un véritable tissu industriel.

Les *chaebol* proclament qu'ils ont adopté les mêmes principes de gestion des ressources humaines que les entreprises nippones : l'emploi à vie, la rémunération à l'ancienneté, le syndicalisme maison. Mais en Corée des salariés n'hésitent pas à quitter leur entreprise ; les jeunes cadres sont embauchés à des salaires élevés, à égalité avec les cadres âgés, et l'interpénétration entre le syndicat et la direction du personnel

qui prévaut dans la grande entreprise japonaise est inexistante. En outre, l'échelle salariale est de 1 à 10 en Corée du Sud, contre 1 à 7 au Japon. Il en résulte une malaise dans l'entreprise sud-coréenne, révélateur des conflits du travail très fréquents. On est loin du consensus social à la japonaise.

Le système sud-coréen a montré son efficacité. Les acteurs sont rapides, aptes à saisir des occasions et à prendre des risques. Les personnalités jouent un rôle primordial. Le système japonais a su imposer des mécanismes de concertation, gommant les conflits trop visibles. La Corée du Sud a besoin d'aller vite. Elle en éprouve un sentiment de supériorité. Sa stratégie s'impose sur la scène internationale.

La Corée du Sud est devenue le principal fournisseur mondial de produits à grande consommation. Le Japon a d'autres sujets de préoccupation. Il cherche des créneaux stratégiques qui le rendront indispensable au niveau mondial. Le Coréen, qui estime que le Japonais n'a pas réussi à développer un mode de vie agréable, souhaite consacrer beaucoup plus rapidement que son rival une partie importante de sa richesse à la consommation. Là encore il est pressé. Mais il serait vain d'espérer que s'il se crée un marché intérieur la Corée du Sud perde son dynamisme et son agressivité à l'extérieur.

De Séoul,
JEAN-MARIE DOUBLET.

Faites une affaire avec un de nos derniers modèles 88 !

Nous vous proposons :

- 104 Style Z Gris fumé métallisé
- 205 XR 1124 et 1360 cm³ Blanc, Gris Winchester
- 205 XT-TO Gris graphite
- 205 GTI 115 et 130 cv
- 205 GRD et SRD
- 305 GLS Diesel Gris Futura, Gris Winchester
- 309 XS Rouge Vallélunga
- 309 GR Beige Tibesti
- 309 GTI Gris graphite, Rouge Vallélunga
- 505 GRD Bleu glacier
- 405 GR et SR 1,9i



NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

12 mois de formation haut niveau.
7 mois de stages spécialisés en entreprise.

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou deux ans de Prépa.

CONCOURS : septembre

Renseignements :
Tél. : 47 66 84 22

Desire recevoir une brochure détaillée du 2^e cycle de Gestion du Personnel.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 63, avenue de Villiers, 75017 Paris
Etablissement privé d'enseignement supérieur

IGS - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

TROISIÈME CYCLE DE MANAGEMENT

10 mois de formation
7 mois de mission en entreprise

- Agir en généraliste de l'entreprise
- Maîtriser les compétences d'une fonction

3 SPÉCIALISATIONS

- Management, finance et contrôle de gestion
- Management de la qualité totale
- Management des ressources humaines et communication

ADMISSION : diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, de gestion, I.E.P., maîtrises) et jeunes cadres.

CONCOURS : septembre

Renseignements : (1) 47 66 84 22

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ Ville _____

Code Postal _____

souhaite recevoir une brochure du 3^e Cycle de Management

Cocher la spécialisation choisie :

- ☐ Management, finances et contrôle de gestion.
- ☐ Management de la qualité totale.
- ☐ Management des ressources humaines et communication.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 63, avenue de Villiers, 75017 Paris
Etablissement privé d'enseignement supérieur

AGRICULTURE : le

ESAM

Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

1. **AGRICULTURE**

2. **AGRICULTURE MÉCANISÉE**

3. **AGRICULTURE D'ÉLEVAGE**

4. **AGRICULTURE D'ÉLEVAGE MÉCANISÉE**

5. **AGRICULTURE D'ÉLEVAGE MÉCANISÉE**

6. **AGRICULTURE D'ÉLEVAGE MÉCANISÉE**

7. **AGRICULTURE D'ÉLEVAGE MÉCANISÉE**

8. **AGRICULTURE D'ÉLEVAGE MÉCANISÉE**

9. **AGRICULTURE D'ÉLEVAGE MÉCANISÉE**

10. **AGRICULTURE D'ÉLEVAGE MÉCANISÉE**

LA CORÉE DU SUD

UN PAYS PRESSÉ

Agriculture : le malaise paysan

L'Etat ne cherche pas à retenir ceux que les dettes poussent à quitter la terre.

PAR endroits, des paysans accroupis plantent des fleurs sur les bas-côtés. Sur des kilomètres, les routes coréennes sont ainsi fleuries en vue des Jeux olympiques. Pourtant, les campagnes ne vivent pas à l'heure des Jeux et l'atmosphère y est morose. Les agriculteurs sont mécontents. « Vous pouvez demander à n'importe quel paysan, ici, tout le monde s'en moque. » Que ces J.O. rapportent quelque chose ou non au pays, ce n'est pas leur problème. Au contraire, cela ne fera qu'accroître les disparités entre les campagnes et les villes. « Ces quelques commentaires de paysans dénotent un état d'esprit.

A Sabol, petit village à quelques kilomètres de Sangju, au sud-est de la péninsule, dans la province de Kyongsang du Nord (voir carte page 18), nos interlocuteurs ne ménagent pas leurs critiques à l'égard du gouvernement. Il est vrai qu'ils font partie du Mouvement paysan catholique, organisation ne représentant qu'une minorité active d'une paysannerie dans l'ensemble amorphe et qui n'ose pas s'engager.

Le malaise n'en existe pas moins. Les villages se vident : les vieux meurent et les jeunes préfèrent aller à la ville, soit pour se marier (les jeunes filles ne veulent pas épouser un agriculteur), soit pour y faire étudier leurs enfants. Un Coréen sur cinq est paysan. Mais rares sont ceux qui pensent qu'il y a un avenir dans l'agriculture.

La route qui mène à Sangju traverse l'un des greniers à riz du pays, la grande plaine de Han Chang. Comme ailleurs en Corée, le paysage est celui d'un agriculteur riche. Pas une parcelle de terrain qui ne soit marquée par le travail humain. Le paysage est beau : au relief accidenté s'ajoute une végétation luxuriante favorisée par les moussons. De vallées en vallées, partout où l'irrigation est possible, le vert tendre (vivant au blond doré lorsque le temps de la

moisson arrive) des rizières ondulantes s'harmonise avec celui plus foncé des champs d'orge. A l'assaut des collines, le maïs, le sésame ou le millet. Plus haut, le vert sombre des pins.

En vingt ans, les campagnes coréennes ont connu un développement remarquable en matière d'irrigation, de routes ou d'électrification. Et pourtant, depuis le milieu de la décennie, depuis le milieu des années 70, chaque année, trois cent cinquante mille agriculteurs ont quitté la terre et sont venus grossir la population des villes. En 1987, un record : un million trois cent mille personnes ont émigré de la campagne vers des centres urbains, selon une enquête du bureau de planification économique fondée sur les statistiques de délivrance de certificats de résidence.

Des coûts de production élevés

L'agriculture coréenne apparaît à bien des égards à un tournant. Elle est confrontée à un dilemme familial aux Japonais par exemple : ses coûts de production sont élevés — avec comme conséquence un marché fermé — et elle est en butte aux pressions extérieures, notamment américaines, pour libéraliser les importations. Le gouvernement dispose d'une faible marge de manœuvre pour satisfaire ses partenaires, rationaliser la production et protéger les petits agriculteurs.

La réforme agraire du début des années 50 a dépossédé les grands propriétaires sans leur fournir des compensations suffisantes (par suite de l'inflation due à la guerre) pour financer des industries locales. La terre a été distribuée aux paysans. Mais

aujourd'hui, avec guère plus de 1 hectare en moyenne, une famille ne peut vivre.

Ces dernières années, la politique du gouvernement n'a pas amélioré la situation. Après avoir contribué au développement des nouvelles communautés (Saemaul), lancé par le président Park Chung Hee au début des années 70, est devenu entre les mains du frère de l'ex-président Chun Doo Hwan (récemment arrêté et jugé pour corruption) complètement inefficace.

En matière d'élevage bovin, entre 1982 et 1984, le ministère de l'Agriculture a encouragé les paysans à accroître leur cheptel, qui, de un million trois cent mille têtes en 1981, est passé à deux millions neuf cent mille en 1985. Mais, conjuguées aux importations en provenance des Etats-Unis, cette augmentation de la production a conduit à une chute des prix de la viande. Les dettes des paysans se sont accrues tandis que le gouvernement doit partiellement ouvrir le marché national, ce qui crée des tensions.

Représentant 20 % du total de la population, la paysannerie n'en élève pas moins, par le jeu d'un découpage électoral favorisant les campagnes — foyer du conservatisme — près de la moitié des députés. En outre, la défense de la paysannerie et la fermeture du marché aux importations bénéficient du soutien de l'opinion publique, même si les habitants des villes paient leur riz cinq fois plus cher que s'ils l'achetaient au cours mondial. (La sécurité des approvisionnements dans un pays qui s'estime menacé par le Nord est à l'origine de cette situation).

Des laissés-pour-compte

Les agriculteurs se considèrent comme des laissés-pour-compte de la croissance. Leurs revenus ne représentent guère plus de 85 % de ceux des habitants des villes. Mais leur vie s'est considérablement améliorée en une trentaine d'années grâce à la mécanisation et les produits de consommation, comme les postes de télévision ou les réfrigérateurs, ne sont plus rares dans les campagnes. En outre, se met en place progressivement un système de sécurité sociale pour les agriculteurs qui devrait alléger leurs dépenses.

Plusieurs facteurs contribuent néanmoins à les faire quitter la terre. D'abord l'agriculture a perdu le prestige que lui conférait naguère la tradition confucéenne. « Je ne veux surtout pas que mes enfants restent à cultiver la terre, nous dit une paysanne de Sabol âgée d'une quarantaine d'années. Il faut s'occuper des parents, des enfants, de la rizière et pour en retirer quoi ? A peine de quoi vivre décemment. En ville, nos enfants auront un avenir. Pas ici. » Dans une telle atmosphère d'exode latent, ceux qui restent ne se sentent que davantage des frustrations.

Nos interlocuteurs se plaignent d'abord de leur endettement croissant (+ 25 % en moyenne ces deux dernières années). Au total la dette paysanne s'élève à 8 000 milliards de wons (56 milliards de francs). « Ce qui représente à peine le montant des prêts à taux préférentiel consentis aux grands conglomérats industriels par le gouvernement », affirme le secrétaire du Mouvement paysan catholique de la région d'Andong. En moyenne chaque famille a emprunté pour 4 millions de wons (1 won = 0,007 franc) auprès de la Fédération nationale des coopératives agricoles, plus de 2 millions auprès des prêteurs privés. Ceux-ci sont souvent des fonctionnaires ou des paysans riches qui prêtent aux villageois à un taux largement supérieur (24 % par an).

Un remembrement de fait

L'exode rural a conduit à un remembrement de fait. Ceux qui émigrent vers les villes vendent leurs terres à ceux qui restent ou les placent en fermage : les terres sont à 30 % cultivées par des paysans à qui elles n'appartiennent pas. Il y a de plus en plus d'ouvriers agricoles avec l'apparition de grandes propriétés de 20 à 30 hectares.

Le Mouvement paysan catholique demande aussi une démocratisation de la Fédération des coopératives, qui joue le rôle de banque rurale et d'intermédiaire entre la paysannerie et les autorités. Cet organisme n'a de coopérative que le nom car la direction est entre les mains de fonctionnaires nommés par le gouvernement. Ayant posé les statuts, les membres du Mouvement paysan ont exigé des élections et obtenu un droit de contrôle sur la gestion d'un permis de mettre en lumière nombre d'irrégularités.

De même le prix du riz, denrée alimentaire de base, est décidé chaque année par le gouvernement en fonction de critères qui ne sont pas rendus publics. En fait, le gouvernement achète du riz sur le marché international (à environ 20 000 wons le sac) et le revend en Corée au prix fixé (76 000 wons), encaissant de solides bénéfices, alors que depuis 1985 le pays est théoriquement autosuffisant.

La politique agricole est en tout cas incapable d'enrayer l'exode rural. Faut-il penser comme le secrétaire du Mouvement paysan que ses errements sont l'expression d'une attitude délibérée du gouvernement qui entretient par l'exode rural un afflux de main d'œuvre bon marché en ville permettant aux entreprises de contenir les salaires ? Sans doute y a-t-il une part de vérité dans cette vision peut-être quelque peu mécaniste du fonctionnement de l'économie. Le gouvernement ne semble guère pressé d'agir, luttant entre les pressions extérieures pour l'ouverture du marché et les demandes des paysans, tout en profitant de la passivité de l'opinion publique qui subit le prix élevé des denrées alimentaires sans manifester d'irritation réelle.

De Sangju, PHILIPPE FONS.

HUMEUR

L'âne et l'étudiante

par BERNARD MARIS (*)

L'OCCASION du séminaire fondamental de micro-économie, organisé chaque été par l'université autonome de Perpignan sur la petite plage de Collioure, au pied de la vieille église de pierres et de briques, nous discussions les yeux mi-clos des fondements de notre belle science, et particulièrement de la fin malheureuse du quadrupède possédé par Jean Buridan, mort de faim et de soif entre un seau d'eau et un sac d'avoine, entre lesquels il ne put se décider.

Il apparut clairement que le consommateur, héros des temps modernes, malicieux personnage, doté d'un sens aigu de l'information, d'anticipations rationnelles, d'absence d'illusion monétaire et de toute une panoplie de brevets d'intelligence qu'il pousse avec son caduc au milieu des rayons de lessives entre lesquelles il saura, lui, choisir, notre merveilleux consommateur, donc, n'est pas comme cette pauvre bête, abruti de travail sans doute.

Jean Buridan, son maître, casuiste, élève de Nicholas d'Oresme, évêque de Lisieux et inventeur de la fameuse loi fausement attribuée au pape Thomas d'Aquin (« La mauvaise monnaie chasse la bonne »), manqua lui aussi de finir mal, si l'on en croit François Villon : « La reine commande que Buridan fût jeté en un sac en Seine, mais où sont les neiges d'antan ? » Nous plaignîmes Jean Buridan.

La question des propriétés de bonté et de bérgeries landaises abandonnées, Lydia Lopokova, brunette aux yeux vifs, appliquée à passer une crème protectrice, remarqua, tandis que nous suivions le tracé de ses doigts, que la rationalité du consommateur s'exprime non par la réalité du choix, mais par sa transitivity. « Comment cela, Lydia ? — Eh bien, s'il préfère un vélo à la soupe, et une auto à un vélo, il doit préférer une auto à la soupe. »

La perfidie anglaise

Et Lydia de citer un autre exemple de transitivity et de perfidie anglaise. Robert Graves, le grand Robert Graves, l'auteur des Mythes grecs, établit un classement de propriétés des troupes au front pendant la guerre de 14 : « Nous tombâmes d'accord pour établir le classement suivant : Anglais et protestants allemands, Irlandais du Nord, Gallois, Canadiens, Irlandais et catholiques allemands, Ecossais, Indiens mahométans, Algériens, Portugais, Belges, Français. »

metans, Algériens, Portugais, Belges, Français. »

Sans doute la dernière place est-elle donnée aux Français par malveillance pure. Graves ne cessant d'affirmer que les Anglais, en 1914, rêvaient de se battre contre eux aux côtés des Allemands. Il termina sa curieuse vie érudite et poétique chez les Mayas, des Espagnols mélangés d'Arabes, preuve de sa mansuétude affective.

Mais l'obsession de la propriété se retrouve chez les économistes, puisque, de Vilfredo Pareto à Gérard Debreu, l'économie ne cesse de s'élever vers plus de pureté.

Le culte de la virginité

Ce culte de la virginité, cette « mariologie » économique, nous conduisit au classement provisoire : économistes mathématiciens ; économistes micro-économistes ; monétaristes ; économistes du commerce international ; économistes de la production ; économistes du développement ; économistes du travail.

Certain prétendit l'économiste du travail plus douter même que le sociologue. Tel autre achemina l'exemple de la fille préférée aux cousines préférées (sauf exception) aux voisines. « Mais, dit Lydia, représentant son pot de crème, tous les choix humains ne sont pas transitivity. »

Envoi de l'assistance. « Ainsi l'arrivé n'est pas transitivity. » En effet. Les amis de mes amis ne sont pas précisément mes amis. « Et l'amour non plus... » Soupir général. C'est vrai ! Tous les mariages savent que l'amour n'est pas transitivity.

D'autres relations apparaissent transitivity. Ainsi la relation « plus on aime... », d'application facile, trop facile, au personnel politique : « X plus que Y, Y plus que Z et Z plus encore que X. » Elle est circulaire. Nous nous amusâmes des relations circulaires, tandis que le soleil disparaissait derrière la petite église romane.

« Mais la plus triste, conclut Lydia, la plus triste n'est pas que l'âne de Buridan, pauvre bête, soit devenue le pont-aux-ânes de la théorie du consommateur. La plus triste, c'est que les universités produisent chaque année des milliers d'ânes dont chacun trouvera, tôt ou tard, son infatigable ânesse. »

Un ange parle, un ange passe.

(*) Maître de conférences d'économie à l'université de Toulouse-I.

UN NOUVEAU METIER ASSISTANTE EUROPEENNE DE MANAGEMENT

DEMANDEZ UN CATALOGUE GRATUIT A : ESAM, 82, avenue de Villiers - 75007 Paris. Tél. 47 08 54 52 poste 654

ESAM ECOLE SUPERIEURE D'ASSISTANTS DE MANAGEMENT

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Tél. _____
☐ souhaitez un rendez-vous d'orientation ☐ souhaitez une documentation
☐ Participez aux journées portes ouvertes des 7 et 14 septembre

orientations SERVICE

Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants : POUR EN SAVOIR PLUS

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à : Orientations Service, 28, rue de la Trémoille, 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).

M. - Mme - Mlle _____ Adresse _____
Code postal _____ Ville _____ Age _____
Niveau d'études actuel _____
☐ Classes Préparatoires ☐ Electronique
☐ Grandes Ecoles, Commerce, Gestion ☐ Gestion du Personnel
☐ Ecoles à Vocation Internationale ☐ Formations Artistiques Appliquées
☐ Vente, Commerce, Gestion, Distribution ☐ Formation Continue
☐ Grandes Ecoles Scientifiques ☐ Gestion Financière
☐ 3 Cycle de Gestion ☐ Hôtellerie-Restaurant
☐ Agro-Alimentaire ☐ Immobilier
☐ Architecture ☐ Informatique
☐ Architecture d'intérieur ☐ Ingénierie Chimiste
☐ Assurances ☐ Journalisme
☐ STS Automobile ☐ Langues
☐ Cinéma ☐ Logistique Production
☐ Communication dans l'entreprise ☐ Maintenance d'Ordinateurs
☐ Communication Publique ☐ Marché de l'Art
☐ Communication audiovisuelle ☐ Para-Médical
☐ Comptabilité ☐ Prothésiste Dentaire
☐ Concours Administratifs ☐ Recherche Scientifique
☐ Création d'entreprise ☐ Secrétaire Bureautique
☐ Danse ☐ Sciences Sociales et Politiques
☐ Design ☐ Tourisme
☐ Ecole Normale ☐ Système Modélisme-Photographie
☐ Expertise Comptable ☐ Système de Mode

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MARINE WENDEL

UN OBJECTIF : Renforcer ses moyens financiers et accompagner le développement de son groupe.

MARINE-WENDEL est une société de portefeuille. Principales participations : Compagnie Générale d'Industrie et de Participations "CGIP" (45,4 %) (principales filiales et participations : Carnaud ; Cedest ; Cap Gemini Sociétés ; Orange-Nassau ; Banque Demachy et Associés ; Senelle-Maubouge ; Société Auxiliaire d'Entreprises ; Valeo) ; Forges et Aciéries de Dilling (24,7 %).

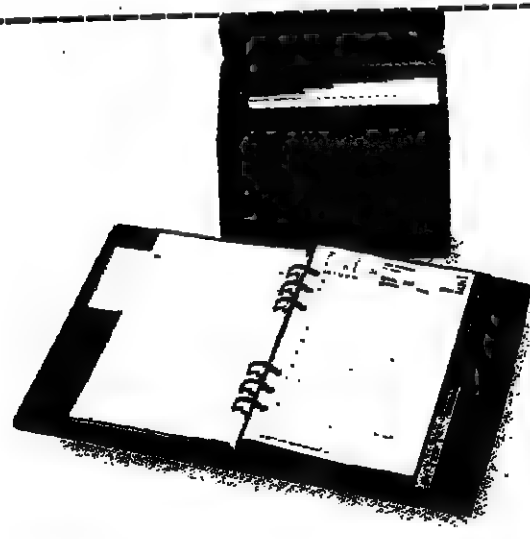
UNE AUGMENTATION DE CAPITAL Par émission de 837.401 actions nouvelles assorties chacune d'un bon de souscription à une action.

Les actions (1 nouvelle pour 5 anciennes) : Prix d'émission : F 350. - Jouisissance : 1^{er} juillet 1988. - Délai de souscription : du 1^{er} août 1988 au 30 septembre 1988 inclus.

Les bons de souscription : Chaque bon permettra de souscrire à une action au prix de F 380. - Délai d'exercice : du 1^{er} octobre 1988 au 30 septembre 1989.

Une note d'information qui a reçu le visa CGB n° 88-238 en date du 19 juillet 1988 est mise sans frais à la disposition du public (Boulevard de la République 138).

Siège social : 88, rue Talbot - 75008 PARIS - Tél. 47.45.30.00



Templus/system DU TEMPS GAGNÉ POUR AGIR

Utilisé quotidiennement par plus de 500.000 managers, traduit en 10 langues, présent dans 15 pays, Templus system constitue une véritable révolution dans l'art de gérer votre temps. Alors, pour en savoir plus, renvoyez-nous sans perdre une minute cette demande de documentation.

Nom _____ Prénom _____
Société _____ Tél. _____
N° _____ Voie _____
Code postal _____ Commune _____
Cette adresse est : Personnelle Professionnelle

Bulletin à compléter, découper et renvoyer à : Templus/system - 67, av. de Wagram - 75014 Paris Cedex 17

هكذا من الأصل

La chronique de Paul Fabra

TAUX d'intérêt et niveau des prix sont liés, au moins théoriquement, par une relation inverse. Quand ceux-ci montent, on doit s'attendre que ceux-là baissent (ou ralentissent leur hausse), et vice-versa. D'une certaine façon, cette relation est une extension de celle, bien connue des financiers, qui commande l'évolution du cours des titres à revenu fixe : le prix des créances diminue si le taux s'élève, et il ne peut évidemment en être autrement.

L'idée, que l'ensemble des prix est appelé à varier en sens contraire du taux d'intérêt a pour elle une grande logique, mais aussi ses limites : elle ne se vérifie que dans la mesure où le prix des biens et services évolue dans le même sens que celui des créances. Or cela n'est pas nécessairement le cas. En particulier, on constate qu'à partir d'un certain degré d'inflation tous les prix montent, sauf précisément ceux des titres de la dette, qui publiquement ou privés, qui tendent à se déprécier. C'est pourquoi on voit aujourd'hui, exemple extrême, la Banque d'émission du Brésil ou de l'Argentine totalement impuissantes à enrayer la hausse vertigineuse des prix, et cela quel que soit le niveau auquel elle porte le taux courant de l'intérêt. Peuvent encore se présenter une grande variété de situations intermédiaires où l'arme des taux est quasiment inopérante, sauf à être mariée avec une insolite brutalité. Pour briser l'inflation, Paul Volcker, en 1979 et en 1980, a dû laisser les taux se lever sur le marché de New-York jusqu'aux environs de 20 % (avec des pointes au-dessus).

Nous n'en sommes pas là. Raison de plus, puisque nous sommes dans la zone indicée où le succès est possible mais pas assuré, de s'interroger sur les chances de réussite de la manœuvre en cours dans un grand nombre de pays : Allemagne (où les taux étaient très bas), Grande-Bretagne, États-Unis se sont en particulier distingués, cet

Si les taux montent, les prix devraient descendre

été, par un enchevêtrement des conditions auxquelles leurs banques centrales respectives fournissent des liquidités aux banques et, par l'intermédiaire de ces dernières, à l'ensemble de l'économie.

La plus spectaculaire, et sans doute la plus difficile à prendre de ces mesures, a sans doute été l'augmentation par le Système fédéral américain (Institut d'émission des États-Unis) de son taux d'escompte. La dernière fois que ce taux a été relevé remonte au début septembre 1987, à quelques semaines du krach boursier. Ce précédent pèse lourd de l'autre côté de l'Atlantique. Cependant, le successeur de Paul Volcker à la tête du Système fédéral, Alan Greenspan, estime visiblement le menace d'inflation suffisamment grave pour lui donner la priorité dans ses préoccupations. L'indice le plus significatif à cet égard, celui des prix de gros, grimpe aux États-Unis au rythme annuel de 6 %.

Rien de plus courant, sur le scène financière, que de voir une banque d'émission réagir devant un risque d'inflation par une augmentation de ses taux. C'est sa manière de donner un coup de frein quand la vitesse acquise est désormais jugée trop rapide. Mais comment s'opère dans la réalité des marchés, l'action de freinage dont l'objectif est d'obtenir l'arrêt (ou un fort ralentissement) de la hausse des prix ? Les explications les plus souvent avancées manquent parfois de précisions. On suppose qu'en décourageant les emprunteurs par un coût plus élevé de l'argent, on diminue la demande (ou en tout cas, sa progression), ce qui finit par relâcher la pression sur les prix.

Les conditions dans lesquelles s'est opérée la désinflation — phénomène majeur des cinq, six ou sept dernières

années (il s'est enclenché à des dates différentes selon les pays), — est de nature, semble-t-il, à jeter quelques lumières sur le mécanisme. La plus frappante a été la persistance, dans la plupart des pays, de taux d'intérêt encore élevés malgré la très forte déflation qu'on y a observée, de la hausse des prix.

Pour rendre compte de cette apparence anormale, il convient peut-être de la rapprocher d'un autre phénomène également caractéristique de toute cette période. Pour de nombreuses raisons, sur lesquelles on ne s'appesantira pas ici, les épargnants, petits et gros, ainsi que les institutions financières (et gérants de portefeuille) ont voulu conserver une partie importante de leurs avoirs sous la forme la plus liquide possible. Comment un tel comportement doit-il se traduire en termes d'économie générale ?

Pour se procurer les liquidités recherchées, les possesseurs de biens de toutes sortes, à commencer par ceux qui les produisent, multiplient autant qu'ils le peuvent les ventes au comptant, tout en réduisant plus ou moins leurs achats. La politique d'assainissement des bilans, menée par beaucoup d'entreprises, a joué dans le même sens : pour diminuer son endettement, on vend certains actifs, on allège son fonds de roulement (d'où la vogue des méthodes japonaises de réduction au minimum des stocks). L'effet est encore plus net pour les débiteurs pris à la gorge, obligés de liquider leur production pour payer leurs créanciers.

Rares sont les économistes qui ont entrepris d'expliquer le fonctionnement des marchés à partir de l'interaction entre les transactions au comptant et du terme (là encore, on devra un jour reconnaître toute l'importance des travaux de Jacques Rueff). Or, toute

beisse, relative ou absolue, des prix au comptant a pour effet de créer un écart anormal avec le prix du marché à terme (anormal en ce sens que cet écart vient alors à dépasser les frais de stockage plus le taux courant de l'intérêt). Il en résulte qu'au bout d'un certain temps les opérateurs (tant sur les marchés des biens et services que sur les marchés financiers) sont poussés à profiter de cette différence : ils se mettent à acheter au comptant pour revendre à terme. Pour régler l'achat au comptant, on mobilise la créance née de la vente à terme. L'offre supplémentaire de créances qui en résulte provoque une hausse des taux, ou les empêche de baisser.

Dans quelle mesure la réalité s'est-elle conformée à ce schéma quelque peu théorique ? L'extraordinaire développement des marchés des « futures » et des transactions qu'on y opère tend à prouver que les arbitragistes s'en sont donné à cœur-joie, comme cela est toujours le cas chaque fois qu'il y a des « différences » à encaisser au passage. La fonction d'arbitrage est absolument essentielle pour assurer l'équilibre des marchés. Reste à savoir si, tels qu'ils sont aujourd'hui conçus, les marchés de futures et surtout futures financiers qui portent directement sur les taux d'intérêt (type : MATIF) sont en état de remplir correctement leur rôle. On a des raisons, sur lesquelles on pourra revenir ici, d'en douter.

Au cours de la période récente, des éléments nouveaux se sont ajoutés à ceux qui étaient déjà à l'œuvre pour compliquer la politique des autorités monétaires.

1) L'inflation a relevé la tête, à la suite — comme on l'a expliqué dans ces colonnes plusieurs fois — des achats massifs de dollars par les banques centrales d'Europe et d'Asie, les-

quelles placent immédiatement ces liquidités en bons du Trésor américain. La formidable création de monnaie et de crédit qui s'est ensuivie s'est jusqu'à ce jour traduite par une certaine reprise de la hausse des prix. Celle-ci a été très favorable aux profits dans toute la mesure où les salaires n'ont pas (encore) suivi.

Mais l'augmentation de la rentabilité des entreprises contraint les banques centrales à relever leur taux si elles veulent avoir une chance d'exercer une influence restrictive. La situation deviendrait périlleuse si, par suite par exemple d'une augmentation des salaires, les profits venaient à baisser. Faudrait-il dans ce cas maintenir, des taux élevés ? Ce serait multiplier les risques d'une adhésive récession. Les baisser ? Ce serait priver le risque d'une inflation généralisée. Nous n'en sommes pas encore là mais les choses vont vite.

Taiwan, un petit pays qui a accumulé d'énormes réserves en dollars, illustre de façon quasi caricaturale les effets euphorisants de la crise du dollar : la masse monétaire, qui a augmenté de 50 % en 1987, continue de progresser au rythme de 30 % cette année. La Bourse de Taïpeh a monté de 180 % depuis le 1^{er} janvier 1988 ; le gouvernement va augmenter de 18 % les dépenses budgétaires tandis que les importations croissent à une cadence d'enfer, ce qui n'empêche pas les prix intérieurs de monter gentiment.

2) Le souvenir du krach boursier du 19 octobre a eu au moins cet effet d'exacerber la préférence pour les avoirs liquides. Cette préférence, qui gonfle statistiquement les masses monétaires à plutôt un effet apaisant sur l'inflation pour les raisons ci-dessus expliquées (ventes sur les marchés du comptant). Mais au cas où la psychose d'inflation viendrait à se répandre, on pourrait s'attendre à quelques « énormes et turbulentes » d'origine spéculative. On comprend le souci des banques centrales d'essayer de ne pas lâcher la main.

LA VOIE D'EAU A L'ÉTIAGE

L'onde de choc de 1993

(Suite de la page 15.)

Cette situation, les acteurs du transport par voie d'eau la connaissent depuis longtemps, et se sont efforcés d'y apporter des remèdes, dont chacun concerne plus particulièrement un des acteurs de la pièce. Les pouvoirs publics sont directement en charge des infrastructures. Un plan d'amélioration a été élaboré par la commission Grégoire, du nom de son président.

La première priorité est d'entretenir et de maintenir aux normes le réseau existant pour diminuer les incidents au fonctionnement des écluses, et maintenir la profondeur d'eau normale sur les petits canaux, au gabarit limité (la dépense d'énergie et le coût de transport augmentent considérablement lorsque le tirant d'eau change de quelques dizaines de centimètres). Ensuite viennent quelques améliorations sur le réseau à grand gabarit, puis les franchissements de seuils qui permettraient de mailler le réseau à grand gabarit, dont le fameux Rhin-Rhône, qui n'abaisse que très faiblement les coûts de transport, eu égard à la dépense élevée (près de 15 milliards de francs) qu'il nécessiterait. Son intérêt ne peut provenir que d'effets bénéfiques éventuels sur le développement économique des régions traversées, une sorte de *deus ex machina* dont on ne sait s'il aura le bon goût d'apparaître.

Ce programme ne connaît que de très timides débuts de réalisation, l'argument étant l'insuffisance des crédits, de l'ordre de 400 millions de francs, actuellement presque exclusivement consacrés à l'entretien. On peut douter de la validité de ce prétexte. Si la volonté existait, on pourrait toujours trouver les 300 millions de francs supplémentaires par an nécessaires. Mais la commission confiée à M^{me} Chassagne montre que l'on cherche toujours des ressources extraordinaires. Les victimes potentielles sont les régions, les bénéficiaires de l'irrigation, les adeptes du tourisme fluvial, et pour Rhin-Rhône la Compagnie nationale du Rhin-Rhône et EDF.

Les instances professionnelles, et notamment l'Office national de la navigation (ONN), se tournent vers une solution commerciale et

notamment la diversification des débouchés. Depuis longtemps les carrosseries automobiles sont transférées par péniches entre les différents établissements de la région Rhodanienne. Certains trafics de produits semi-finis ont pu ainsi être captés ; une autre possibilité est le développement du tourisme fluvial sur les petits canaux. Mais la diversification suppose une action commerciale continue, persévérante, aux résultats incertains, et il y a loin avant que ses fruits permettent d'effacer les évolutions erratiques des trafics pondéreux de base.

Comme les routiers

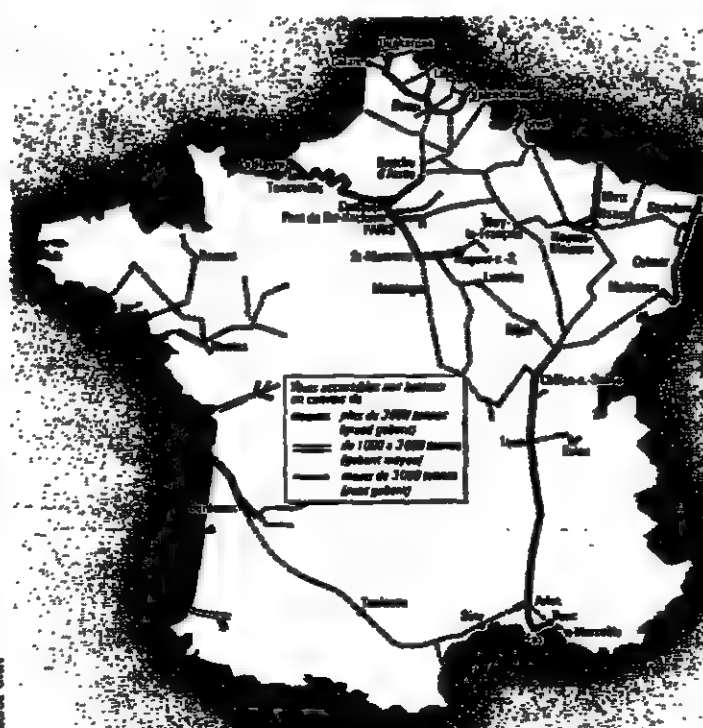
Pour les artisans bateliers, le mode de réaction le plus apparent pour l'opinion, c'est la manifestation, le barrage des canaux et des fleuves, le blocage du pont de la Concorde. Cette réaction est analogue à celle des routiers, et traduit la similitude sociologique entre ces deux milieux. L'efficacité n'est pas nulle, même si elle ne fournit aucune solution complète et de long terme. C'est cette volonté collective qui a conduit, fin 1985, à ce qu'on appelle le plan économique et social de la batellerie, qui combine des primes à la suppression d'activité et des aides à la modernisation. Ce plan a évité une dégradation de la situation, mais n'a pas permis de la redresser.

Peut-on ajouter quelques complications à cette situation bloquée en jetant sur certains de ses aspects un regard d'économiste ? Le premier trait des infrastructures, c'est, outre leur inadéquation, déjà signalée, leur sous-équipement. Les taxes ONN ou de la loi Morice sont insignifiantes au regard de la taxe sur les carburants, de la taxe à l'essieu ou des péages que règlent les routiers, sans parler du chemin de fer, qui paie toutes ses dépenses d'infrastructures.

Il en résulte une inefficacité dans l'organisation des transports. On hésite à l'évoquer, car une taxation adéquate, en diminuant l'avantage de prix de la voie d'eau par rapport à ses concurrents, accentuerait ses difficultés. Elle accroîtrait la surcapacité structu-

relle du secteur, deuxième caractéristique frappante, liée à la longue durée de vie des bateaux face à une demande en diminution constante sur longue période. Cette surcapacité contribue à

Les voies navigables en France



maintenir en service du matériel ancien, peu efficace par rapport aux wagons et camions modernes. Les actuelles primes au « déchargement » (c'est-à-dire à la suppression de bateaux) ont un effet insuffisant.

Face à cette offre de transport surabondante, rigide et compartimentée (les bateaux ne passent pas facilement d'un bassin de navigation à l'autre), la demande présente le double trait d'être à la fois très rigide à un instant donné (quel que soit le prix de transport, on évacuera la récolte, et rien de plus), et variable dans le temps (la récolte change d'une année sur l'autre), avec une tendance générale à la diminution, en raison de l'évolution de la structure de la production.

Les ingrédients sont alors réunis pour que les prix soient très erratiques et orientés à la baisse, situation fréquente dans les transports, mais particulièrement accentuée ici. C'est pour y remédier qu'a-

de nos dynamiques partenariales belges, néerlandaises et allemandes peut y créer une onde de choc dévastatrice. Ainsi l'analyse économique recoupe, et confirme l'observation courante pour diagnostiquer une situation bloquée, où les différents partenaires s'attendent, un cercle vicieux où tout concourt à un statu quo médiocre, reconnu comme tel, et que le virage de 1993 peut encore aggraver.

Une sorte de contrat

Comment en sortir ? On ne peut espérer de remède miracle. La structure géographique de notre pays, la nature des besoins, sont telles qu'il serait déjà beau de stabiliser la part de marché de la voie d'eau, et de fournir à l'exercice de la profession des bases de rentabilité normales.

Pour atteindre ces objectifs, même limités, l'urgence européenne ne fournira pas l'occasion de relancer et de compléter une idée qui a déjà reçu un début de réalisation à travers le plan économique et social de la batellerie, celle d'une sorte de contrat entre la profession et l'administration, comportant différents volets qui seraient autant d'engagements entre les parties signataires :

- une réduction importante de la capacité, accompagnée bien sûr d'aides financières et techniques à la reconversion ;
- la poursuite et l'accentuation des efforts entrepris pour

insuffler à la profession un dynamisme commercial, avec la recherche d'une diversification des débouchés, la promotion de transports plurimodaux impliquant la voie d'eau, des contrats de productivité pour favoriser les progrès en ce domaine ;

— une transformation et une réduction de la réglementation pour l'assouplir et lui ôter ses aspects malthusiens ; mais cela très progressivement, car l'expérience montre qu'une déréglementation rapide peut avoir des effets néfastes sur un secteur en crise.

Les pouvoirs publics procéderaient aux améliorations nécessaires des infrastructures, et y établiraient une tarification conforme à l'intérêt général. On rechercherait la contribution financière des autres bénéficiaires de la voie d'eau, en particulier du tourisme nautique.

Une solution de ce type, fondée sur l'idée de plan et de concertation, ne vaut que si elle est sous-tendue par une volonté ; que si elle s'accompagne d'un changement des mentalités. Mais la période actuelle de fin de l'été n'y est-elle pas propice, cette étrange période de l'année où bateliers et compagnies de navigation attendent anxieusement la tendance du marché à la rentrée, où les fonctionnaires mettent fiévreusement la dernière main au budget et où les plaisanciers achèvent paresseusement leurs vacances sur les cours d'eau ombragés et souchés ?

ÉMILE QUINET.

eat Marwick recherche des CONSULTANTS

Voir la rubrique Annonces Classées de ce journal, page 35

KPMG

Peat Marwick Consultants

Publicité pour le Carnet du... (contient des annonces diverses, y compris une pour KPMG et Peat Marwick Consultants)

Le Carnet du Monde

Naissances

— **Jane et Bruno PEYREFFITE**, ont la joie d'annoncer la naissance de **Charles**, le 3 septembre 1988, 180, avenue de Choisy, 75013 Paris.

Fiançailles

— **Egon Paris**, le docteur **M. Jean-Louis CHASSARD**, **M. François Xavier THOLLIER**, ont la joie d'annoncer les fiançailles de **Agathe et Marc**, le 4 septembre 1988.

Décès

— **L'Institut culturel italien de Paris**, s'associe au deuil de la famille pour la perte de

Enrico FULCHIGNONI

Historien de cinéma et de théâtre, critique, monteur en scène, journaliste, professeur de psychologie. Enrico Fulchignoni a été un éminent protagoniste de la culture italienne ainsi que l'un des principaux interlocuteurs du dialogue culturel franco-italien. (Nos dernières éditions du 31 août.)

— **M. Jacques Henri Guastalla**, son épouse, **M. Didier Guastalla**, son fils, **M. Paul Guastalla** et **M. Suzanne Guastalla**, avocat honoraire, ses parents, **M. Jeanne Aillon**, sa belle-sœur, **M. et M^{me} Jean-Pierre Guillemin**, La vicomtesse et le vicomte Henri de Polé.

An non de ses amis d'enfance et de jeunesse. Sa famille, ont la douleur de faire part de la disparition le 24 juillet 1988, à l'âge de cinquante-quatre ans, de **Jacques Henri GUASTALLA**, avant à la cour d'appel de Paris, président de la Fondation nationale pour l'étude et la recherche sur la transplantation hépatique Transhepat.

La cérémonie religieuse a été célébrée à Biarritz, le 27 juillet, dans l'intimité familiale, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Un service religieux a eu lieu le 12 septembre par **M. Pichon**, prêtre de St Sulpice, en l'église Saint-François-de-Sales, 17, rue Ampère, Paris-17^e, où l'on se réunira à 17 h 30.

Des dons peuvent être adressés à Transhepat, 22, rue Jules-Ferry, 91800 Brunoy.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

54, rue de Prony, 75017 Paris. Les Jardins d'Arcadie, 64600 Anglet.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Robert JOSEPH, président d'honneur de l'Association des Croix de guerre du 9^e arrondissement, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, commandeur de l'Ordre national du Mérite, officier du Mérite agricole, survenu le 31 août 1988, dans sa quatre-vingt-troisième année.

De la part de **M. et M^{me} René Dedies**, **M. et M^{me} Jean Wilmet** et leurs enfants. Du docteur vétérinaire **Bernard Wilmet** et **M^{me} et M^{me} Louis Passet**, Parents et alliés.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, 22, rue de l'Élysée, 75008 Paris.

— **M^{me} Marie Jouty**, **M. et M^{me} Roger et Simone Jouty**, **M. et M^{me} Alain et Béatrice Jouty**, **M. et M^{me} Florent et Lina Jouty**, **M. et M^{me} Sylvain et Brigitte Jouty-Latard**, **Adrien, Alois et Valère Jouty**, ont la douleur de faire part du décès de

M. André JOUTY, chevalier de la Légion d'honneur, ingénieur en chef des télécommunications, leur époux, frère, père et grand-père, survenu le 26 août 1988, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

L'inhumation aura lieu le mardi 6 septembre, à 11 h 30, au cimetière parisien d'Ivry.

30, avenue des Gobolins, 75013 Paris.

— **Michel de LA FOURNIÈRE**, ambassadeur de France en Haïti, nous a quittés le 4 septembre 1988, dans sa cinquante-sixième année.

De la part de **M^{me} de La Fournière**, sa mère, **Thérèse de La Fournière**, son épouse, **François, Béatrice et Florian**, ses enfants, **Oliver et Brigitte**, Vincent, Sa famille et ses proches.

La date des obsèques sera fixée ultérieurement.

Les dons peuvent être adressés pour la lutte contre le cancer (LNC ou ARC).

9, rue Saint-Marc, 45000 Orléans. (Lire page 7.)

— **M^{me} Marguerite Laurent**, née Lhomme, son épouse, **Jacques Depouilly** et ses filles, **Marie-Claude et Bernard Helffer** et leurs filles, ses enfants et petits-enfants. Et toute leur famille.

ont le tristesse de faire part du décès de

M. Raymond LAURENT, ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de l'Université, professeur honoraire de lettres supérieures au lycée Pasteur de Neuilly, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 22 août 1988.

— **Famille (09100)**.

Le général **M. et M^{me} Michel Rogues-Joffre**, **M. et M^{me} Jean Rogues-Joffre**, Le médecin-colonel **M. et M^{me} Philippe Rogues-Joffre**, Le docteur et **M^{me} F. Rogues-Joffre**, **M. et M^{me} Bernard Rogues-Joffre**, Et tous leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Docteur Pierre ROGUES-JOFFRE, leur père, beau-père et grand-père, survenu le mercredi 30 août 1988, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le samedi 3 septembre 1988.

40, rue Tallandier, 09100 Pamiers.

Remerciements

— Très dans par les inoubliables marques de sympathie qu'ils ont reçues à l'occasion de son décès. Les enfants Et la famille de

Françoise DOLTO, remercient du fond du cœur tous ceux qui se sont manifestés à eux, par écrit, par téléphone ou par leur présence à la cérémonie, regrettant de ne pas avoir pu les saluer personnellement.

— **M^{me} Henri Koch** et ses enfants, dans l'impossibilité de répondre aux nombreuses marques de sympathie et d'estime qui leur ont été témoignées, lors du décès de

M. Henri KOCH, prient tous ceux qui se sont associés à leur peine de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

— **Henriette Lartigue**, sa femme, **Françoise Lartigue**, sa fille, remercient parents et amis qui les ont aidés et soutenus lors de la disparition de

Raymond-Pierre LARTIGUE, fondateur des Liaisons sociales. Promoteur né par un chauffeur lyre, résident, le dimanche 28 août 1988, à La Bernerie-en-Retz.

Anniversaires

— **Il y a un an et trois ans**, nous quit-

taient **Louis BRAU**, **Jean-Louis BRAU**.

Une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui les ont connus, aimés et restent fidèles à leur souvenir.

M^{me} Brau, 90, boulevard Ney, 75018 Paris.

POMPES FUNÈRES

LOBLOT

ASSISTANCE TOTALE DANS L'ORGANISATION D'OBSEQUES

0145.22.27.22

— **Il y a deux ans**, nous quit-

taient **Henri PICCO**. Que ceux qui ne l'ont pas oublié aient une pensée pieuse ou affectueuse pour lui.

Services religieux

— Le service religieux du comédien **Gilbert Moreau**, dit **GILBERT GIL**, sera célébré le mercredi 7 septembre 1988, à 11 heures, en l'église Saint-Roch.

286, rue Saint-Henri, 75001 Paris.

Messes anniversaires

— A l'occasion du centenaire de la naissance de

Maurice CHEVALIER, l'Association d'entraide des auteurs compositeurs de musique professionnels de la SACEM dite Comité du cœur, dont **Maurice Chevalier** était à la fois l'adhérent et le bénéficiaire, invite tous ceux qui ont connu et aimé ce grand artiste à assister à la messe qui sera dite le lundi 12 septembre 1988, à 11 h 30, à sa mémoire en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue de Rome, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Erratum

— Dans l'avis de décès de **Gilbert COGNE**, dit **Gilles Fournier**, journaliste,

la famille nous prie de préciser qu'il faisait bien lire :

29, rue Lamartine, 75017 Meudon, et non 27, rue Lamartine, 75017 Paris.

comme indiqué dans notre édition du 4 septembre.

Communication

Pour faire face à la crise européenne du cinéma

Les professionnels du petit et du grand écran adoptent une déclaration commune

« Cinéma ET télévision. Il est des ET qui ont toujours voulu dire contre. Le temps de ces luttes-là est passé si nous voulons que ET le cinéma ET la télévision aient un avenir en Europe. » Les cent cinquante professionnels réunis les 1^{er} et 2^e septembre à Venise, pour un symposium consacré aux relations du septième art avec le petit écran, ont entendu cet appel solennel, angoissé, de **M^{me} Simone Veil**. Ils ont offert à la présidence de l'Armée européenne du cinéma et de la télévision (AECTV 88), venue clôturer leurs travaux, une

« proposition de déclaration commune » allant pour la première fois, malgré lacunes et réserves, au-delà de la simple pétition de principe. Onze articles qui parlent « hiérarchie des médias », « quotas », « grille de programmes » et ont pour signataires les organisations professionnelles membres du Bureau européen du cinéma (BLEC) et des représentants de l'Union européenne de radiodiffusion (UER), co-organisateurs du collo-

VENISE de notre envoyé spécial

Etait-ce la lumière de Venise après l'orage ou la saisissante beauté du Palazzo Labia envahi pendant la durée des travaux ? Mais — étaient-ce les couleurs douces des fresques du Tiepolo ou bien encore l'ombre portée et magique de la Mostra qui se tenait à deux pas de là ? — Il y avait une sorte de joie spontanée dans l'air. A la clôture de ce quatrième symposium organisé dans le cadre de l'AECTV 88, les professionnels affichaient comme une sérénité retrouvée. Comme si tout redevenait possible.

Il y avait aussi, surtout chez les Français, le sentiment du devoir accompli puisque la « proposition de déclaration commune » à laquelle ils avaient largement contribué avait été pour l'essentiel adoptée. Un ajout ici — une « attention particulière accordée aux productions cinématographiques et télévisuelles des petits pays et cultures minoritaires » — une atténuation là — sur la nécessaire hiérarchie des médias, notamment — adoucie le son dans les salons enfumés des grands hôtels : Allemands et Britanniques avaient fini par paraphraser des

recommandations sur lesquelles, deux jours durant, ils n'avaient cessé d'émettre critiques ou réserves.

Le constat, pourtant, est accablant. Côté cinéma, c'est l'effondrement continu de la fréquentation (plus de 4 milliards d'entrées dans l'Europe de 1955 contre 700 millions aujourd'hui), un parc de salles divisé par deux (43 000 en 1955 ; moins de 22 000 aujourd'hui), une domination écrasante du film américain (de 50 % à 80 % du marché selon les pays). Côté télévision, le lancement précipité de nouvelles chaînes incapables de « vivre décennement », comme le rappelle **M^{me} Simone Veil**, entraîne « peu à peu les vieilles télévisions de service public dans la spirale infernale de difficultés financières inexorables et de la course au public à n'importe quel prix ». Il y a donc urgence.

Urgence, pour que l'Europe de l'image existe, à renforcer une production qui, en dépit de tout, témoigne toujours d'une belle vitalité : avec six cent cinquante longs métrages par an, l'Europe produit plus que les Etats-Unis. Urgence aussi à harmoniser les rapports du cinéma et de la télévision, deux médias désormais au moins autant complémentaires et solidaires de fait, selon l'expression de **M. Jean Rouilly d'Antenne 2**, que concurrents. Les chaînes européennes n'ont-elles pas versé 5,3 milliards de francs au septième art l'an dernier, soit 20 % de ses investissements ? Le film — national — ne demeure-t-il pas indispensable à la programmation télévisée ?

Restent les remèdes dont la « proposition de déclaration commune » a dressé un véritable catalogue. Pour la première fois. Car, si certaines mesures demandées (concernant la TVA, par exemple, les renforcements des aides à la production ou bien encore la formation professionnelle) ne pouvaient rencontrer que l'assentiment des professions concernées, d'autres ne pouvaient au contraire que faire ressortir clivages et intérêts divergents. La protection des droits d'auteur, par exemple, pour laquelle les participants ont finalement demandé l'abandon de « tout système de licence non volontaire ».

Mais trois points surtout devaient susciter les affrontements les plus âpres. La chronologie des médias, d'abord, dont le texte final affirme qu'elle « pourrait tendre » (ultime opposée à cette idée) à faire succéder l'exploitation des films en salles, en vidéo, et enfin sur la télévision à péage, puis en clair. Les grilles de programmation, ensuite, pour lesquelles les signataires de la déclaration demandent aux diffuseurs de « limiter la programmation d'œuvres cinématographiques les jours et heures les plus favorables à la fréquentation des salles de cinéma ».

Les quotas de diffusion enfin, qui devaient affirmer « le principe de la préférence européenne face à la concurrence américaine ». Après d'ultimes marchandages, le texte de la déclaration demande aux chaînes de programmer « une part majoritaire » de films et de téléfilms européens.

Des recommandations qui ne sont pas que de détail. Car, pour la première fois, cinéma et télévisions sont parvenus à dresser ensemble une « plate-forme » commune à l'adresse du monde politique. Un geste significatif, au moment où le Conseil de l'Europe prépare une Convention sur la télévision transfrontière et où la CEE travaille sur directive Télévision sans frontières. Deux textes qui ne soufflent mot des relations télévision-cinéma.

Les concessions acceptées par l'UER à Venise, pourraient faire date. Même si les télévisions privées n'ont pas participé à la négociation, alors qu'il leur est demandé d'appliquer les mêmes règles que leurs concurrents publics. Le groupe de **M. Silvio Berlusconi** a d'ailleurs exprimé les plus vives réserves sur le texte adopté. Il n'empêche. La « proposition de déclaration commune » sera incluse dans les conclusions présentées par **M^{me} Veil**, à la conférence ministérielle européenne sur la communication de masse, les 23 et 24 novembre prochain à Stockholm. Et **M. Carlo Ripa di Meana**, membre de la commission des Bruxelles, s'est engagé à déposer le texte au comité exécutif. Les professionnels du cinéma se sont pris à rêver. Et si, enfin, leur appel était suivi d'effet ?

PIERRE-ANGELO GAY.

La guerre des satellites de télévision

Astra veut louer ses seize canaux avant novembre

Le satellite luxembourgeois de télévision Astra doit quitter les usines de son constructeur RCA, aux Etats-Unis, pour gagner cette semaine Kourou où une fusée

Ariane doit le placer sur orbite le 15 novembre. Il semble de moins en moins probable que ce satellite compte des télévisions françaises parmi les seize chaînes qu'il peut véhiculer. En effet, après la location de quatre canaux à **M. Murdoch** (le Monde du 10 juin), les responsables de Astra concentrent tous leurs efforts sur les clients potentiels allemands, britanniques ou scandinaves. Ces derniers devraient signer deux contrats d'ici à fin septembre.

En Grande-Bretagne, l'enjeu essentiel d'Astra est de convaincre **M. Maxwell** qui a formé avec **W.H. Smith** et **British Telecom** un consortium pour exploiter des chaînes telles que Lifestyle, Première, Children's Channel ou MTV. Si **M. Maxwell** et ses alliés embarquent sur cinq canaux d'Astra, il restera alors à convaincre des chaînes allemandes telles que RTL Plus, Sat 1, Teleclub, Td6-5 ou Eureka.

« Pas de place pour tout le monde »

Pour appuyer cet effort de séduction, Astra laisse aux opérateurs le libre choix des normes de transmission, ce qui pourrait aboutir de fait à un partage du satellite entre chaînes en clair financées par la publicité, diffusant en PAL, et chaînes cryptées payantes utilisant une norme D-MAC-Paquet.

Au moment où le gouvernement français tente de clarifier le dossier du satellite TDF 1, les responsables d'Astra se disent prêts à « faire une croix » sur le marché français. Une attitude qui n'exclut pas d'ultimes pressions commerciales sur le thème : « il n'y aura pas de place pour tout le monde ».

M. C. I.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
1629 Pine Street at Van Ness - San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration
Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.B.P...
Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

2^e CYCLE Intensif
Cours spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

Informations et sélections : European University of America
17-25, rue de Chaillot (6^e arr.), 75116 Paris - (1) 40 70 11 71
Communiqué par European University of America - San Francisco - California

RENATA SCOTTO: L'APRÈS CALLAS

MYTHIQUE. Depuis ses débuts dans l'ombre de Maria Callas, Renata Scotto s'est affirmée comme l'une des grandes tragédiennes lyriques de notre temps. Sa carrière éclatante, aux développements inattendus, est l'une des dernières aventures mythiques de l'opéra.

MILLENAIRE. De l'hydraulique des anciens aux grands Cavallé-Coll, l'orgue est resté l'instrument-roi. Marie-Claire Alain et Jean Boyer en racontent les évolutions. Une discographie, instrument par instrument, en révèle les splendeurs.

COSMIQUE. Le Festival d'Automne célèbre la création du monde selon Stockhausen. Avec le démiurge de Cologne, le ciel va résonner de la musique des sphères.

LÉGENDAIRE. En rendant au clavier ses lettres de noblesse, Wanda Landowska a ressuscité tout un répertoire et ouvert la voie aux générations futures. La Dame de Saint-Len a encore bien des choses à nous apprendre.

Et aussi : le Japon à l'heure française ; la « cantate de Rome » de Bizet ; Jourval joue Jubal, le premier des musiciens ; les disques du mois, les offres d'emploi.

Le Monde de la Musique
26 F. Chez votre marchand de journaux.

مكتبة من الأصل

Économie

Au « Grand Jury-RTL-« le Monde »

SOMMAIRE

■ En dégageant les fonds nécessaires à la lutte contre le chômage, M. Bérégovoy accorde la priorité à l'emploi (lire ci-contre).

■ A partir du 5 septembre, Paribas récompense ses actionnaires fidèles en leur accordant une somme exonérée d'impôt de 160,88 F pour quatre actions (lire ci-dessous).

■ Sécurité sociale : M. Evénin juge intéressante l'idée d'instaurer un prélèvement sur l'ensemble des revenus (lire ci-dessous).

■ Aujourd'hui, les cadres se forment aux relations humaines. Un nouveau marché pour la formation continue qui multiplie les méthodes et les offres (lire page 21).

M. Bérégovoy confirme la disparition du taux de TVA à 7%

Dans le projet de loi de finances pour 1989, le gouvernement envisage « peu d'allègements fiscaux, environ 10 à 12 milliards de francs », a indiqué, dimanche 4 septembre, lors du « Grand Jury-RTL-le Monde », M. Pierre Bérégovoy, le ministre de l'économie, des finances et du budget. Les réductions d'impôts seraient réparties ainsi : « une fraction pour les entreprises, une fraction pour les ménages... et un effort pour l'emploi ».

Pour ce qui concerne les particuliers, le ministre de l'économie a confirmé que « le taux [de TVA] de 7% sera complètement supprimé... les produits concernés seront assujettis au taux super-réduit de 5,5% (le Monde du 1^{er} septembre). Sur l'automobile, taxée actuellement à 28%, « il n'est pas question d'une baisse » dans les propositions retenues par le gouvernement. Si une réduction du taux applicable sur les matériels bi-fi (33,3%) n'est pas prévue, en revanche, « une mesure est envisagée pour les cassettes, les supports de son ».

Pas de réaligement monétaire

Pour les entreprises, craignant qu'elles ne ralentissent leurs efforts d'investissement, le gouvernement envisage plusieurs mesures. Le ministre de l'économie a confirmé la baisse du taux de l'impôt sur les bénéfices non distribués. Ce taux devrait être ramené de 42% à 39%.

« En ce qui concerne les entreprises de main-d'œuvre, nous envisageons un allègement des charges fiscales par un déplaçonnement des cotisations familiales », a indiqué ensuite M. Bérégovoy. Le ministre a annoncé des mesures pour alléger le coût du crédit pour les PME.

« J'envisage, a-t-il déclaré, de mettre à la disposition des PME pour le crédit à court terme les ressources des CODEVI, soit environ 15 milliards de francs » pour qu'elles puissent bénéficier d'un taux de 9% à 10%. « Pour l'instant », cependant, M. Bérégovoy ne juge pas

nécessaire de relever le plafond des CODEVI.

Compte tenu de l'amélioration des résultats des entreprises, le ministre de l'économie estime qu'« il est temps maintenant de partager un peu le résultat ». « Ceux qui ont, avec beaucoup de sagesse et d'esprit de responsabilité, je pense au monde du travail, accepté les sacrifices pendant quelques années doivent maintenant en bénéficier ».

Interrogé sur la situation du franc, M. Bérégovoy a déclaré : « J'exclus de la manière la plus formelle un quelconque réaligement

des parités à l'intérieur du système monétaire européen. » A propos des entreprises privées, il a exprimé le souhait qu'elles retrouvent leur liberté. « Je souhaite que les actionnaires de ces entreprises nomment à leur tête les meilleurs... Si je peux les y aider, je le ferai », a ajouté M. Bérégovoy.

M. Lévêque remplacé à la tête du Crédit lyonnais

M. Bérégovoy a confirmé le départ prochain de M. Jean-Maxime

Lévêque de la présidence du Crédit lyonnais. M. Lévêque, qui avait été nommé par M. Jacques Chirac en 1986 à la tête du deuxième groupe bancaire français, « va avoir soixante-cinq ans le 9 septembre », a rappelé M. Bérégovoy, ajoutant :

« Il sera remplacé non pas avant le 9 septembre, mais, je crois, le 15, et avec son accord le plus total. » Le ministre de l'économie a refusé de se prononcer sur le nom du successeur de M. Lévêque. Il pourrait s'agir de M. Jean-Yves Haberer, inspecteur général des finances, ancien directeur du Trésor et ancien président de la Compagnie financière de Paris.

Le ministre de l'économie s'est enfin vivement indigné face aux accusations de chasse aux sorcières dont le gouvernement fait l'objet. « Je tiens à vous dire que l'actuel directeur du budget est M. Bouzon, qui était directeur du cabinet de M. Juppé, qui était directeur du Trésor et M. Trichet, qui était directeur du cabinet de M. Balladur, qui le directeur des relations extérieures M. David, était directeur du cabinet de M. Noh. Ils sont en place. Et je n'ai pas l'intention de les changer », a déclaré le ministre, ajoutant : « Naturellement, ils doivent accomplir, et ils le font, leur métier de fonctionnaires. Je n'ai pas le temps de rappeler ce qui est arrivé à mes collaborateurs en 1986, mais le traitement était différent ».

Moins d'allègements fiscaux que prévu pour mieux lutter contre le chômage

Dans les choix fiscaux que M. Bérégovoy a révélés dimanche, l'emploi a repris le pas sur l'Europe. Par rapport à ses projets initiaux, le ministre de l'économie a réduit ses ambitions de réductions fiscales de manière à dégrèver les fonds nécessaires au financement de mesures de lutte contre le chômage. Entre 3 et 4,5 milliards de francs vont ainsi être libérés pour être consacrés à l'emploi.

Sur la TVA par exemple, le ministre de l'économie avait envisagé, dans la perspective européenne, des allègements d'environ 6 milliards de francs. Avec la

confirmation de la suppression du taux de 7%, il n'a certes pas tout annoncé. On lui prête l'intention de ramener de 18,6% à 5,5% le taux de TVA applicable sur les abonnements de gaz et d'électricité. Des mesures qui profiteront « aux plus modestes » et à l'indice des prix. Globalement, les réductions de TVA ne porteront plus que sur 4 milliards environ.

Sur la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices non distribués, le ministre a également accepté une réduction moins importante que prévu. Le taux sera ramené de

42% à 39%, et non à 37% comme envisagé initialement. Cela libère ainsi environ 2,6 milliards pour l'emploi.

L'allègement des charges sociales qui pèsent sur les entreprises de main-d'œuvre, avec le déplaçonnement des cotisations sociales pour les allocations familiales et la réduction du taux de 9% à 7% ou 7,5%, s'inscrit également dans cette perspective. M. Juppé avait accusé le gouvernement de ne rien faire en matière d'emploi. L'équipe de M. Rocard s'apprête à lui répondre.

E. I.

REPÈRES

Brésil

Compression des dépenses budgétaires

Avant de signer définitivement cette semaine à New-York l'accord de réajustement de la dette auprès des banques créancières, le 22 juin dernier, le gouvernement brésilien a présenté un projet de budget prévoyant une réduction de plus de 3 milliards de dollars (plus de 19 milliards de francs) des dépenses de l'Etat. Ces réductions représentent 1% du produit intérieur brut, mais sont inférieures de moitié à ce que le ministre du Plan avait initialement prévu. Le déficit budgétaire devrait être de 2,26% du PIB alors que le Brésil s'était engagé auprès du Fonds monétaire international à le limiter à 2%. Les économies affectent surtout les dépenses sociales, les crédits militaires échappant au couteau.

Chine

Prix : les craintes des épargnants

La Banque centrale de Chine va indexer sur l'inflation les taux d'intérêt versés sur les comptes d'épargne. La mesure interviendra le 10 septembre. Elle visera à freiner des retraits massifs d'épargne et une ruée sur les biens de consommation provoquée par la hausse des prix. Des rumeurs selon lesquelles le gouvernement préparait une réforme générale du système des prix ont provoqué des retraits massifs sur les livrets d'épargne. Les Chinois se sont précipités sur les biens de consommation pour stocker en prévision d'une accentuation des hausses. Le gouvernement a essayé de rétablir le calme en affirmant qu'il n'y aurait pas de nouvelles hausses

cette année et en ordonnant aux banques de limiter les prêts d'argent.

Commerce bilatéral

Prochain accord URSS-Finlande

La Finlande et l'Union soviétique signeraient cette semaine un nouvel accord bilatéral pour développer leurs échanges commerciaux. Ceux-ci devraient atteindre 6,3 milliards de dollars en 1988. L'accord stipulerait que l'URSS paiera plus du quart de sa dette envers la Finlande en remboursant 1,4 milliard de marks finlandais (311 millions de dollars) sur une dette totale de 4,8 milliards de marks (1,06 milliard de dollars).

L'accord devrait permettre de résoudre la crise que subit le commerce entre les deux pays depuis trois ans, chacune des deux parties ayant pour principe d'équilibrer strictement — dans un cadre bilatéral — ses achats par ses ventes. Les importations finlandaises sont composées à 80% de pétrole et de ressources énergétiques, et la chute des cours du pétrole a conduit la Finlande à réduire d'autant ses exportations vers l'URSS.

Conjoncture

La croissance américaine reste robuste

La croissance américaine s'est cette année en ordonnant aux banques de limiter les prêts d'argent. La croissance américaine s'est cette année en ordonnant aux banques de limiter les prêts d'argent. La croissance américaine s'est cette année en ordonnant aux banques de limiter les prêts d'argent.

FAITS ET CHIFFRES

● Le métro de Bogota sera italien. — Le gouvernement colombien a définitivement attribué à la société italienne Intermetro le contrat du métro de Bogota, qui s'élève à 1,2 milliard de dollars (7,6 milliards de francs). Après des protestations diplomatiques belges et canadiennes, il avait décidé de réexaminer le dossier. Il confirme donc le rejet des offres françaises Interfrim, Alstom, Spie-Batignolles, Dumez, belges (Transurb, Bouygues, Matral) et canadiennes (UTDC). Les travaux devraient commencer en 1989 et s'achever en 1993. L'Italie a accordé à la Colombie un prêt de paiement de vingt ans et un taux d'intérêt de 5%.

● Le Parlement yougoslave saisit d'un projet de moratoire nucléaire. — Le Parlement fédéral yougoslave doit se prononcer, dans les prochaines semaines, sur un projet de loi interdisant la construction de nouvelles centrales nucléaires jusqu'à l'an 2000. La Yougoslavie ne

dispose que d'une seule centrale à Krsko, mais l'organisation de la jeunesse slovène s'était appuyée sur l'accident de Tchernobyl pour faire interdire par la loi toute installation nucléaire en Slovaquie. En 1986, le gouvernement avait freiné le programme prévoyant la construction de quatre centrales de 1 000 mw chacune. — (AFP.)

● Journée d'action de la CGT chez Michelin. — Les représentants de toutes les sections CGT des usines de Michelin-France, réunis le vendredi 2 septembre à Clermont-Ferrand, ont décidé d'organiser une journée d'action dans toutes les entreprises de la manufacture de pneumatiques le 27 septembre. Ils estiment nettement insuffisante l'augmentation horaire de 0,50 F octroyée par la direction (le Monde du 3 septembre). La CGT maintient toujours sa revendication principale d'une augmentation mensuelle de 1 500 F pour tous les agents de fabrication. — (Corresp.)

Pour quelque 2,5 millions d'actionnaires « fidèles »

Paribas distribue 160,88 F de prime

Après Saint-Gobain début juillet, c'est au tour de Paribas de récompenser ses actionnaires. De moins ceux qui ont su lui rester fidèles et conserver pendant dix-huit mois les titres acquis en février 1987 lors de la privatisation de la compagnie. Environ 2,5 millions d'actionnaires (sur les 3,8 millions — un record — recensés à l'origine) recevront en espèces une somme exonérée d'impôt de 160,88 F pour quatre actions détenues à cette date (le Monde du 31 août).

Cette prime de fidélité a été calculée sur la base de la moyenne des cours cotés par l'action Paribas pendant vingt séances précédant la date de l'attribution gratuite, à savoir du 5 août au 2 septembre (dernier cours coté : 400 F). En raison du succès remporté à l'époque par l'offre publique de vente (390 millions d'actions étaient demandées

face à 14 millions de titres émis sur le marché), il n'avait pu être distribué que quatre actions sur dix demandées. De ce fait, la « prime » correspond à quatre dixièmes de la valeur de l'action.

Emise à 405 F lors de l'OPV du 19 janvier 1987, l'action Paribas grimpa à 480 F lors de sa première cotation officielle. Le cours se hissa ensuite jusqu'à 549 F, son plus haut niveau de l'année, avant de s'effondrer sous l'effet du krach d'octobre 1987 pour chuter à 255,80 F au début de cette année, son plus bas niveau. Depuis, l'action Paribas, comme tous les titres de sociétés privatisées, a fortement progressé au cours de l'été. La reprise enregistrée depuis janvier (25%) lui permet de retrouver quasiment son niveau de mise à prix d'il y a dix-huit mois.

BIBLIOGRAPHIE

« La galaxie Paribas », par Jean Baumier

Le pouvoir de l'argent

Juin 1937. Horace Finaly « pique une dernière carte, met dans sa serviette ses papiers les plus précieux et quitte pour toujours son bureau de la rue d'Antin ». Abandonné par son président, Emile Moreau, le directeur général de la Banque de Paris et des Pays-Bas a perdu la partie engagée depuis plus de vingt ans avec le pouvoir de l'argent. Le vrai, celui qui tient la Chambre des députés et la presse. Rien ne sert d'avoir bâti en quinze ans la plus grande banque de premier plan, ce financier de génie, de l'avis de tous, l'un des hommes les plus influents de l'entre-deux-guerres, a commis un acte contre nature : « Il a pactisé avec la gauche et s'est solidarisé avec le Front populaire ».

Octobre 1981. Pierre Moussa préside son dernier conseil d'administration dans la même salle de l'établissement décoré centenaire. Accusé — par les socialistes cette fois-ci — d'avoir soustrait à la nationalisation les branches belge et suisse de la banque, ce libéral humaniste pourtant à l'aise dans un milieu ultraconservateur a été sacrifié à la raison d'Etat. Et Jacques de Fouchier, son prédécesseur, sort de sa retraite pour redevenir provisoirement le grand patron de Paribas.

Depuis le 27 janvier 1982, date officielle de sa création, le « cinq étoiles » des banques d'affaires aura connu dix-huit présidents, mais, en visitant l'édifice — la galerie de portraits — la première du genre — que Jean Baumier vient de leur consacrer, comment éviter l'étonnant parallèle qui, à quarante-cinq ans

d'intervalle, aura vu Paribas se « froter » à deux reprises à la gauche, notamment lors de la cession, notamment lors de la cession, notamment lors de la cession.

« Le culte de la différence »

« L'histoire de Paribas depuis cent ans, c'est celle du pouvoir de l'argent et de ses liens avec le pouvoir de l'Etat », rappelle cet ancien journaliste du Nouvel Observateur, décédé accidentellement en juillet dernier. « C'est aussi l'histoire des hommes d'influence qui tiennent les ficelles dans les coulisses, réagissant les entreprises, procédant aux grands montages financiers et aux batailles boursières. Des hommes qui contrôlent ainsi des rouages essentiels de la machine économique et qui détiennent des positions stratégiques sur les marchés des capitaux, la source vitale du développement ».

De fait, cet ouvrage, écrit d'un style alerte et abondamment documenté, sait porter l'éclairage là où il faut. Par exemple, sur Jean Reyre, « l'homme des coups de fusil » et le dirigeant représentatif de la période « conservatrice » de Paribas, qui obligea tout de même l'établissement à ferrailler vigoureusement pour s'opposer en 1954 au tandem Lazard-Banque d'affaires aura connu dix-huit présidents, mais, en visitant l'édifice — la galerie de portraits — la première du genre — que Jean Baumier vient de leur consacrer, comment éviter l'étonnant parallèle qui, à quarante-cinq ans

bancaire. Vain, plus près de nous, Jean-Yves Haberer, transfuge du Trésor — autre place forte du pouvoir financier — nommé par la gauche, puis mis sur le sable par le gouvernement Chirac en 1986 et dont on dit qu'il remonterait dans les prochains jours Jean-Marine Lévêque à la tête du Crédit lyonnais.

De cette longue et passionnante histoire d'une « multinationale de la finance », il faut aussi retenir le dernier chapitre en date, la privatisation récemment menée par l'actuel PDG de Paribas, Michel François-Poncet, un homme du sérail qui doit son feu sacré à ses compétences acquises dans le secteur international qu'il a la longue amitié qui le lie au député de la Corée avec lequel, adolescent, il parcourait l'Europe en 2 CV.

Banque d'affaires, couturière des aventures à risque, à la différence de Suez, son éternel rival, Paribas traîne naturellement quelques casseroles. Elles ont notamment pour nom Becker, cette implantation bancaire ratée aux Etats-Unis, SCOA, un important groupe de négociants dont la remise à flot traîne en longueur ou encore le Crédit du Nord, empêtré dans les problèmes de rentabilité de son réseau. Mais de Tokyo à New-York, l'international est là pour assurer à Paribas de confortables bénéfices, assure l'auteur qui voit dans le culte de la différence l'une des meilleures armes de Paribas pour résister à la concurrence des mastodontes américains ou japonais.

SERGE MARTI.

★ La galaxie Paribas, de Jean Baumier. Ed. Plon. 160 p., 90 F.

La maîtrise des dépenses de santé

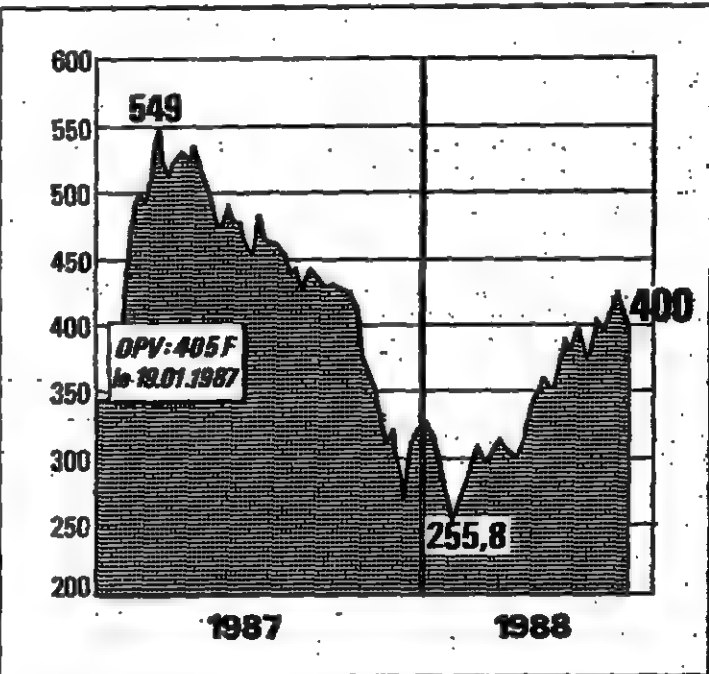
M. Evénin : « Les efforts des Français ont été payants »

« Les efforts qui ont été faits par les Français en ce qui concerne la maîtrise de l'évolution des dépenses de santé ont été payants », a déclaré M. Claude Evénin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, le dimanche 4 septembre au « Forum RMC-FR3 ». « Il faudra continuer, a-t-il ajouté, à faire attention à la consommation de santé ».

M. Evénin a rappelé que, sur 37 milliards de francs de déficit pour le régime général de Sécurité sociale prévus pour 1989, « il y a 35 milliards liés à l'assurance-vieillesse ». « On a besoin de 35 milliards en 1989, 45 milliards en 1990, 55 milliards en 1991, 65-75, comme ça jusqu'en l'an 2000-2005 ».

Le ministre, qui entame une concertation avec les partenaires sociaux le lundi 5 septembre, a rappelé que le Conseil économique et social « doit débattre d'un certain nombre de propositions dans les prochains jours et me rendre son rapport à la fin du mois de septembre. A l'issue de ce rapport, je serai amené à prendre des décisions pour assurer le financement et assurer la survie de notre système de retraite ». M. Evénin a jugé « indispensable » l'idée d'instaurer un prélèvement pour l'ensemble des revenus.

« Les mines de fer de Boumont (Calvados), fermées en 1989. — La Société métallurgique de Normandie (SMN) a été sauvée, mais pas les mines de fer de Soumont, dans la Calvados : M. Jean-Louis Pierquin, le nouveau patron de la filiale normande d'Usinor-Sacilor, vient en effet d'annoncer leur fermeture et la suppression, en 1989, des cent dix emplois subsistant encore. Il a justifié cette décision par un changement technologique : le minerai extrait de Soumont nécessite un traitement particulier. — (Corresp.)



Économie

Programmation «neurolinguistique» et stages «hors-limite»

Des cadres dernier cri

(Suite de la première page.)

Cette carence de la formation initiale ajoutée aux évolutions économiques de ces dernières années amène les organismes de formation continue à multiplier les propositions de stages spécialisés dans le management. Bref, tandis que l'individualisme est vanté à toute occasion et que domine l'idéologie du «gagnant», les entreprises commencent à redécouvrir les ressources humaines, l'organisation du travail ou l'animation des groupes, bref la gestion du «collectif», qu'est une entreprise.

L'arsenal des propositions qui sont faites aux entreprises françaises est d'autant plus varié que la perplexité des chefs d'entreprise qui découvrent l'impact du comportement des salariés sur la production est grande, ce qui permet les expériences les plus étonnantes. On trouve dans ces formations les sciences humaines traditionnelles, mais aussi au rayon «nouveau», la «programmation-neuro-linguistique» (PNL), dernier cri de la psychologie, des stages dits «hors limites», et même l'enseignement du culte vaudou. Tout est tenté pour rendre les cadres plus créatifs, communicants et respectueux de leurs congénères.

Traditionnel, Dyrnergie (Lyon) fournit des «trucs» aux cadres qui ont le trac avant d'affronter leurs dirigeants. La CEGOS utilise la psychologie et la sociologie pour élaborer des méthodes qui se veulent pragmatiques. «Nous devons respecter les cadres tels qu'ils sont et respecter les structures existantes», affirme M. Dominique Chavlin, qui dirige les services des relations humaines au sein de l'organisme et est un auteur infatigable d'ouvrages sur le management.

«Nous préférons privilégier la méthode des petits pas plutôt que des évolutions trop rapides qui risquent de mobiliser les salariés contre tout changement». L'organisme Repère se fait fort d'initier les Français à la programmation-neuro-linguistique qu'il a importée de Californie. Il faut bien suivre la dernière mode en matière de psychologie, d'autant que la PNL est fondée sur un bel optimisme. La méthode est basée sur la prise de conscience des ressources individuelles de chacun. Il s'agit de l'appliquer à l'entreprise où elle est censée améliorer la communication entre les salariés.

Les clubs Gong

C'est encore la rencontre entre un sportif et un psychologue qui a abouti à la création des hybrides «stages hors limites», remake en version française des stages de «survie» si chers au cœur des anglosaxons depuis leur création après la guerre. Sur le thème «L'aventure vous révèle», M. Rulleau de l'IRPOP affirme : «Ce qui ressemble le plus à une entreprise c'est la nature. Quand nous demandons à un groupe d'aller d'un point à un autre malgré les obstacles, il fait appel aux mêmes ressources humaines que les salariés à qui on demande de travailler ensemble à un objectif commun». Ce postulat établi, on peut entraîner les cadres novices à faire de l'escalade, de la plongée, à traverser vaillamment les cours d'eau sur des radeaux de fortune. Les stagiaires doivent, comme ils sont appelés à le faire dans la vie professionnelle, «œuvrer en équipe», et «se dépasser». Frisson assuré. Et il paraît que lorsqu'on a vaincu sa peur au-dessus d'un gouffre, votre patron ou votre banquier apparaissent moins menaçants.

Avec ses «clubs Gong», M. Daniel Blanc suit une autre piste : «La formation initiale des managers ne fait appel qu'à leurs capacités analytiques et déductives. Ils sont devenus des technocrates, explique-t-il. Il faut casser ce carcan socioculturel pour faire redécouvrir l'intuition et la créativité oubliées des entreprises françaises ont besoin». Pour ce faire, les cadres ont le choix entre l'initiation au culte vaudou, à l'islam, un séjour sans confort dans un village en Afrique ou un «happening» dans les locaux parisiens de l'association. Sceptiques et rationalistes s'abstiennent.

Plus traditionnelles sont les méthodes d'ISEOR, créé par un très sage professeur de gestion de Lyon. Le centre de recherche interpersonnelles dans l'entreprise «seules capables de mobiliser les salariés». A première vue, c'est idéal. A ce tableau, il faut ajouter des sociétés, comme Gimca, qui organisent des

tables rondes pour les dirigeants, l'INSEP qui a choisi la PNL ou Mercuri spécialisée dans les PME.

Le CEDEP a une place à part. L'association est née en 1971 du regroupement de six entreprises françaises (L'Oréal, BSN, Rhône-Poulenc) et européennes. Elle compte aujourd'hui une vingtaine d'adhérents. Il s'agit de «former un nombre suffisant de cadres à des valeurs telles que le goût du risque, l'indépendance, la tolérance pour amener les entreprises à évoluer derrière leurs salariés», affirme M. Salvatore Teresi, directeur du centre où les cadres de haut niveau sont chouchoutés dans la verdure de Fontainebleau. L'architecture du bâtiment et la vie de groupes consti-

motiver, à travailler en équipe, à être créatif ne s'apprend pas sur un tableau noir. Ainsi, la formation aux relations humaines serait vaine sans l'engagement de la direction des entreprises. La considération dont les managers font preuve envers leur personnel, leur style de relation est véritablement «contagieux» pour l'encadrement et décisif pour le dynamisme des firmes.

La morale sociale et l'économie sont appelées à faire bon ménage et certains chefs d'entreprise affichent un humanisme de bon aloi. «Il n'y a pas de gens sans importance. Les cadres qui l'oublieraient ne resteraient pas longtemps chez nous», prétend par exemple M. Jacques Servier, PDG des laboratoires du

son là pour nous rappeler l'intérêt économique d'un tel effort.

Cet apprentissage de la vie collective et de ses lois est d'autant moins facile que l'entreprise est, tout compte fait, un phénomène récent à peine vieux d'un siècle, que les firmes ont essentiellement été considérées comme génératrices de profits dont le rôle social demeure encore peu exploré. Les pouvoirs publics ont d'ores et déjà constaté les carences de ces formations qui, spécialisées dans une discipline (la sociologie, la psychologie par exemple), ne connaissent pas toujours suffisamment l'entreprise.

Les cadres du baby-boom sont nombreux à vivre une expérience difficile. Le comportement de leurs grands-pères avait été sculpté par la nature et les lois séculaires du monde rural, leurs pères ont connu la guerre et ses contraintes jusqu'au socialisme qui, en dépit de ses naïvetés, a contribué à développer les aptitudes des futurs cadres. Enfants choisis des «trente glorieuses» (ces années de boom économique qui ont suivi la dernière guerre), forts de grandes compétences techniques, une prémonition les a jetés dans la rue en mai 68 sans répondre à leur incertitude. Cherchant «la plage sous les pavés», ils n'ont pas trouvé durant leur révolte les raisons de travailler ensemble qu'ils recherchent aujourd'hui.

Les entreprises françaises qui ont déclaré pour leur part que la formation était un investissement pourraient mesurer le temps de retour sur... cet investissement ? Il est difficile en effet de mettre en équation les changements d'attitude des cadres et leur impact sur la production. Cette difficulté, ajoutée au flou de la demande des dirigeants en matière de relations humaines, explique l'aspect hétéroclite de l'offre. L'enjeu de ces formations est pourtant loin d'être négligeable. Elles doivent doter les firmes françaises, face au marché européen de 1993, de meilleurs atouts. Les chefs d'entreprise comprennent-ils à temps le rôle que peut jouer dans leur stratégie cette révolution culturelle ? L'heure de la CEE va bientôt sonner et, comme l'indique une citation de Pasteur dans le hall des établissements Servier, «le hasard ne favorise que les esprits préparés».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.



Tout le monde est en train de courir

Chaque méthode a converti des cadres qui ont pour en parler l'enthousiasme des néophytes. Cette doctrine des relations humaines dans une société de services est une inconditionnelle de la PNL. «La méthode m'a permis de formaliser des connaissances empiriques, affirme-t-elle. J'ai acquis les moyens de décoder le comportement de mes interlocuteurs et donc de mieux les comprendre». Canon a eu recours à la CEGOS pour améliorer sa communication interne. C'est encore la CEGOS qui a été choisie par les AGF. La compagnie d'assurances devait en effet trouver des méthodes de management adaptées aux évolutions économiques : apparition de nouveaux produits, concurrence avec d'autres réseaux de distribution, recul des assurances traditionnelles au profit de l'assurance-vie. L'enthousiasme est de rigueur chez le responsable de la formation qui a choisi l'organisme. «Le premier plan de trois ans qui a abouti à la formation de cent cadres est très concluant. Nous avons engagé un second programme qui, avec les mêmes méthodes, s'adressera à sept cents responsables d'équipes commerciales», déclare M. Jean-Dictier Pinard.

Chez Hewlett Packard, on se félicite d'avoir choisi les stages «hors limites» et les cadres qui ont participé à ces expériences ne tarissent pas d'éloges. Habités au confort des «classes affaires» et des hôtels trois étoiles, ils affirment avoir vécu «des situations insolites» et ont appris à «faire face». ISEOR est intervenu chez Bélin et à la bricochérie Pasquier où l'organisme s'efforce de «donner aux cadres les moyens de fixer clairement les règles du jeu et de mobiliser les salariés grâce à des relations personnelles et continues». Enfin, le groupe Accor, leader français de l'hôtellerie, a fait de son «Académie» le creuset de sa culture d'entreprise.

La formation aux relations humaines ne ferait-elle que des heureux ? Elle a aussi, il faut le dire, ses déçus et ses frustrés. Car la greffe des nouvelles compétences ne peut prendre qu'à certaines conditions. Tout d'abord, une entreprise qui demanderait à ses salariés de donner le meilleur d'eux-mêmes mais refuserait de mettre en place une véritable politique sociale se bercerait d'illusions. «C'est pour avoir si longtemps négligé leurs salariés et les réalités humaines de l'entreprise que les firmes françaises ont tant de mal à les mobiliser aujourd'hui», estime M. Bernard Kapp, du cabinet Jans consultants.

D'autant que la capacité à communiquer, à animer un groupe, à

même nom. Pour autant, la firme n'est pas seulement un laboratoire social et idéologique où des salariés bien rémunérés travaillent en horaires souples dans l'«usine village» de la société. «Grâce à la mobilisation du personnel, nous sommes passés de neuf employés après la guerre à trois mille sept cents aujourd'hui et nous sommes l'un des cent laboratoires qui ont survécu sur les trois mille qui existaient alors», conclut le PDG.

Chez L'Oréal, leader français des cosmétiques, on joue le même air. «Nous refusons de dire qu'il faut d'abord faire des bénéfices avant de mettre en place une politique sociale, affirme M. Guy Landon, membre du comité stratégique de la firme. Nous savons que nous ne pouvons pas demander aux salariés d'être efficaces si nous ne sommes pas justes avec eux. Une vision matérialiste de l'entreprise qui ne respecterait pas l'homme produirait des cadres carriéristes et infidèles à leurs employeurs. Qui prétendrait le contraire ? Mais ce credo s'est-il convaincu les cadres de l'entreprise ?

Autre sujet de déception chez les stagiaires, les structures en place ne leur permettent pas toujours d'appliquer leurs nouvelles connaissances. «Lorsque je suis rentré de ma formation, j'espérais que j'allais immédiatement mettre en œuvre mes nouveaux acquis, remarque un cadre. Mais les structures de mon service n'avaient pas changé et je me suis senti frustré. Certains syndicalistes saisissent la balle au bond. «En demandant à des cadres d'acquiescer de nouvelles compétences, les chefs d'entreprise remettent gravement en cause leurs salariés qui n'acceptent pas toujours de gaieté de cœur les formations qu'on leur propose, affirme-t-on à la CGC, la politique de formation doit être cohérente avec l'organisation du travail et les investissements qui donnent aux salariés les moyens de valoriser leurs nouvelles compétences».

La formation doit être longue

L'expérience a également prouvé que la formation doit être longue car, dans le domaine des relations humaines, les changements sont lents et doivent être confortés dans l'entreprise. Autre constat, au-delà des «trucs» que peuvent enseigner certaines formations (l'amélioration de la communication par exemple), la modification du comportement social naît de la vie de groupe. On y apprend que la différence peut être une richesse, la tolérance, l'humilité du savoir, la nécessité de coopérer. Toutes qualités «humaines» qui ont désormais un sens économique et figurent en tant que telles dans les programmes de stage. Or «les Français sont des conservateurs qui de temps en temps font des révolutions, remarque M. Servier. Ils sont défavorisés dans la concurrence internationale face à des peuples qui, par goût, discipline ou obligation, coopèrent à un objectif commun. Le Japon et sa réussite

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Afin d'accroître les moyens qu'il met en œuvre pour concourir au financement de son expansion,

cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS
Le financement de l'immobilier

Quelques chiffres pour 1987
65,2 milliards d'euros de prêts accordés
24,2 milliards d'euros de prêts privés
95,9 milliards de francs de total de bilan
9,4 milliards de francs de chiffre d'affaires
32,9 millions de francs de bénéfice.

augmente son capital

DE 217 129 200 F A 325 693 800 F

par émission de 1085 646 actions nouvelles de 100 F nominal

à souscrire en numéraire

Prix d'émission 220 F
Journées 1er janvier 1988
Droit préférentiel de souscription 1 action nouvelle pour 2 actions
Début de souscription du 16 août au 10 septembre 1988



Siège social : 3, rue de la Paix, 75002 PARIS et SA au capital de 217 129 200 F
RCS Paris 3 n° 562 054 335 APE 6805

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 13,40 % - 1984

Les intérêts courus du 24 septembre 1987 au 23 septembre 1988 seront payables à partir du 24 septembre 1988 à raison de 603 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 4) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 67 F. En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 113,85 F, soit un net de 489,15 F.

CNT - Obligations TMO - 1984

Les intérêts courus du 24 septembre 1987 au 23 septembre 1988 seront payables à partir du 24 septembre 1987 à raison de 415,79 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 4) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 46,19 F. En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire le complément du prélèvement libératoire sera de 78,49 F, soit un net de 337,30 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire le complément du prélèvement libératoire sera de 78,49 F, soit un net de 337,30 F.



Deutsche Bank Finance N.V.

F 500.000.000

8 1/2 % French Franc Notes due 1993

Payment of principal and interest unconditionally and irrevocably guaranteed by

Deutsche Bank

Aktiengesellschaft Frankfurt am Main

Isue Price: 100 %

Banque Nationale de Paris

Deutsche Bank Capital Markets Limited

Banque Paribas Capital Markets Limited

Credit Suisse First Boston Limited

Generale Bank

Société Générale

Algemeene Bank Nederland N.V.

Amsterdam-Rotterdam Bank N.V.

Bank Brussel Lambert N.V.

Banque Française du Commerce

Banque Indosuez

Banque Internationale à Luxembourg S.A.

Caisse des Dépôts et Consignations

Commerzbank Aktiengesellschaft

Credit Agricole

Creditanstalt-Bankverein

Credit Commercial de France

Daiwa Europe Limited

Dresdner Bank Aktiengesellschaft

Genossenschaftliche Zentralbank AG

Kleinwort Benson Limited

Merrill Lynch International & Co

J.P. Morgan & Cie S.A.

Morgan Stanley International

The Nikko Securities Co., (Europe) Ltd.

Nomura International Limited

SBGI Swiss Bank Corporation Investment banking

Union Bank of Switzerland (Securities) Limited

S.G. Warburg Securities

Westdeutsche Landesbank Girozentrale

Yamaichi International (Europe) Limited



Banque Nationale de Paris

مركز من الأصل

Marchés financiers

BOURSE DU 5 SEPTEMBRE

Règlement mensuel

Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
3820	C.A.E. 35 *	3820	3820	3825	+ 0.13	3820	C.A.E. 35 *	3820	3820	3825	+ 0.13	3820	C.A.E. 35 *	3820	3820	3825	+ 0.13	3820	C.A.E. 35 *	3820	3820	3825	+ 0.13
1080	B.A.P. T.P.	1080	1080	1085	+ 0.29	1080	B.A.P. T.P.	1080	1080	1085	+ 0.29	1080	B.A.P. T.P.	1080	1080	1085	+ 0.29	1080	B.A.P. T.P.	1080	1080	1085	+ 0.29
1080	C.C.F. T.P.	1080	1080	1085	+ 0.29	1080	C.C.F. T.P.	1080	1080	1085	+ 0.29	1080	C.C.F. T.P.	1080	1080	1085	+ 0.29	1080	C.C.F. T.P.	1080	1080	1085	+ 0.29
1080	C.C.F. T.P.	1080	1080	1085	+ 0.29	1080	C.C.F. T.P.	1080	1080	1085	+ 0.29	1080	C.C.F. T.P.	1080	1080	1085	+ 0.29	1080	C.C.F. T.P.	1080	1080	1085	+ 0.29
1080	C.C.F. T.P.	1080	1080	1085	+ 0.29	1080	C.C.F. T.P.	1080	1080	1085	+ 0.29	1080	C.C.F. T.P.	1080	1080	1085	+ 0.29	1080	C.C.F. T.P.	1080	1080	1085	+ 0.29

Comptant (dotation)

SICAV (dotation)

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLET	MONNAIES ET DEVISES	COURS	COURS
EURO (100 \$)	6.371	7.041	6.371	Or fin (en gramme)	88000	88000
EURO (100 \$)	6.371	7.041	6.371	Or fin (en gramme)	88000	88000
EURO (100 \$)	6.371	7.041	6.371	Or fin (en gramme)	88000	88000
EURO (100 \$)	6.371	7.041	6.371	Or fin (en gramme)	88000	88000

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

مكتبة من الأصول

Mardi 6 septembre 1988

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Le congrès annuel du TUC en Grande-Bretagne. 4 L'adoption de la nouvelle Constitution au Brésil. 5 Irak : 120 000 Kurdes se seraient réfugiés en Turquie.	6 L'offensive de l'opposition contre par l'effet Le Pen. 7 M. Léotard écarte toute discussion ou négociation électorale avec le FN. 8 M. Veil et M. Delors entraînent la flamme de l'ouverture.	8 La rentrée scolaire pour plus de douze millions d'élèves. - Religions : le cardinal De Courtray fixe des conditions pour accueillir des prêtres intégristes. 9 Médecine : mise en garde américaine sur le SIDA. - Prisons : les 25 sites retenus. 10 Sports.	11 Musique : concert marathon pour les droits de l'homme. - La rentrée musicale date par date. - Jimmy Owens en club. 12 Cellibaché dirige l'orchestre des jeunes du Schleswig-Holstein. - Cinéma : Schlesinger et Zeffirelli à la Mostra de Venise.	20 M. Bérégovoy confirme la suppression du taux de TVA à 7 %. - Paribas distribue une prime à quelque 2,5 millions d'actionnaires « fidèles ». 22-23 Marchés financiers.	Abonnements 2 Carnet 19 Loto et Loto sportif 14 Météorologie 14 Mots croisés 14 Radio-Télévision 14	Le marché de l'art sur mini-tel ARTLINE Le mini-journal nouveau est arrivé JOUR 36-15 tapez LEMONDE La cote en direct, les portefeuilles, les commentateurs du Monde BOURSE 36-16 tapez LIMBOURSE Les jeux du Monde EU 36-15 tapez LM

A Clermont-Ferrand

Un commerçant écroulé pour l'enlèvement de sa propre fille

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

Un commerçant de Marignac (Puy-de-Dôme), Jean-Marc Finet, trente-neuf ans, a été inculpé d'enlèvement d'enfant et écroué à la maison d'arrêt de Clermont-Ferrand. La fille, Pauline, cinq ans, dont il avait commandité l'enlèvement, n'est autre que sa propre fille.

Avec la complicité de son frère, lui aussi écroué, Jean-Marc Finet a voulu ainsi soustraire l'enfant à son ex-épouse, M^{me} Forli Selva, de nationalité uruguayenne, qui en a obtenu récemment la garde. Le père redoutait de ne pouvoir revoir sa fille, que la mère avait l'intention d'emmener en Uruguay.

Jean-Marc Finet, qui s'était installé en Amérique latine après avoir épousé une jeune Uruguayenne, avait regagné la France fin 1987, avec sa fille qui possède la double nationalité. Après deux jugements en faveur du père, le tribunal de Clermont-Ferrand lui a ordonné le 1^{er} septembre de présenter la fille à sa mère à qui la garde de Pauline a été confiée, tout en offrant au père un large droit de visite. « Si Pauline s'en va en Uruguay, je ne pourrai jamais la revoir », car il n'existe aucune convention entre la France et ce pays », a-t-il confié à ses proches qui ont constitué un comité de soutien et lancé une pétition en sa faveur.

Avant de révéler le lieu où se trouve sa fille, le père veut recevoir l'assurance de pouvoir se rendre en Uruguay et ramener Pauline en France pour la période prévue, du 3 novembre au 10 février.

Une commission rogatoire a été délivrée, le lundi 5 septembre, afin de retrouver la fille.

JEAN-PIERRE ROUGER.

Les élections sénatoriales partielles

Le RPR enlève un siège au PS

Le mode de scrutin sénatorial n'est pas de ceux qui peuvent provoquer des surprises. Les résultats des quatre élections organisées dimanche 4 septembre n'ont pas fait exception. Les favoris l'ont emporté. Mais au total, le Parti socialiste perd un siège : celui que détenait M. Robert Schwint, maire de Besançon (Doubs) qui, élu au Sénat, avec une seule voix d'avance, en 1980, est entré à l'Assemblée nationale en juin dernier. Le RPR, dont le groupe parlementaire est déjà le plus important en effectif, en est le bénéficiaire.

Dans les trois autres départements concernés, la continuité a prévalu. Dans la Loire, le tropéien à l'UDF n'a finalement pas été élu.

DOUBS : M. Georges Gruillot (RPR) Avec 62,68 % des suffrages, M. Georges Gruillot (RPR) l'emporte au premier tour d'un scrutin sans surprise. M. Gruillot, président du conseil général du Doubs, candidat unique de l'opposition nationale, prend ainsi le siège abandonné par M. Robert Schwint, maire de Besançon (PS), qui a été élu député en juin dernier. (Corresp.)

[Né le 14 août 1931 en Côte-d'Or, M. Georges Gruillot a été élu maire de Vercel (Doubs) en 1977, conseiller général du Doubs en 1979, président du conseil général en 1982, réélu en 1985. Il est président de l'Association des maires de Doubs.]

1^{er} tour. - Inscr. : 1455 ; vot. : 1441 ; expr. : 1423. MM. Georges Gruillot (RPR), 892 ; Jean-Louis Desroches (PS), 438 ; André Vagneron (PCF), 93.

VIENNE : M. Monory (UDF-CDS)

L'ancien ministre de l'Éducation nationale, M. René Monory (UDF-CDS), a gagné nettement détaché la compétition de la Vienne avec 69,25 % des suffrages, améliorant son résultat de 1986 (66,36 %). Ce score, outre la composition du corps électoral, reflète plus une cote personnelle que l'image politique d'un département qui peut avoir aussi des

représentants qui bénéficient du soutien du président (RPR) du conseil général et également sénateur. M. Lucien Neuvirth : à M. Michel Dura-four, élu radical avant d'être l'un des « ministres de l'ouverture », succède un autre radical. De même, dans le Gard, M. Georges Benedetti, député depuis juin, a laissé son siège à un autre socialiste. Quant à M. Monory, il s'est pour ainsi dire succédé à lui-même dans la Vienne où son suppléant s'était effacé pour lui permettre de retrouver son siège au palais du Luxembourg qui ne sera soumis à renouvellement qu'en 1995, alors que les départements du Doubs et du Gard sont renouvelables dans un an et la Loire en 1992.

DOUBS : M. Georges Gruillot (RPR) 529 voix ; Jacques Delors (div. d.), 111 voix ; Gérard Sève (UDF-CDS), 214 voix ; Jean-Louis Desroches (PS), 461 voix ; Claude Faure (UDF), 97 voix ; Fernand Montagnon (PCF), 187 voix ; André Delorme (div. d.), 21 voix ; François Mazoyer (UDF-CDS), 74 voix.

2^e TOUR. - Expr. : 1585 ; MM. Monory, 907 voix ; ELU ; Fre-cum, 635 voix ; Faure, 43 voix.

[M. François Mathieu est né le 1^{er} mai 1934. Chargé de mission au Crédit agricole de la Loire, conseiller général du canton de Saint-Médard, il est vice-président du conseil général de la Loire. Adjoint au maire de Saint-Étienne depuis 1983.]

GARD : M. Claude Pradille (PS)

M. Claude Pradille (PS) a été élu sénateur du Gard en remplacement de M. Georges Benedetti (PS), démissionnaire. Son élection, contrairement à ce qui était généralement attendu, n'est intervenue qu'au second tour de scrutin. Il bat son principal rival, M. Antoine Castelnaud (UDF-CDS), conseiller général et adjoint au maire de Nîmes de 183 voix sur un total de 1 298 de suffrages exprimés. Ce dernier au second tour, a été handicapé par le maintien du candidat du Front national, M. Jean Liabeuf. Le représentant du PC, M. René Mathieu, conseiller général de Roquemaure, a très honorablement défendu ses chances, rassemblant 19,94 % des voix au premier tour. Le report de ses voix sur le candidat socialiste, l'après-midi, a connu un « déchet » important : il a finalement marqué 85 voix à M. Pradille pour atteindre le total théorique PS plus PC.

[M. Claude Pradille est né le 29 juillet 1942 à Saure (Gard). Conseiller général de Saure depuis 1971, il se présente, sans succès, aux législatives de 1973, en tant que suppléant de M. Robert Verdier (PS). Il est également maire de sa commune natale depuis 1983.]

1^{er} TOUR. - Inscr. : 1408 ; vot. : 1383 ; suffr. : 1349. MM. Claude Pradille (PS), 544 ; Antoine Castelnaud (UDF-CDS), 480 ; Claude Mathieu (PCF), 269 ; Jean Liabeuf (FN), 56.

2^e TOUR. - Inscr. : 1408 ; vot. : 1358 ; suffr. : 1298. MM. Pradille, 728 ELU ; Castelnaud, 545 ; Liabeuf, 25.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 5 septembre Légère hausse

La tendance est à la hausse, lundi matin, rue Vivienne. À l'ouverture, l'indice instantané enregistrerait une avance de + 0,75. À 11 heures, celle-ci n'était plus de + 0,68.

Hausse de Saint-Louis, Compagnie bancaire, SCREG, Fromageries Bel, Avions Marcel Dassault, CATELEM, Géophysique, Beghin-Say, La Hénin, SCOA.

Baisse de UJS, SAT, Olida, Roussel-Uclaf, Drouot, Casino, Lyonnais des eaux, Société générale, Alstom.

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes, également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy récite les plus beaux meubles - Louis XIII - Rustique (nager de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Etonnante collection de lits de repos...



Rémy

Rémy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12^e, 43-43-65-58.

Sur le vif

Dure rentrée

Contents de me revoir ? Oui, hein ! Excités comme des poux, trépidants d'impatience et de curiosité : Alors, ces vacances, raconte ! Bonnes ou mauvaises ? Studieuses. Une rentrée, si on veut pas la rater, faut la préparer. J'ai bossé comme une malade. J'ai pas mis le nez dehors. J'ai lu et annoté tout un tas de bouquins, d'enquêtes, d'articles, de trucs et de machines, dont un numéro spécial de l'Expansion consacré à la seule vraie question que se pose une France prête à faire l'Europe : comment éviter le stress du retour en prolongeant au bureau les activités et le repos de l'été.

Mes conseils : 1. Préférez neuf minutes de marche rapide à un troisième café. Parcourez à temps réguliers les couloirs de l'entreprise à petites foulées, en baskets, les coudes au corps en respirant par le nez.

2. Carburez au sérum, oligo-élément contenu dans le poisson, le pain, les œufs et la volaille. Accompagnez votre sandwich au poulet de gelées

anti-stress vendues dans le commerce : 3. Faites la sieste. Cette pratique devrait se généraliser et s'officialiser dans toutes les boîtes un peu performantes. Si le service des fournitures refuse d'installer un divan entre votre bureau et votre porte-manteau, alertez le comité d'entreprise et apportez un lit pliant ; 4. Apprenez à vous relaxer. Inspirez profondément, étirez votre colonne vertébrale, en tournant la tête à gauche, à droite, et inversement. Pratiquez ces exercices par séries de douze de quart d'heure en quart d'heure.

Tenez, moi, ce matin, j'ai déboulé à la conférence des chefs, en short et chemise, bras haut tendus au-dessus de la tête, en agitant les mains : Coucou, me revoil ! Ils se sont regardés, consternés : Tiens, la folle ! Comment se fait-il qu'on l'ai laissée sortir ? - Oh, elle est pas dangereuse. La phobie du stress... rue des Italiens ! Suffit de la laisser croquer un mois dans son trou à rat et ça lui passera.

CLAUDE SARRAUTE.

URSS

Ouverture du procès de Iouri Tchourbanov

Le procès de M. Youri Tchourbanov, gendre de l'ancien numéro un du système et son pas son créateur, a-t-il dit notamment, en regrettant que le nom de son client ait été associé dans la presse à ceux de Brejnev et de Chérif Rachidov, l'ancien premier secrétaire du PC d'Ouzbékistan, mort en 1983. Il ne s'agit pas de phénomènes équivalents, a-t-il ajouté en substance.

Le procès est présidé par le juge Mikhaïl Marov devant un collège militaire. M. Tchourbanov ayant le grade de général, et devant durer plusieurs mois. L'ancien premier vice-ministre de l'Intérieur est passible de la peine de mort. (AFP.)

URSS : les Soviétiques mécontents de la « perestroïka »

« L'organe du gouvernement soviétique, l'Isvestia, a fait état pour la première fois, samedi 3 septembre, du mécontentement croissant de la population face à la « perestroïka » (restructuration). « Rien n'a changé », « la « perestroïka » ne nous a rien donné », « le peuple est fatigué d'attendre », a indiqué le quotidien citant des lettres de lecteurs, toujours plus nombreuses, qui lui parviennent.

« Un service « SOS suicide » pour les adolescents à Moscou. - Inquiètes de la hausse du taux de suicides chez les adolescents, les autorités de Moscou viennent de mettre en place un service d'aide par téléphone spécialement conçu pour les adolescents dépressifs, a annoncé, samedi 3 septembre, le quotidien Izvestia. Le journal n'a pas indiqué le nombre de suicides chez les jeunes Moscovites, un chiffre qualifié d'« information confidentielle ». A Leningrad, le taux de suicides chez les mineurs a triplé depuis 1980. Selon des sources officielles, environ 55 000 personnes se suicident chaque année en URSS. (AFP, AP.)

Augmentation des pertes de temps de travail. - Les pertes de

temps de travail dues à l'absentéisme ou à des arrêts de la production sont en augmentation dans les domaines de l'industrie, de la construction et des transports, a indiqué, le 3 septembre, la Pravda, citant des chiffres du comité d'Etat aux statistiques. 24,5 millions de journées de travail ont été perdues dans l'industrie l'an dernier, contre 22 millions en 1986. Les pertes de temps de travail sont particulièrement importantes dans les républiques d'Ouzbékistan, du Tadjikistan et de Géorgie.

Visite de M. Stolérin en Israël

— Premier membre du gouvernement de M. Michel Rocard à se rendre en Israël, M. Lionel Stolérin, secrétaire d'Etat au Plan, a entamé, dimanche 5 septembre, à Jérusalem, une visite officielle de quatre jours qui doit être dominée par des entretiens portant sur les questions économiques et commerciales. M. Stolérin, ancien président de la chambre de commerce France-Israel, sera notamment reçu par M. Ariel Sharon, ministre du commerce et de l'industrie. Il abordera aussi des sujets plus politiques avec le premier ministre, M. Itzhak Shamir, et avec le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès. (Corresp.)

Révéls sur FR3

LES SECRETS D'UNE MÉMOIRE INFALLIBLE

... au comment décupler vos chances de réussite

Entre les Français encore à table et ceux déjà au lit, j'imagine que nous ne devions pas être nombreux à regarder FR3 ce vendredi 24 juillet 1987. Dommage, car il y était question de la clé de la réussite : la mémoire. La date de l'émission m'est restée car, hasard de la vie, mon ancien professeur de français et sa femme, comédienne, venaient tout juste d'emménager dans la maison d'à côté. Je les avais invités à passer après dîner.

Il faisait doux et j'avais installé ma télé portable sur la terrasse. C'est l'apparition sur l'écran de James Burke de la BBC qui fit taire nos conversations.

La présentatrice britannique décrivait l'extraordinaire mémoire

des troubadours qui pouvaient, en quelques minutes seulement, retenir plus de 100 vers d'une ballade qu'ils entendaient pour la première fois. La femme de mon ex-professeur en était ahurie, tout comme moi. Elle pour qui la mémoire est la base du métier et qui est pourtant entraînée à apprendre de longs textes n'imaginait pas qu'il soit possible de décupler à ce point nos facultés mentales. Je devais découvrir, un peu plus tard, qu'il n'y avait là aucun prodige. En réalité, les troubadours exerçaient leur mémoire, ce que nous ne savons plus faire aujourd'hui.

Pour cela, ils avaient recours à des moyens très simples qu'un Suédois, W.R. Borg, a réactualisé pour nous à travers une méthode qui porte son nom.

Vers une nouvelle mémoire...

Évidemment, la méthode Borg ne s'adresse pas à ceux qui, l'âge venant, n'éprouvent plus le besoin ou l'envie de développer leur mémoire acquise au prix d'efforts décourageants.

En revanche, quel formidable outil qu'une mémoire active pour les étudiants (futurs avocats, médecins, ingénieurs, journalistes, etc.) et tous ceux qui se préparent à une brillante carrière ou à un tournant de carrière. Nous disons bien mémoire active, car il ne s'agit pas de devenir un « singe savant » ou d'encorement péniblement son cerveau. La méthode Borg aide simplement à retenir facilement tout ce qui est nécessaire dans la vie.

Et de ce fait, pourquoi, comme nos aïeux, accepter de souffrir pour détenir une mémoire utile ? Avec la méthode Borg, vous pourrez réellement graver dans votre mémoire les paragraphes essentiels d'un cours, d'un rapport, d'une conférence ou d'une émission. Retenir les chiffres clés indispensables pour vos études ou votre métier, les plus longues listes de mots étrangers, ou encore les codes confidentiels de vos cartes de paiement... ou des portes à clavier de vos amis, leur adresse et leur numéro de téléphone.

Et vous pourrez aussi reconnaître, comme les physionomistes des grands casinos, les visages et les noms de toutes les personnes qui vous sont présentes, vous souvenir de leurs goûts ou leur rappeler, le ou les phrases marquantes qu'elles vous avaient dites. Même à des années de distance !

Car tel est bien le grand intérêt de la méthode Borg qui vous donne une mémoire infatigable, immédiate, une mémoire sur les lèvres. Et cela sans contrainte et sans que vous ayez à modifier, en quoi que ce soit, votre emploi du temps actuel. Pour en savoir plus : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 029 - 3, place St-Pierre, 84057 Avignon Cedex.

BON GRATUIT

A remplir, en lettres majuscules, en donnant votre adresse personnelle et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 029 - 3, place St-Pierre, 84057 Avignon Cedex, France, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Éternelles du Succès ».

Nom Prénom
Rue Ville
Code postal
Age Profession
Aucun dénaireur ne vous rendra visite

Le numéro du « Monde » daté 4-5 septembre 1988 a été tiré à 508 811 exemplaires

Church's

LE TEMPS TRAVAILLE POUR NOUS.



HOMMES
4, rue du Dragon, Paris 9^e, Tél. 46.44.30.47
22, rue des Mathurins, Paris 8^e, Tél. 46.50.85.85
HOMMES ET FEMMES
42, rue Vivienne, Paris 2^e, Tél. 42.36.22.95
88, rue de Courcelles, Paris 17^e, Tél. 42.27.23.17

(Publicité)

Profession : **COMMUNICATION**
relations presse,
journalisme publicité,
relations publiques.
COMM'INSTITUTE
Tél. : 42-25-38-25

Profession : **PRODUCTEUR**
audiovisuel, TV, ciné,
radio, publicité
PRODUCTION
INSTITUTE
Tél. : 42-25-70-98

Formation internationale.
Plusieurs niveaux d'admission.
Stages garantis.
ÉTABLISSEMENT
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR PRIVÉ
7, rue d'Artois, 75008 Paris.

Le stade